

---

---

**WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN  
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS**

---

**COUR D'ARBITRAGE**

F. 98 — 836

[C — 98/21130]

**Arrêt n° 30/98 du 18 mars 1998**

Numéros du rôle : 1117, 1118 et 1119

*En cause* : les recours en annulation de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, introduits par la commune de Schaerbeek, la ville de Charleroi et le Gouvernement wallon.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, H. Coremans et A. Arts, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*I. Objet des recours*

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 30 juin 1997 et parvenues au greffe le 1<sup>er</sup> juillet 1997, la commune de Schaerbeek, dont les bureaux sont établis en la maison communale, place Colignon, 1030 Bruxelles, la ville de Charleroi, dont les bureaux sont établis en l'hôtel de ville, place Charles II, 6000 Charleroi, et le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Jambes, ont introduit un recours en annulation de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales (publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 1996, troisième édition).

## II. La procédure

Par ordonnances du 1<sup>er</sup> juillet 1997, le président en exercice a désigné les juges des sièges conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 2 juillet 1997, la Cour a joint les affaires.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 14 août 1997; l'ordonnance de jonction a été notifiée par les mêmes lettres.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 19 août 1997.

Des mémoires ont été introduits par :

- le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 29 septembre 1997;
- le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Jambes, par lettre recommandée à la poste le 2 octobre 1997;
- le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, rue Ducale 7-9, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 2 octobre 1997.

Par ordonnance du 9 octobre 1997, le président M. Melchior a constaté que le mémoire du Gouvernement flamand a été introduit après l'expiration du délai visé à l'article 85 de la loi organique et a accordé un délai de huit jours, à dater du jour de la réception de la notification de l'ordonnance, pour introduire éventuellement des observations par écrit.

Cette ordonnance a été notifiée au Gouvernement flamand ainsi qu'à son avocat par lettre recommandée à la poste le 10 octobre 1997.

Le Gouvernement flamand a introduit des observations par écrit, par lettre recommandée à la poste le 15 octobre 1997.

Par ordonnance du 28 octobre 1997, la Cour a déclaré le mémoire du Gouvernement flamand irrecevable et l'a écarté des débats.

Cette ordonnance a été notifiée au Gouvernement flamand ainsi qu'à son avocat par lettre recommandée à la poste le 29 octobre 1997.

Les mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 7 novembre 1997.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 4 décembre 1997;
- la commune de Schaerbeek, par lettre recommandée à la poste le 8 décembre 1997;
- la ville de Charleroi, par lettre recommandée à la poste le 8 décembre 1997;
- le Gouvernement wallon, par lettre recommandée à la poste le 8 décembre 1997;
- le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, par lettre recommandée à la poste le 8 décembre 1997.

Par ordonnance du 25 novembre 1997, la Cour a prorogé jusqu'au 30 juin 1998 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 28 janvier 1998, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 18 février 1998.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 29 janvier 1998.

A l'audience publique du 18 février 1998 :

- ont comparu :

- Me J. Bourtembourg, avocat au barreau de Bruxelles, pour la commune de Schaerbeek et la ville de Charleroi;
- Me V. Thiry, avocat au barreau de Liège, pour le Gouvernement wallon;
- Me M. Mahieu, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
- Me K. Leus, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;
- les juges-rapporteurs P. Martens et G. De Baets ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

## III. En droit

- A -

### *Requête de la ville de Charleroi*

#### *Premier moyen*

A.1. La loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales viole les articles 10, 11 et 163 de la Constitution, ainsi que l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en ce que le recours qu'elle instaure à l'encontre des impositions communales, en Régions wallonne et flamande, est de caractère administratif et s'exerce devant la députation permanente, tandis qu'en Région de Bruxelles-Capitale, il a un caractère juridictionnel et s'exerce devant le collège juridictionnel; en outre, les décisions de la députation permanente peuvent faire l'objet d'un recours devant la cour d'appel, tandis que les décisions du collège juridictionnel ne pourraient faire l'objet que d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat sur pied de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

On n'aperçoit pas les motifs objectifs et raisonnables qui justifieraient cette différence de traitement entre deux catégories de communes comparables.

A.2. La méconnaissance des règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination est aggravée par la circonstance que la loi confie au collège juridictionnel, en qualité d'organe juridictionnel, l'exercice d'une compétence relevant de matières autres que celles visées aux articles 127 et 128 de la Constitution, compétence qui, dans les Régions wallonne et flamande, est exercée par la députation permanente, et ce en méconnaissance de l'article 163 de la Constitution.

Au surplus, l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989 n'attribue au collège juridictionnel que les missions juridictionnelles exercées dans les provinces par la députation permanente.

*Deuxième moyen*

A.3. La loi attaquée viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'elle ne prévoit pas que l'autorité dont émane l'imposition qui fait l'objet d'une réclamation devant la députation permanente doit être avertie de cette réclamation ni, partant, qu'il lui est loisible de faire valoir ses observations sur celle-ci, pas plus qu'elle ne doit être avertie de la décision ou de l'absence de décision prise sur la réclamation introduite; en outre, la loi prévoit que l'absence de décision de la députation permanente dans un délai de six mois, éventuellement prolongé de trois mois, emporte que la réclamation est fondée.

*Première branche*

A.4. On n'aperçoit pas les motifs pour lesquels l'autorité dont émane la taxe litigieuse n'est pas considérée comme une « partie à la cause » dans le cadre de la réclamation introduite devant la députation permanente. L'absence d'intervention de l'autorité dont émane la taxe litigieuse pourrait empêcher la députation permanente de statuer en étant pleinement informée des circonstances de fait et de droit de la situation litigieuse.

*Deuxième branche*

A.5. On n'aperçoit pas les motifs objectifs et raisonnables qui justifieraient que la réclamation soit réputée fondée à l'expiration du délai imparti à la députation permanente pour se prononcer.

*Requête de la commune de Schaerbeek**Premier moyen*

A.6. La loi attaquée viole l'article 163 de la Constitution ainsi que l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en ce qu'elle confie au collège juridictionnel, institution dont les membres sont désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, une compétence qui, dans les Régions wallonne et flamande, est exercée par la députation permanente et qui ne porte pas sur une matière relevant des compétences communautaires au sens des articles 127 et 128 de la Constitution.

*Deuxième moyen*

A.7. La loi attaquée viole les articles 10, 11 et 163 de la Constitution ainsi que l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en ce que le recours qu'elle instaure à l'encontre des impositions communales en Régions wallonne et flamande est de caractère administratif et doit s'exercer devant la députation permanente, tandis qu'en Région de Bruxelles-Capitale, il a un caractère juridictionnel et s'exerce devant le collège juridictionnel; au surplus, seules les décisions de la députation permanente peuvent faire l'objet d'un recours devant la cour d'appel, les décisions du collège juridictionnel n'étant susceptibles de faire l'objet que d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

A.8. On n'aperçoit pas les motifs objectifs et raisonnables qui justifieraient que seules les communes wallonnes et flamandes, de même que leurs redevables, bénéficient, à l'encontre des décisions de l'organe chargé en première instance d'examiner les réclamations dirigées contre des impositions communales, d'un recours devant la cour d'appel, et non les communes bruxelloises et leurs redevables, et, partant, que ces communes et ces redevables soient privés des avantages et garanties que présentent les recours en réformation devant la cour d'appel.

A.9. La méconnaissance des règles constitutionnelles d'égalité et non-discrimination est aggravée par la circonstance que la loi litigieuse viole l'article 163 de la Constitution et l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989 en attribuant au collège juridictionnel, en qualité d'organe juridictionnel, l'exercice d'une compétence relevant de matières autres que celles visées aux articles 127 et 128 de la Constitution, compétence qui, dans les Régions wallonne et flamande, est exercée par la députation permanente.

*Requête du Gouvernement wallon**Premier moyen*

A.10. La loi attaquée viole les articles 10, 11 et 172 de la Constitution, lus isolément et conjointement avec l'article 145 de la Constitution.

Les articles 4, § 3, 9°, 9, 10, 11, 13, 14, 5°, et 15 instaurent des différences de traitement entre deux catégories de redevables d'impositions communales et provinciales.

En effet, tous les redevables, hormis dans la Région de Bruxelles-Capitale, disposent d'un recours administratif en application des articles 9, alinéa 1<sup>er</sup>, et 10 de la loi attaquée. Ils ne peuvent se prévaloir des garanties qui s'attachent au recours juridictionnel, ni des dispositions de l'arrêté royal du 17 septembre 1987 relatif à la procédure devant la députation permanente, dans les cas où elle exerce une mission juridictionnelle en application des articles 11, 13 et 14, 5°, de la loi attaquée.

A l'inverse, dans la Région de Bruxelles-Capitale, les redevables disposent d'un recours juridictionnel devant le collège visé à l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989. Ils peuvent se prévaloir des garanties qui s'attachent au recours juridictionnel et des dispositions de l'arrêté royal du 17 septembre 1987 précité. Ils ne tombent pas sous l'application des articles 9, alinéas 3 et 4, 10 et 11 de la loi attaquée.

A.11. Ces deux catégories sont incontestablement comparables.

A.12. La mesure n'est pas pertinente au regard des objectifs poursuivis. Elle est en tout cas disproportionnée compte tenu des effets qu'elle engendre et des principes en cause.

A.13. Quant aux redevables de la Région de Bruxelles-Capitale visés à l'article 9, alinéa 2, on comprend mal pourquoi ils sont les seuls à pouvoir encore bénéficier d'une protection juridictionnelle et des garanties prévues par l'arrêté royal du 17 septembre 1987.

L'article 83quinquies, § 2, précité, ne peut justifier une telle différence de traitement, puisqu'il traite de missions juridictionnelles, alors que la loi attaquée confère aux députations permanentes des missions de nature administrative.

A.14. Il convient donc d'annuler les articles 9 et 10 de la loi attaquée ainsi que toutes les dispositions qui y sont inséparablement liées, notamment les articles 4, § 3, 9°, 11, 13, 14, 5°, 14, 6°, et 15.

*Deuxième moyen*

A.15. La loi attaquée viole les articles 10, 11 et 172 de la Constitution, en ce que, en vertu de son article 15, elle est applicable aux taxes provinciales et communales perçues au comptant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997 ou reprises dans les rôles rendus exécutoires à partir de la même date. Pour le surplus, l'article 14, 6°, proroge la loi du 23 décembre 1986 sans prévoir de régime transitoire.

Les dispositions attaquées instaurent des différences de traitement entre les redevables imposés en 1996, selon qu'ils tombent sous l'application de la loi du 23 décembre 1986 ou sous l'application de celle du 24 décembre 1996.

A.16. Certaines taxations de l'exercice 1996 ont été perçues en 1996, mais n'ont pu être enrôlées avant le 31 décembre 1996.

C'est le cas des taxations établies sur la base de déclarations de redevables ou des taxations d'office pour défaut de déclaration, pour déclaration incorrecte ou erronée.

C'est le cas également de certaines taxations qui auraient pu être perçues au comptant en 1996, mais qui ne l'ont pas encore été. La procédure de perception au comptant doit être poursuivie en 1997, ou bien ces taxations devraient faire l'objet d'un enrôlement à titre exécutoire à la province ou à la commune.

Ces taxations tombent sous l'application de la loi attaquée. Mais en l'absence de régime transitoire, et compte tenu du principe de non-rétroactivité des règlements fiscaux, il est le plus souvent impossible aux communes et aux provinces de procéder aux récupérations.

Ainsi, si des agents ont constaté des infractions en 1996, ils n'étaient pas pour autant « assermentés et [...] désignés à cet effet par l'autorité habilitée à arrêter les rôles », comme l'exige l'article 7 de la loi attaquée.

Pour les mêmes raisons, la procédure de taxation d'office prévue à l'article 6 de la loi attaquée ne peut être mise en oeuvre, si elle n'était pas organisée de manière aussi rigoureuse dans le règlement de taxation de l'année 1996.

A.17. A l'inverse, les redevables qui ont été enrôlés avant le 31 décembre 1996 ou qui ont effectué les paiements requis avant cette date ne tombent pas sous l'application de la loi attaquée. Les dispositions attaquées sont souvent une prime aux mauvais payeurs.

A.18. Il convient d'annuler les articles 14, 6°, et 15 de la loi attaquée.

*Mémoire du Conseil des ministres*

*Quant à la recevabilité des recours*

A.19. Si la recevabilité du recours de la Région wallonne n'est pas contestable et si l'intérêt à agir de la ville de Charleroi n'est pas contesté, en revanche il n'apparaît pas que l'une ou l'autre disposition de la loi attaquée puisse affecter directement et défavorablement la commune de Schaerbeek.

La loi attaquée ne fait que confirmer, en son article 9, alinéa 2, que, dans la Région de Bruxelles-Capitale, la réclamation contre une taxation locale est introduite auprès du collège juridictionnel. La norme attaquée ne modifie donc en rien la situation juridique de la commune de Schaerbeek.

*Quant à l'étendue des recours*

A.20. Bien que les trois recours sollicitent l'annulation de la loi du 24 décembre 1996 dans sa totalité, les développements de ces recours permettent de limiter l'objet des requêtes à l'annulation des articles 9 à 11 de la loi attaquée et, accessoirement, à l'annulation des articles 4, § 3, 9°, 13, 14, 5°, 14, 6°, et 15. Aucun moyen n'est dirigé contre les autres dispositions de la loi attaquée. L'examen du recours doit donc être limité à la constitutionnalité des articles précités.

*Quant au fond*

*Premier moyen pris par la commune de Schaerbeek*

A.21. Le moyen manque en droit : il procède d'une lecture erronée des articles 163 de la Constitution et 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

En raison de la disparition de la province de Brabant, l'article 1<sup>er</sup> originaire de la Constitution, devenu l'article 163, a été complété par deux alinéas nouveaux qui opèrent, pour la Région de Bruxelles-Capitale, une répartition des compétences, précédemment exercées par le conseil provincial et la députation permanente de la province de Brabant, en fonction de la nature de celles-ci.

Trois catégories de compétences peuvent être distinguées : les missions provinciales qui relèvent des compétences communautaires, les attributions provinciales qui se rattachent à des matières régionales et, enfin, les autres matières qui ne sont ni communautaires ni régionales et qui sont du ressort soit de la Région de Bruxelles-Capitale, soit d'une autre institution dont les membres sont désignés par ladite Région selon des modalités précisées dans une loi adoptée à la majorité spéciale; or, l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989, inséré par l'article 87 de la loi spéciale du 16 juillet 1993, a précisément pour objet de confier au collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale les missions juridictionnelles qui étaient exercées par la députation permanente de l'ancienne province de Brabant.

A.22. La loi attaquée respecte intégralement les dispositions précitées. La circonstance qu'elle modifie la qualité en vertu de laquelle intervient désormais la députation permanente - en tant qu'autorité administrative et non plus comme autorité juridictionnelle - est indifférente puisque cette modification ne s'applique pas au collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale.

A.23. Le moyen manque en droit.

*Second moyen de la commune de Schaerbeek*

A.24. Ce moyen se fonde sur le postulat que les décisions prononcées par le collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale ne pourraient pas faire l'objet d'un recours devant la cour d'appel, mais uniquement devant le Conseil d'Etat, contrairement aux décisions des députations permanentes provinciales.

A.25. Si l'article 11 de la loi attaquée ne mentionne pas expressément que les décisions du collège juridictionnel peuvent faire l'objet d'un recours devant la cour d'appel, une interprétation raisonnable de cette disposition, conforme à la cohérence de la loi et au but poursuivi par le législateur, commande d'inclure le collège juridictionnel dans le nouveau cadre générique « députation permanente ». La discrimination alléguée n'existe donc pas. Le moyen manque en droit.

*Premier moyen de la ville de Charleroi*

*Première branche*

A.26. Le moyen repose sur le postulat que les missions exercées en Région de Bruxelles-Capitale par le collège juridictionnel et en Régions flamande et wallonne par les députations permanentes doivent, à peine de violer les principes d'égalité et de non-discrimination, être de même nature - administrative ou juridictionnelle - et être régies par la même procédure.

A.27. Ce postulat est incompatible, sur le plan institutionnel, avec les différences objectives existant entre le territoire, soustrait à la division en provinces, de la Région de Bruxelles-Capitale et les territoires des autres Régions, flamande et wallonne, où subsistent les provinces.

A.28. Cette différence de situation trouve sa source dans l'article 5 de la Constitution et dans les dispositions transitoires inscrites au titre IX, article VI, §§ 1<sup>er</sup> à 3, de la Constitution. Il serait donc vain de soumettre à la Cour une discrimination prétendue qui trouverait son fondement dans la Constitution elle-même.

A.29. Par ailleurs, la mission du collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale a été déterminée par une loi spéciale, et en particulier son article 83quinquies, § 2.

A.30. Tenant compte de cette spécificité institutionnelle et législative propre à la Région de Bruxelles-Capitale, le législateur ordinaire a, par la loi attaquée, voulu adopter des règles propres aux députations permanentes, sans affecter les missions confiées au collège juridictionnel en matière de contentieux provincial et communal pour la Région de Bruxelles-Capitale.

A.31. Il n'est pas contesté que la loi du 24 décembre 1996 a, à cet égard, modifié la qualité en laquelle se prononce désormais la députation permanente en matière de recours contre des taxations locales. Elle agit désormais non plus en qualité d'autorité juridictionnelle mais, comme l'indique l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi attaquée, en tant qu'« autorité administrative ».

A.32. En revanche, la qualité en laquelle intervient, en Région de Bruxelles-Capitale, le collège juridictionnel n'a pas été modifiée.

A.33. Par ailleurs, au-delà des qualifications d'« autorité administrative », d'une part, et d'« autorité juridictionnelle », d'autre part, il apparaît que les modes d'action de ces autorités sont équivalents.

A.34. On ne peut donc, comme le fait la ville de Charleroi, considérer que la procédure administrative nouvelle menée devant les députations permanentes offrirait aux communes des Régions wallonne et flamande ainsi qu'à leurs redevables moins d'avantages et de garanties que la procédure juridictionnelle toujours applicable devant le collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale.

*Seconde branche*

A.35. Pour les motifs développés en réponse au premier moyen pris par la commune de Schaerbeek, le moyen, en sa seconde branche, n'est pas fondé.

*Second moyen de la ville de Charleroi*

*Première branche*

A.36. La première branche du moyen procède d'une lecture inexacte de la loi attaquée. Il n'apparaît pas de la loi attaquée, et spécialement de son article 10, que l'autorité dont émane la taxe litigieuse devrait être considérée comme une « partie à la cause ». L'article 11, alinéa 2, de la loi attaquée ne concerne que la procédure d'appel. Cette disposition est d'ailleurs interprétée en ce sens par une circulaire du 12 juin 1997.

A.37. Au stade du recours contre la décision de la députation permanente, il existe une stricte égalité entre le redevable et la commune.

A.38. Il en est de même lors de l'examen, par la députation permanente, du recours dont elle est saisie. En effet, en tant que la députation permanente agit comme autorité administrative, ni le redevable ni la commune ne sont, devant elle, parties à la cause.

Il n'y a donc pas de violation du principe d'égalité.

*Seconde branche*

A.39. Tel qu'il est libellé, ce moyen n'invoque aucune violation du principe d'égalité ou de non-discrimination. Il n'opère aucune comparaison avec une situation réputée similaire et plus favorablement traitée.

A.40. A défaut de précisions, le moyen est irrecevable. A titre subsidiaire, il n'est pas fondé.

A.41. En réalité, en cette branche, le moyen critique l'opportunité du choix effectué par le législateur, ce que la Cour ne peut censurer.

A.42. Enfin, dès lors que le législateur a entendu indiquer que la députation permanente statuait comme autorité administrative, il existait des motifs objectifs et raisonnables pour faire en sorte que ses décisions interviennent dans un certain délai et qu'en cas de silence, à l'issue du délai imparti, un choix soit réservé au recours.

*Premier moyen du Gouvernement wallon*

A.43. Le premier moyen se confond avec le premier moyen développé par la ville de Charleroi. Par ailleurs, s'il ne faut pas confondre une décision administrative et une décision judiciaire, l'administration est de plus en plus soumise à la règle de droit, notamment au travers de l'obligation de motivation. En sens inverse, le pouvoir d'interprétation du juge s'est sensiblement accru.

En l'espèce, en ne portant pas atteinte, d'une part, à une autorité juridictionnelle au demeurant prévue par la Constitution ou par une loi spéciale, et en organisant, d'autre part, une procédure administrative assortie de contraintes et de garanties comparables à celles qui s'attachent à une procédure juridictionnelle, le législateur n'a pas méconnu les articles 10 et 11 de la Constitution.

*Second moyen du Gouvernement wallon*

*Première branche*

A.44. Le moyen repose sur le postulat d'une absence de régime transitoire, nuisible à la sécurité juridique. Il vise également la circonstance que la troisième édition du *Moniteur belge* du 31 décembre 1996 n'a pu être diffusée que le 10 janvier 1997, sans fournir aux provinces et communes un délai suffisant pour se familiariser avec le nouveau régime. Aucun de ces éléments ne peut justifier l'annulation des dispositions attaquées.

A.45. Par ailleurs, l'article 15 constitue bien une mesure transitoire. Il ressort d'une circulaire du 12 juin 1997 que le critère qui permet de déterminer quelle est la loi applicable est l'un des deux facteurs suivants :

« - soit le rôle de la taxe provinciale ou communale a été rendu exécutoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997,

- soit la perception de cette taxe a été effectuée au 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Dans ce cas, c'est la loi du 24 décembre 1996 qui trouve à s'appliquer. »

A.46. Pour les autres taxes, c'est-à-dire celles dont le rôle a été rendu exécutoire avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997, mais qui n'ont pas été perçues avant cette date, la procédure contentieuse ultérieure se déroule conformément à la loi du 23 décembre 1986.

A.47. Comme la Cour l'a déjà jugé, le propre d'une règle nouvelle est d'établir une distinction entre les personnes qui sont concernées par des situations juridiques qui entrent dans le champ d'application de la règle antérieure et les personnes qui sont concernées par les situations juridiques qui entrent dans le champ d'application de la règle nouvelle. La Cour admet également que les articles 10 et 11 de la Constitution ne requièrent pas que des mesures transitoires soient adoptées à l'occasion de l'adoption de la législation nouvelle.

A.48. Enfin, surabondamment, la circonstance qu'un délai de dix jours s'est écoulé entre la date de la troisième édition du *Moniteur belge*, le 31 décembre 1996, et sa diffusion, le 10 janvier 1997, ne peut affecter la constitutionnalité de la loi.

*Seconde branche*

A.49. Le moyen, en sa seconde branche, manque en fait. Il y est allégué que certaines taxations de l'exercice 1996 n'auraient pas pu être enrôlées au 31 décembre 1996, en sorte qu'elles ne pourront plus être poursuivies en 1997 à défaut de respecter les nouvelles dispositions prévues par la loi attaquée.

Cette allégation est inexacte en tant que le critère d'application de la nouvelle loi tient au fait que le rôle a été rendu ou non exécutoire avant ou après le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Si ce rôle a été rendu exécutoire avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997, la procédure contentieuse ultérieure se déroulera sous l'empire de la loi du 23 décembre 1986.

Si ce rôle n'a pas été rendu exécutoire, il doit désormais l'être, mais pour l'exercice 1996, conformément à la loi du 24 décembre 1996, laquelle est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997. La procédure contentieuse se déroulera alors conformément à la loi nouvelle.

A.50. On n'aperçoit pas pourquoi il serait impossible aux communes ou aux provinces de procéder aux récupérations des taxes relatives à l'exercice 1996.

*A titre subsidiaire*

A.51. Si la Cour devait accueillir, en tout ou en partie, l'un ou l'autre des moyens, il y aurait lieu, afin d'assurer la sécurité juridique, de faire application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 de la Cour d'arbitrage.

*Mémoire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale**Quant au premier moyen de la commune de Schaerbeek**Quant à la recevabilité*

A.52. La violation invoquée ne concerne pas des règles déterminant les compétences de l'Etat, des communautés ou des régions. En effet, ni l'article 163 de la Constitution ni l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989 ne constituent de telles règles. Au contraire, ces articles indiquent seulement l'organe qui, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, sera compétent pour l'exercice des compétences qu'exercent les organes provinciaux, non pas dans le cadre de leur autonomie provinciale, mais en tant que pouvoirs déconcentrés dans le cadre d'une mission dont ils ont été chargés par l'Etat fédéral ou les communautés. La Cour n'est donc pas compétente pour examiner le moyen.

A.53. En outre, il convient de soulever *l'exceptio obscuri libelli*.

A.54. Par ailleurs, à la lumière du contenu du premier moyen, on n'aperçoit pas dans quelle mesure la norme attaquée pourrait affecter directement et défavorablement la situation juridique de la requérante. En conséquence elle n'a pas intérêt à son recours.

*Quant au fond*

A.55. La loi attaquée ne précise pas en quelle qualité le collège juridictionnel prend connaissance des réclamations introduites par le redevable. La loi doit donc être interprétée dans un sens compatible avec l'article 83quinquies de la loi du 12 janvier 1989, notamment dans le sens où le collège juridictionnel agit en tant qu'organe juridictionnel.

La loi attaquée ne viole donc pas les dispositions invoquées.

*Quant au deuxième moyen de la commune de Schaerbeek**Quant à la recevabilité*

A.56. En tant que la requérante se plaint de ne pas bénéficier d'un recours juridictionnel dans le cadre d'une procédure de réclamation contre une imposition communale, elle ne justifie pas d'un intérêt requis puisque la situation juridique actuelle garantit un recours juridictionnel.

A.57. En tant que la requérante se plaint de ce qu'elle ne bénéficie pas d'un recours en deuxième degré de juridiction auprès de la cour d'appel, le moyen est inadéquat et dès lors ne fournit pas à la requérante l'intérêt requis pour agir devant la Cour.

A.58. En effet, la requérante estime que l'absence de recours devant la cour d'appel découle exclusivement de ce que, pour les communes bruxelloises, un recours en réclamation peut être introduit auprès du collège juridictionnel. Elle s'en prend dès lors à l'article 9, alinéa 2, de la loi attaquée. Toutefois, le grief est directement lié à l'article 11 de cette loi, dont la requérante devrait démontrer l'inconstitutionnalité.

Le contenu du moyen ainsi que l'article visé sont donc inadéquats. La requérante ne justifie pas de l'intérêt requis pour pouvoir agir devant la Cour puisque l'annulation de l'article 9, alinéa 2, ne lui permettrait pas d'obtenir l'avantage recherché.

*Quant au fond*

A.59. Le moyen n'est pas fondé en tant que la requérante dispose d'un recours devant une instance juridictionnelle, ainsi qu'il a été démontré ci-avant.

La requérante prétend également à tort qu'il existerait, contre la décision du collège juridictionnel, un recours en annulation devant le Conseil d'Etat dans le cadre du contentieux objectif. En effet, le Conseil d'Etat prend connaissance des recours en annulation contre les décisions du collège juridictionnel mais en tant que juge de cassation.

A.60. En ce qui concerne l'absence d'un recours devant la cour d'appel, le but de la nouvelle loi est de décharger les députations permanentes, agissant en tant qu'organes juridictionnels de la gestion des réclamations des redevables contre les impositions communales et provinciales. La loi ne visait que la confirmation légale d'une situation existante dans laquelle l'administration de la députation permanente traite les dossiers relatifs aux réclamations.

A.61. Des éléments objectifs et raisonnables justifient le traitement différencié des communes bruxelloises et de leurs redevables.

A.62. Tout d'abord, depuis 1993, le niveau provincial a été supprimé pour la région bilingue de Bruxelles-Capitale, l'exercice des tâches des organes provinciaux ayant été partiellement repris par les institutions de la Région bruxelloise, conformément à l'article 163 de la Constitution et à l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

A.63. Il était toutefois inconcevable que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fût chargé de cette tâche, puisqu'il exerce également la tutelle administrative sur les décisions des conseils communaux et des collèges des bourgmestre et échevins des communes bruxelloises.

A.64. Par ailleurs, il aurait été déraisonnable de charger le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de se prononcer sur les réclamations fiscales prévues par la loi du 24 décembre 1996, ce Gouvernement étant déjà chargé de nombreuses tâches lui revenant en tant qu'autorité régionale.

A.65. Il est donc justifié, en l'absence d'un niveau provincial dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, de sauter la première étape du recours administratif.

*Quant au premier moyen de la ville de Charleroi*

A.66. Bien que le recours vise l'annulation de l'ensemble des dispositions de la loi attaquée, à l'exception de l'article 1<sup>er</sup>, le moyen se concentre sur le caractère inconstitutionnel de la règle d'exception prévue à l'article 9, alinéa 2. Le grief ne démontre cependant pas le caractère inconstitutionnel de la règle générale contenue dans cet article.

Le moyen invoqué est inadéquat pour obtenir le but visé. *A fortiori*, la requérante ne justifie pas de l'intérêt requis pour pouvoir agir devant la Cour puisque l'annulation de l'article 9, alinéa 2, ne permettrait pas d'obtenir l'avantage recherché, notamment la restauration de la loi du 23 décembre 1986.

*Quant au fond*

A.67. La partie intervenante se réfère à ses observations formulées au sujet du deuxième moyen de la commune de Schaerbeek.

*Quant aux moyens du Gouvernement wallon*

*Quant au premier moyen*

A.68. En ce qui concerne la recevabilité et le fondement du moyen, la partie intervenante se réfère à ses observations émises au sujet du premier moyen de la ville de Charleroi.

En ce qui concerne le reproche fait à la mesure attaquée de n'être pas pertinente par rapport à l'objectif poursuivi, la partie intervenante rappelle que les redevables bénéficient toujours, en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale, d'un recours juridictionnel auprès des tribunaux ordinaires, notamment devant la cour d'appel, rendant justice sur les contestations relatives au droit politique invoqué.

A.69. Il est également erroné de prétendre que les redevables de la Région de Bruxelles-Capitale seraient les seuls à bénéficier d'une protection juridictionnelle puisque les redevables d'autres régions bénéficient d'un recours auprès du juge ordinaire.

*Mémoire du Gouvernement wallon*

A.70. La ville de Charleroi et la commune de Schaerbeek justifient incontestablement de l'intérêt requis en ce qu'elles peuvent être défavorablement et directement affectées par les dispositions qu'elles attaquent.

A.71. Quant à l'étendue du recours, les deux requérantes formulent des moyens qui ne se rapportent qu'aux articles 9 à 11 ainsi qu'aux articles 13 et 14, 5°, de la loi du 24 décembre 1996.

*Premier moyen de la ville de Charleroi*

A.72. C'est à bon droit que la requérante invoque que la loi attaquée opère entre deux catégories de communes une différence de traitement fondamentale. Les communes de la Région wallonne et de la Région flamande, ainsi que leurs redevables, doivent introduire une réclamation auprès de la députation permanente, qui intervient en qualité d'autorité administrative. Ils se voient ainsi privés d'une protection juridictionnelle et perdent un degré de juridiction qui était antérieurement assuré par la députation permanente.

A.73. A l'inverse, les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et leurs redevables continuent à bénéficier d'une protection juridictionnelle, dès lors qu'en vertu de la loi attaquée, ils peuvent introduire une réclamation auprès du collège juridictionnel visé à l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

A.74. Les travaux préparatoires de la loi attaquée ne permettent pas de déceler les motifs pour lesquels une telle différence de traitement a été instaurée entre ces catégories de communes et de redevables.

L'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 ne peut en lui-même justifier cette différence de traitement, puisqu'il traite des missions juridictionnelles exercées dans les provinces par la députation permanente, alors que, précisément, la loi attaquée a essentiellement pour objectif de conférer aux députations permanentes une mission de nature administrative, et d'adapter ainsi la loi à une situation existant en fait.

A.75. Par ailleurs, il importe peu que l'article 5 de la Constitution ait soustrait le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale à la division en provinces. En elle-même, cette disposition constitutionnelle n'impose évidemment pas au législateur fédéral d'instaurer une différence de traitement entre les catégories de communes et de redevables susvisées.

Le moyen est donc fondé.

*Deuxième moyen*

*Première branche*

A.76. Les articles 10 et 11 de la loi attaquée ne prévoient pas que le redevable ou l'autorité dont émane la taxe litigieuse soient parties à la cause devant la députation permanente. Ils n'assurent donc pas le caractère contradictoire des débats. En outre, l'article 10, alinéa 4, ne prévoit pas que la décision ou l'absence de décision de la députation permanente sont notifiées à l'autorité dont émane l'imposition qui a fait l'objet d'une réclamation auprès de la députation permanente.

A.77. Il en résulte une première différence de traitement entre, d'une part, les communes et les redevables de la Région wallonne et de la Région flamande, qui tombent sous l'application des ces dispositions, et, d'autre part, les communes et les redevables de la Région de Bruxelles-Capitale qui, ne tombant pas sous l'application de ces dispositions, peuvent faire valoir leurs arguments devant le collège juridictionnel conformément à l'article 104bis de la loi provinciale et à l'arrêté royal du 17 septembre 1987.

A.78. Il en résulte une deuxième différence de traitement entre, d'une part, la procédure organisée devant la députation permanente par les articles 10 et 11 de la loi attaquée et, d'autre part, la procédure applicable devant la cour d'appel, lorsque celle-ci est saisie, par application de l'article 10, alinéa 4, de la loi attaquée, d'une décision de la députation permanente ou de l'absence de décision dans le délai prescrit. Cette différence de traitement n'est pas raisonnablement justifiée.

*Deuxième branche*

A.79. L'article 10, alinéa 3, de la loi attaquée précise qu'en cas d'absence de décision de la députation permanente dans un certain délai, la réclamation est réputée fondée. L'article 11 organise un recours contre l'absence de décision dans ce délai.

Il en résulte une différence de traitement totalement injustifiée entre les communes de la Région wallonne et de la Région flamande, d'une part, et les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, d'autre part.

A.80. Cette discrimination est renforcée par le fait que l'article 10, alinéa 4, de la loi attaquée ne prévoit pas la notification à l'autorité dont émane l'imposition de l'absence de décision de la députation permanente. Cette autorité n'est donc pas en mesure de former efficacement un recours devant la cour d'appel. Le moyen est donc fondé.

*Moyens d'annulation formulés par la commune de Schaerbeek**Premier moyen*

A.81. Il ressort des travaux préparatoires de la loi attaquée que le législateur a décidé de mettre fin au caractère juridictionnel de la mission confiée antérieurement à la députation permanente en matière de réclamation relative aux taxes provinciales et communales et de conférer pour l'avenir un caractère administratif aux réclamations ayant cet objet.

A.82. Dans cette mesure, le Gouvernement wallon n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles l'article 9, alinéa 2, de la loi attaquée prévoit qu'en Région de Bruxelles-Capitale, les réclamations doivent être introduites auprès du collège juridictionnel.

A.83. En application de l'article 163, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution, l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 dispose en effet que les missions juridictionnelles qui sont exercées dans les provinces par la députation permanente le sont, en ce qui concerne l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, par le collège juridictionnel.

Le moyen est fondé.

*Deuxième moyen*

A.84. Les articles 10 et 11 de la loi attaquée ne concernent pas le collège juridictionnel et la loi attaquée n'organise pas un recours devant la cour d'appel à l'encontre des décisions prises par ce collège.

Il en résulte une différence de traitement entre les communes de la Région wallonne et de la Région flamande et leurs redevables, d'une part, et les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses redevables d'autre part.

Pour le surplus, ce moyen se confond avec le premier moyen de la requête introduite par la ville de Charleroi.

Le moyen est fondé.

*Mémoire en réponse du Conseil des ministres*

A.85. Seul l'intérêt à agir de la commune de Schaerbeek est contesté par le Conseil des ministres, pour les raisons exposées dans son mémoire.

A.86. Aucun des recours en annulation ne peut aboutir à une annulation totale de la loi attaquée. En raison de l'étendue des recours, ils ne pourraient donner lieu qu'à une éventuelle annulation partielle.

A.87. C'est à tort que le Gouvernement wallon affirme que l'article 10, alinéa 4, de la loi attaquée ne prévoirait pas que la décision ou l'absence de décision de la députation permanente doivent être notifiées à l'autorité dont émane l'imposition.

S'il est exact que la loi attaquée ne prévoit pas expressément cette notification, il apparaît d'une circulaire du 12 juin 1997 (*Moniteur belge* du 9 août 1997) que « bien que la loi précitée du 24 décembre 1996 ne le prévoit pas toujours explicitement, il est patent que chacune des parties intéressées à la cause doit recevoir connaissance des décisions dont elle subit les effets ».

En raison de l'interprétation donnée à la loi par cette circulaire, le mémoire du Gouvernement wallon repose sur une interprétation inexacte de cette loi.

A.88. Le Gouvernement wallon devrait expliciter, le cas échéant à l'invitation de la Cour, son argumentation lorsqu'il énonce que, après avoir pris acte du souhait du législateur de mettre fin au caractère juridictionnel de la mission confiée antérieurement à la députation permanente en matière de réclamation, ce même Gouvernement wallon « n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles l'article 9, alinéa 2, de la loi attaquée prévoit qu'en Région de Bruxelles-Capitale, les réclamations doivent être introduites auprès du Collège juridictionnel visé à l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 ».

Le Gouvernement wallon considère qu'il y aurait lieu, en conséquence, pour mettre fin à une éventuelle discrimination, de supprimer l'intervention du collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale. Cette position ne paraît pas compatible avec l'argumentation, développée par le même Gouvernement wallon, selon laquelle l'absence de caractère juridictionnel du recours désormais exercé devant la députation permanente justifierait en réalité l'annulation de la loi attaquée.

*Quant au mémoire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale*

A.89. Le Conseil des ministres se rallie aux motifs avancés par la Région de Bruxelles-Capitale tout en se démarquant de l'argumentation développée sur le point suivant.

A.90. Le Conseil des ministres ne partage pas l'opinion selon laquelle un recours pourrait être introduit devant le Conseil d'Etat contre la décision du collège juridictionnel, en cassation administrative.

A.91. En effet, depuis l'entrée en vigueur de la loi attaquée, c'est-à-dire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997, le collège juridictionnel indique toujours (et comme précédemment) que ses décisions sont susceptibles d'un recours auprès de la Cour d'appel de Bruxelles, ce qui pourrait être confirmé par le collège juridictionnel, à la demande de la Cour d'arbitrage.

A.92. Par ailleurs, il est admis que le Conseil d'Etat n'est compétent, en application de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, qu'à défaut d'autre juridiction. Les décisions contentieuses administratives à l'égard desquelles un recours est ouvert auprès d'une juridiction de l'ordre judiciaire échappent donc à la compétence du Conseil d'Etat.

*Mémoire en réponse du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale**En ce qui concerne le mémoire du Conseil des ministres*

A.93. L'article 11 ne se prononce pas sur la voie de recours qui serait ouverte contre la décision du collège juridictionnel. Il faut donc l'interpréter en ce sens que cette décision ne peut être attaquée que par voie d'une requête en annulation devant le Conseil d'Etat, pour les raisons suivantes.

A.94. Le législateur a voulu donner un caractère administratif au contentieux en matière de taxes provinciales et locales devant les députations permanentes dans les différentes provinces, ce qui résulte à la fois du libellé littéral de l'article 9 et des travaux préparatoires.

C'est en raison de la situation particulière de la Région de Bruxelles-Capitale, due à l'absence d'un niveau provincial, qu'il n'était pas concevable de conférer la tâche de la députation permanente au Gouvernement de cette Région, pour les raisons mentionnées dans le mémoire de la partie intervenante.

A.95. La volonté du législateur était néanmoins de conférer un caractère administratif à la procédure de réclamation. En l'absence de dispositions expresses et compte tenu de l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989, le seul recours possible est le recours en annulation devant le Conseil d'Etat.



*Mémoire en réponse de la commune de Schaerbeek*

*Quant à l'étendue du recours*

A.96. La requérante confirme que le recours est limité à l'annulation des articles 9 à 11 de la loi du 24 décembre 1996, ainsi qu'aux dispositions de la loi qui y sont indissociablement liées, comme il est précisé par le Conseil des ministres.

*Quant à la recevabilité*

A.97. La loi litigieuse maintient, dans la Région de Bruxelles-Capitale, un recours de nature juridictionnelle à l'encontre des taxes communales, en violation des dispositions des articles 163 de la Constitution et 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989. La requérante justifie d'un intérêt dès lors que se pose la question de savoir si les règles répartitrices de compétences entre l'Etat, les régions et les communautés sont respectées.

*Quant aux moyens*

*Premier moyen*

*Quant à la recevabilité du moyen*

A.98. La question de savoir si l'article 163 de la Constitution constitue une règle répartitrice de compétences s'est posée à l'occasion d'un recours en annulation et a été tranchée par l'arrêt n° 17/95, la Cour estimant que la notion de « règles établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions », au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, vise toute règle qui constitue une attribution de compétence aux institutions mentionnées, que cette compétence consiste ou non en un pouvoir de légiférer dans une matière déterminée.

A.99. Le Premier ministre a déclaré, à l'occasion de la décision relative à la révision de l'article 1<sup>er</sup>, ancien, de la Constitution, que la Cour d'arbitrage pourrait être saisie d'un recours fondé sur cet article, en ce compris ses alinéas 3 et 4 (article 163 nouveau), ainsi que sur les dispositions de la loi spéciale qui clarifieront le second alinéa du paragraphe 2 (Doc. parl., Chambre, 1992-1993, n° 772/12, p. 276).

A.100. Enfin, il ressort des travaux préparatoires de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat que les dispositions visées au moyen opèrent une répartition de compétences (Doc. parl., Sénat, 1992-1993, n° 558-1, p. 11).

A.101. L'article 163 de la Constitution et l'article 83quinquies de la loi spéciale constituent donc bien des règles répartitrices de compétences.

A.102. La scission de la province de Brabant en une province du Brabant flamand et une province du Brabant wallon a justifié la détermination des compétences qui, dans les Régions flamande et wallonne, sont attribuées aux organes provinciaux. C'est ce que fait l'article 163 de la Constitution.

A.103. L'article 163, alinéa 2, de la Constitution habilite le législateur fédéral à adopter les dispositions qui figurent à l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

A.104. Lors de la discussion du texte de cet article en commission du Sénat, la question s'est posée de savoir si, au cas où l'on modifierait les tâches de la députation permanente en tant que juridiction à l'occasion d'une réforme du contentieux administratif, une majorité spéciale serait nécessaire pour l'arrondissement administratif de Bruxelles.

Le Premier ministre a confirmé l'interprétation selon laquelle, d'une part, si les missions juridictionnelles de la députation permanente étaient confiées à une autre juridiction, l'article 83quinquies de la loi spéciale perdrait son objet et, d'autre part, si on attribuait une autre mission juridictionnelle à la députation permanente, celle-ci serait automatiquement attribuée, par la même disposition, au collège des neuf membres. Il a ajouté que la création du collège des neuf membres nécessitait la réunion d'une majorité spéciale mais que toute modification de ses compétences, dans la mesure où il s'agissait d'une modification des compétences de la députation permanente en tant que juridiction, pouvait avoir lieu à une majorité ordinaire (Rapport fait au nom de la commission de la Révision de la Constitution et des Réformes institutionnelles, Doc. parl., Sénat, 1992-1993, n° 558-5, pp. 294-295).

Les travaux préparatoires de la loi spéciale du 16 juillet 1993 indiquent donc, sans équivoque possible, que les attributions du collège juridictionnel ont été conçues de manière évolutive. En d'autres termes, elles sont nécessairement liées à l'évolution des compétences juridictionnelles des députations permanentes, le législateur spécial n'ayant pas entendu figer les compétences du collège des neuf membres par référence à celles attribuées aux députations permanentes des Régions wallonne et flamande au moment de l'adoption de la loi spéciale.

A.105. Lors de la discussion de la proposition de loi en commission de la Chambre, la question s'est posée de savoir quelle instance assumerait, en Région de Bruxelles-Capitale, la mission alors attribuée par la proposition de loi à la députation permanente, sachant que celle-ci agissait en tant qu'autorité administrative.

Le ministre a remis aux membres de la commission une note, relative à l'exercice en Région de Bruxelles-Capitale des missions confiées aux députations permanentes, qui concluait que, lorsqu'il a institué le collège juridictionnel, le législateur spécial avait, de toute évidence, entendu lui confier les compétences juridictionnelles des députations permanentes telles qu'elles existaient à l'époque (Rapport fait au nom de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique, Doc. parl., Chambre, 1995-1996, n° 461/4, pp. 38-39).

Ces conclusions méconnaissent de manière flagrante l'intention du législateur spécial quant à la portée qui doit être reconnue à l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989, ainsi qu'il est exposé ci-avant.

A.106. La proposition de loi instaurant une réclamation auprès de la députation permanente agissant en tant qu'autorité administrative avait été adoptée comme telle en commission. Cette adoption paraissait indiquer qu'on entendait conférer un caractère administratif à la réclamation, même en Région de Bruxelles-Capitale, ce qui impliquait la compétence du Gouvernement de cette Région en lieu et place de celle du collège juridictionnel.

Cependant, l'article 9, alinéa 2, de la loi attaquée a été adopté en séance plénière de la Chambre, à la suite du dépôt d'un amendement déposé après le rapport de la commission de la Chambre et justifié comme suit :

« Il s'agit de se conformer à l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, qui ne peut être modifiée par une loi ordinaire.

D'autre part, il ne se conçoit pas que ce soit le Gouvernement bruxellois, autorité de tutelle, qui statue dans le contentieux fiscal. » (Doc. parl., Chambre, 1995-1996, n° 461/6)

En séance plénière, un des auteurs de l'amendement a ajouté :

« On se trouve en effet confronté à une difficulté pour ce qui est de Bruxelles. L'approbation de cette proposition (de loi) impliquerait une modification de la loi de janvier 1989 et de la loi spéciale de juillet 1993. Il s'agit de textes législatifs octroyant à une juridiction la compétence de trancher les litiges fiscaux dans la Région de Bruxelles-Capitale. L'adoption de cette proposition de loi, telle qu'elle est libellée, aurait pour conséquence que le gouvernement bruxellois deviendrait juge et partie. Ce n'est pas le but recherché, que du contraire. Notre amendement vise à restituer la compétence de jugement à la juridiction prévue à cet effet » (*Compte rendu analytique*, Chambre, séance du 7 novembre 1996).

Il apparaît donc bien qu'en Région de Bruxelles-Capitale, le recours au collège juridictionnel à l'encontre des impositions communales revêt un caractère juridictionnel.

A.107. L'article 9, alinéa 2, de la loi attaquée confie au collège juridictionnel, en qualité d'organe juridictionnel, une compétence qui, dans les Régions wallonne et flamande, est exercée par un organe provincial élu, la députation permanente, en ce qui concerne une matière d'intérêt général.

Or, selon l'article 163 de la Constitution, les compétences exercées dans les Régions wallonne et flamande par des organes provinciaux élus doivent néanmoins être exercées, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, par la Région de Bruxelles-Capitale lorsqu'elles n'ont pas trait à des matières communautaires.

A.108. Seul le législateur spécial aurait pu régler les modalités selon lesquelles une institution dont les membres sont désignés par la Région de Bruxelles-Capitale allait exercer cette compétence si elle ne relevait point des matières régionales.

La loi attaquée méconnaît donc l'article 163 de la Constitution puisque le législateur a usé d'une compétence qu'il n'a pas et a modifié l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

En effet, dès lors que les députations permanentes perdaient la compétence juridictionnelle de statuer sur les réclamations introduites à l'encontre des impositions communales, le collège juridictionnel n'était plus, lui non plus, compétent pour ce faire.

*Quant au deuxième moyen*

*1° Quant à la recevabilité du moyen*

A.109. Le moyen met en cause la constitutionnalité des articles 9 et 11 de la loi du 24 décembre 1996 par rapport aux articles 10 et 11 de la Constitution. La requérante trouverait un avantage dans l'annulation des articles 9 et 11 ainsi que des dispositions qui y sont étroitement liées, soit spécialement l'article 14, 6°, puisqu'elle aurait pour effet que la loi du 23 décembre 1986 serait à nouveau en vigueur. De plus, le législateur pourrait adopter de nouvelles règles en matière de contentieux des impositions communales, auquel cas il lui incomberait de tenir compte des motifs justifiant l'annulation.

*2° Quant à la différence de traitement*

A.110. Aucun élément ne permet de considérer que l'article 11 de la loi du 24 décembre 1996 devrait être interprété de manière telle qu'un recours devant la cour d'appel serait ouvert à l'encontre des décisions du collège juridictionnel.

Une différence de traitement a été ainsi créée par la loi attaquée entre les communes bruxelloises et leurs redevables, d'une part, et les communes wallonnes et flamandes et leurs redevables, d'autre part.

*3° Quant à la justification de la discrimination*

A.111. Les travaux préparatoires ne contiennent aucune justification et les motifs invoqués par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ne sont pas admissibles.

*Mémoire en réponse de la ville de Charleroi*

*Quant à la recevabilité*

A.112. La requérante a manifestement intérêt à l'annulation des dispositions légales litigieuses qui modifient, de manière fondamentale, les règles applicables aux contestations portant sur ses impositions et ce, ainsi que le développent les moyens invoqués, de manière défavorable.

*Quant aux moyens*

*Premier moyen*

A.113. En ce qui concerne l'article 163 de la Constitution et l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989, la requérante reproduit l'argumentation développée par la commune de Schaerbeek.

A.114. La différence de traitement créée par les dispositions attaquées est réelle : le régime applicable au recours administratif organisé, tant en ce qui concerne son instruction que pour ce qui est de la nature de la décision qui sera prise, est fondamentalement différent de celui qui est applicable au recours juridictionnel :

- l'article 9 de la loi ne prévoit pas que la réclamation doit être notifiée à l'autorité dont la taxe est contestée;

- l'article 10 prévoit des dispositions dont il résulte que l'autorité dont une taxe est contestée n'est pas avertie de la réclamation introduite et, partant, n'est pas en mesure de faire valoir ses observations sur le recours; elle n'est pas davantage avertie de la décision ou de l'absence de décision.

A.115. Seuls les principes généraux du droit sont d'application dans le cas de l'instruction des recours par la députation permanente, alors que le collège juridictionnel est tenu au respect des règles de procédure prévues par l'arrêté royal du 17 décembre 1987.

Des différences existent également en ce qui concerne la motivation des décisions, le caractère de la décision administrative, qui n'a qu'une autorité de « chose décidée », le recours offert, le délai dans lequel il doit être introduit, et la nature de la procédure, qui est inquisitoire si le recours doit être introduit devant le Conseil d'Etat.

La comparaison des règles régissant la procédure administrative du recours devant la députation permanente et de celles régissant la procédure juridictionnelle devant le collège juridictionnel fait apparaître que les communes wallonnes et flamandes - de même que leurs redevables - sont privées de garanties fondamentales.

*Quant à la justification de la différence de traitement*

A.116. La « disqualification » du recours à la députation permanente a été justifiée par le fait que « dans la pratique, l'examen des réclamations par la députation permanente était confié à des fonctionnaires affectés à l'administration provinciale et qu'en conférant un caractère administratif à la réclamation devant la députation permanente, le législateur ne ferait que confirmer dans la loi la situation existante ».

Il apparaît aussi que le législateur a entendu se conformer à l'article 83quinquies, § 2, précité, sans prendre en compte le fait que, selon lui, il ne se concevait pas que le Gouvernement régional bruxellois, autorité de tutelle, intervienne dans le contentieux fiscal des communes.

A.117. Pour contester la pertinence de ces justifications, la ville de Charleroi reproduit l'argumentation développée par la commune de Schaerbeek.

*Deuxième moyen*

*Première branche*

*1° Quant à la différence de traitement créée*

A.118. La discrimination opérée par la loi entre les communes wallonnes et flamandes par rapport à leurs redevables résulte de ce que, n'étant pas considérée comme partie à la cause, l'autorité communale dont émane la taxe contestée n'est ni avertie de la réclamation introduite auprès de la députation permanente, ni invitée à faire valoir ses observations sur celle-ci, ni même avertie de la décision prise, ou de l'absence de décision.

A.119. A défaut de dispositions formelles en ce sens, on n'aperçoit pas les motifs qui obligerait la députation permanente à avertir l'autorité qu'une réclamation a été introduite, pas plus qu'à lui notifier sa décision.

*2° La justification de la discrimination*

A.120. Le motif selon lequel le pouvoir taxateur ne pourrait pas être partie à la cause, compte tenu de la procédure en matière d'impôts fédéraux sur les revenus, procédure qu'a entendu rejeter la loi attaquée, ne peut justifier la différence de traitement opérée. En effet, dans ce cas, c'est l'organe de l'autorité même dont émane la taxe qui est chargé de l'examen du recours.

*Deuxième branche*

A.121. Le moyen est recevable en tant qu'il met en cause la différence de traitement créée par la loi entre les autorités communales dont émane une taxe et le redevable, en ce qu'en l'absence d'une décision de la députation permanente dans un délai de six mois, éventuellement prolongé de trois mois, la réclamation est réputée fondée.

Les motifs invoqués pour justifier l'article 10, alinéa 3, ne sont pas pertinents (Rapport fait au nom de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique, Doc. parl., Chambre, 1995-1996, n° 461/4, pp. 24 et 25).

*Mémoire en réponse du Gouvernement wallon*

*Quant au premier moyen*

*Quant à la recevabilité*

A.122. Le Conseil des ministres et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale donnent des interprétations opposées à l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989. Ni l'un ni l'autre n'exposent en quoi il serait justifié de réserver un traitement différent aux redevables des deux autres régions.

Ceci démontre que l'article 9 de la loi attaquée forme un tout indivisible. Les griefs du Gouvernement wallon portent sur l'article 9 dans son ensemble et pas seulement sur son article 9, alinéa 2.

Les griefs formulés par le Gouvernement wallon portent également sur les dispositions de la loi attaquée qui sont indissociablement liées à l'article 9.

Il en résulte que la première exception d'irrecevabilité du moyen, invoquée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ne peut être accueillie.

A.123. C'est à tort également que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale conteste l'intérêt au moyen au motif que l'annulation de l'article 9, alinéa 2, de la loi du 24 décembre 1996 ne permettrait pas d'obtenir la restauration du régime antérieur.

D'une part, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale confond l'intérêt au moyen et les effets qui s'attachent à un arrêt d'annulation. D'autre part, en cas d'annulation, il appartiendra au législateur fédéral de tirer les enseignements de l'arrêt d'annulation.

*Quant au fond*

A.124. Les catégories de redevables auxquelles le Gouvernement wallon se réfère sont comparables, ce qui n'est pas contesté.

Il résulte des travaux préparatoires que, si le législateur a décidé de mettre fin au caractère juridictionnel de la mission confiée à la députation permanente, c'est essentiellement dans le but d'adapter la loi à une situation existant en fait. Cette justification n'est pas pertinente.

A.125. Sous le régime de la loi du 23 décembre 1986, la députation permanente faisait oeuvre juridictionnelle lorsqu'elle statuait sur réclamation. Elle agissait en tant que juridiction contentieuse indépendante et impartiale, même si elle était liée organiquement à l'administration provinciale.

Il reste que cette mission juridictionnelle ne pouvait s'exercer que dans le respect de l'arrêt royal du 17 septembre 1987, en respectant le principe du contradictoire et des droits de la défense, en examinant les griefs dirigés contre le règlement-taxe fondant l'avertissement extrait de rôle et sans qu'un effet particulier soit attaché à l'absence de décision de la députation permanente dans un certain délai (voy. sur tous ces points la jurisprudence de la Cour de cassation).

A.126. Plus fondamentalement, la mesure critiquée n'est pas pertinente au regard de l'objectif poursuivi et elle est en tout cas totalement disproportionnée compte tenu des effets qu'elle engendre et des principes en cause puisqu'un droit politique - le jus tributi - échappe pour l'avenir à la protection juridictionnelle consacrée par l'article 145 de la Constitution.

A.127. C'est en vain que le Conseil des ministres objecte que cette protection juridictionnelle est encore assurée devant la cour d'appel : elle ne l'est plus devant la députation permanente, alors qu'elle l'est encore devant le collège juridictionnel.

A.128. La loi du 24 décembre 1996 ne prévoit pas que les redevables et les communes sont parties à la cause devant la députation permanente, ni qu'ils peuvent consulter le dossier, ni qu'ils peuvent échanger des mémoires, ni qu'ils sont avertis de la date de l'audience publique. Elle ne précise pas que les parties peuvent comparaître à une audience et se faire assister par un avocat, ni qu'elles sont convoquées en cas d'audition de témoins. Elle ne prévoit pas que les membres de la députation permanente peuvent être récusés.

A.129. L'article 10, alinéa 4, ne prévoit pas que la décision ou l'absence de décision de la députation permanente doive être notifiée à l'autorité dont émane l'imposition. Cette autorité n'est donc pas en mesure de déterminer si un recours doit être introduit à l'encontre de la décision ou de l'absence de décision de la députation permanente. Ce silence de la loi ne peut être complété par la circulaire du 12 juin 1997, invoquée par le Conseil des ministres.

A.130. Il ressort des travaux préparatoires de la loi attaquée que le législateur fédéral a voulu mettre fin au caractère juridictionnel de la mission confiée à la députation permanente en la matière. Il ne pourrait dès lors confier des attributions au collège juridictionnel en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale.

A.131. La circonstance que, dans le régime antérieur, la députation permanente exerçait une mission de nature juridictionnelle est absolument irrelevante. Il importe peu que le collège juridictionnel fût déjà compétent avant l'entrée en vigueur de la loi attaquée puisqu'à l'époque les députations permanentes exerçaient elles-mêmes une mission de nature juridictionnelle.

*Quant au deuxième moyen*

A.132. L'article 14, 6°, de la loi attaquée abroge la loi du 23 décembre 1986. En vertu de l'article 15, la loi attaquée est applicable aux taxes provinciales et communales perçues au comptant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997 ou reprises dans des rôles exécutoires à partir de la même date. Les communes et les provinces n'ont pas disposé d'un délai suffisant pour se familiariser avec le nouveau régime. Le Conseil des ministres, invoquant les précisions apportées aux articles 14 et 15 de la loi attaquée par la circulaire du 12 juin 1997, conclut que la députation permanente peut actuellement être saisie de réclamations, soit en qualité d'autorité juridictionnelle sur la base de la loi de 1986, soit en qualité d'autorité administrative, sur la base de la loi de 1996, pour des taxes relatives à l'exercice 1996. C'est précisément ce que dénonce le Gouvernement wallon.

Dans cette interprétation, la loi attaquée opère une différence de traitement totalement injustifiée entre les redevables imposés en 1996, selon qu'ils tombent sous l'application de la loi du 23 décembre 1986 ou sous l'application de celle du 24 décembre 1996.

A.133. Le Conseil des ministres reconnaît que la loi de 1986 continue à s'appliquer aux taxes enrôlées jusqu'au 31 décembre 1996. Ce critère n'est pas admissible.

A.134. Les procès-verbaux dressés par des fonctionnaires assermentés font foi jusqu'à preuve du contraire, alors qu'ils ne valent qu'à titre de renseignement lorsqu'ils sont établis par des fonctionnaires non assermentés. C'est là une différence fondamentale. Certaines taxations de l'exercice 1996 qui n'ont pu être enrôlées à la date du 31 décembre 1996 risquent donc de ne pouvoir être récupérées par les communes ou les provinces.

*Quant au recours introduit par la ville de Charleroi et la commune de Schaerbeek*

A.135. C'est à tort que le Conseil des ministres conteste l'intérêt au recours de la commune de Schaerbeek au motif que les dispositions attaquées ne feraient que confirmer les dispositions en vigueur antérieurement.

En effet, une personne physique ou morale ne perd pas son intérêt au recours au seul motif que la disposition légale dont elle poursuit l'annulation se borne à reproduire le régime antérieur.

D'autre part, la loi attaquée innove en ce qu'elle organise un recours de nature juridictionnelle pour ce qui concerne les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, alors qu'elle organise un recours de nature administrative pour ce qui concerne les communes des autres régions.

A.136. Les moyens invoqués par la ville de Charleroi et par la commune de Schaerbeek ne se rapportent qu'aux articles 9 à 11 et aux articles 13 et 14, 5°, de la loi du 24 décembre 1996.

C'est donc à ces dispositions qu'il convient de limiter l'étendue du recours.

*Quant à l'application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989*

A.137. Les enrôlements, les visas exécutoires et les perceptions des communes et des provinces réalisés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997, date de l'entrée en vigueur de la loi attaquée, ne peuvent être mis en cause.

Si les dispositions sur lesquelles ils se fondent devaient être annulées par la Cour d'arbitrage, la sécurité juridique imposerait alors que la Cour, par application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, maintienne les effets de ces dispositions, à tout le moins jusqu'à la date de l'arrêt à intervenir.

A l'inverse, si la Cour se limite à annuler les dispositions de la loi attaquée qui règlent la procédure de réclamation et les recours, ou qui se rattachent à ceux-ci, il n'apparaît pas indispensable de maintenir les effets de ces dispositions pour les dispositions générales.

- B -

*Quant aux dispositions en cause*

B.1. La loi attaquée du 24 décembre 1996 modifie les règles relatives à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales. Elle contient des dispositions concernant le recouvrement (article 3), les rôles (article 4), l'avertissement-extrait de rôle (article 5), la taxation d'office (article 6), la constatation des infractions (article 7), les pouvoirs d'instruction des fonctionnaires (article 8), les réclamations et recours (articles 9 à 11), le renvoi à diverses dispositions du Code des impôts sur les revenus (article 12), des dispositions abrogatoires (articles 13 et 14) ainsi que la fixation de l'entrée en vigueur de la loi (article 15).

B.2. Les dispositions attaquées sont, pour l'essentiel, les articles 9 à 11, qui disposent :

« Art. 9. Le redevable peut introduire une réclamation auprès de la députation permanente qui agit en tant qu'autorité administrative.

Dans la Région de Bruxelles-Capitale, la réclamation est introduite auprès du collège juridictionnel.

La réclamation doit être écrite et motivée et remise ou envoyée par la poste dans les trois mois, soit de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle, soit de la date du paiement au comptant.

Il est délivré accusé de réception des réclamations. L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe.

Art. 10. La députation permanente vérifie la déduction de la taxe contestée et de la majoration de taxe éventuellement imposée et ordonne le dégrèvement de tout montant qui apparaîtrait indu. Elle ne peut majorer la taxe contestée. Elle juge également de la légalité et de la régularité de l'avertissement-extrait de rôle.

Elle statue dans les six mois de la date d'envoi de l'accusé de réception, par décision motivée notifiée au réclamant par lettre recommandée à la poste.

En cas d'absence de décision dans le délai de six mois, celui-ci est prolongé de trois mois. En cas d'absence de décision au terme de ce délai de neuf mois, la réclamation est réputée fondée.

La décision de la députation permanente ou l'absence de toute décision dans le délai prescrit de neuf mois est notifiée sans délai au réclamant. La notification mentionne également le délai dans lequel le réclamant peut introduire un recours à la Cour d'appel.

Art. 11. La décision de la députation permanente ou l'absence de toute décision dans le délai prescrit peut faire l'objet d'un recours devant la Cour d'appel dans le ressort de laquelle la taxe a été établie.

Les formes et délais applicables à ce recours, ainsi que la procédure subséquente et le pourvoi en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et sont valables pour toutes les parties en cause.

A peine de forclusion, une copie du recours en appel sera adressée à la députation permanente dans un délai de quarante jours, soit par lettre recommandée à la poste, soit par lettre déposée au greffe de la députation permanente. »

B.3. Le Gouvernement wallon attaque en outre :

- l'article 4, § 3, 9°, selon lequel les rôles mentionnent « le délai dans lequel le redevable peut introduire une réclamation, la dénomination et l'adresse de l'instance compétente pour la recevoir »;

- l'article 13, qui maintient la compétence de la cour d'appel prévue par l'article 603, 3°, du Code judiciaire pour connaître des recours contre les décisions des députations permanentes mais supprime la disposition qui exigeait que la valeur de la demande atteigne au moins 10.000 francs;

- l'article 14, 5°, qui abroge l'article 609, 5°, du Code judiciaire selon lequel la Cour de cassation statue sur les demandes en cassation des décisions rendues par les députations permanentes lorsque la valeur de la demande n'atteint pas 10.000 francs;

- l'article 15, qui dispose que » la présente loi est applicable aux taxes provinciales et communales perçues au comptant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997 ou reprises dans des rôles rendus exécutoires à partir de la même date ».

*Quant à la recevabilité*

B.4. La ville de Charleroi justifie d'un intérêt à son recours en ce que les réclamations contre les taxes levées par une commune de la Région wallonne sont désormais confiées à la députation permanente agissant comme autorité administrative alors qu'antérieurement, elle agissait en tant que juridiction. Une telle modification peut affecter défavorablement la situation de la ville de Charleroi dans les litiges qui l'opposent à des redevables de taxes communales puisqu'elle n'y bénéficiera plus des garanties propres aux procédures juridictionnelles.

B.5. La commune de Schaerbeek n'est pas pareillement affectée dans sa situation puisque les dispositions maintiennent, pour la Région de Bruxelles-Capitale, le recours juridictionnel qui existait auparavant.

Les autres dispositions de l'article 9 n'affectent pas davantage la commune de Schaerbeek puisqu'elles concernent les recours, désormais administratifs, confiés aux députations permanentes.

B.6. Pour justifier son intérêt à l'annulation des autres dispositions qu'elle attaque, la commune de Schaerbeek soutient que les recours contre les décisions du collège juridictionnel, qui étaient jusqu'ici de la compétence de la cour d'appel, seraient déferés dorénavant au Conseil d'Etat.

Il ne ressort ni du texte des dispositions attaquées ni de leurs travaux préparatoires que le législateur aurait entendu retirer à la cour d'appel les recours dirigés contre les décisions du collège juridictionnel.

L'alinéa 2 de l'article 9 de la loi attaquée a pour origine un amendement qui avait pour objectif de se conformer à l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises et d'éviter que « ce soit le Gouvernement bruxellois, autorité de tutelle, qui statue dans le contentieux fiscal » (Doc. parl., Chambre, 1995-1996, n° 461/6). Il fut répété, en séance plénière de la Chambre, que l'amendement visait « à restituer la compétence de jugement à la juridiction prévue à cet effet » (Compte rendu analytique, Chambre, séance du 7 novembre 1996).

Les dispositions attaquées doivent s'interpréter comme maintenant la compétence des cours d'appel pour connaître, au deuxième degré, de toutes les réclamations en matière d'impôts communaux et provinciaux, dans les trois régions du pays.

B.7. Il s'ensuit que la commune de Schaerbeek ne justifie pas d'un intérêt à son recours.

*Quant au fond*

*Quant aux moyens dirigés contre les articles 9, 10 et 11 de la loi du 24 décembre 1996*

B.8. Le recours de la commune de Schaerbeek étant irrecevable, il n'y a pas lieu d'examiner le moyen pris directement de la violation des articles 163 de la Constitution et 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises. Doivent être examinés, les moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, soit isolément, soit lus en combinaison avec d'autres dispositions constitutionnelles ou législatives.

B.9. L'article 9 de la loi attaquée soumet désormais les réclamations contre des impositions provinciales ou communales à deux types de recours différents : dans les Régions flamande et wallonne, elles font l'objet d'un recours administratif; dans la Région de Bruxelles-Capitale, elles font l'objet d'un recours juridictionnel.

B.10. Quand le législateur fédéral a organisé un recours juridictionnel qui était ouvert à toute personne introduisant une réclamation contre une imposition provinciale ou communale, il ne peut priver les redevables d'une région des garanties juridictionnelles que la loi continue d'accorder aux redevables d'une autre région que si des raisons objectives et raisonnables justifient cette différence de traitement.

B.11. La disposition de l'article 9 qui prévoit que désormais la députation permanente agit en tant qu'autorité administrative a été justifiée par la considération que dans la pratique, l'examen des réclamations par la députation permanente était confié à des fonctionnaires affectés à l'administration provinciale et qu'en conférant un caractère administratif à la réclamation devant la députation permanente, le législateur ne ferait que confirmer dans la loi la situation existante (Doc. parl., Chambre, 1995-1996, n° 461/4, p. 24).

B.12. Une telle constatation ne peut justifier qu'une catégorie de redevables soient privés des garanties qu'offre un recours juridictionnel.

B.13. Dans la Région de Bruxelles-Capitale, dont le territoire est soustrait à la division en provinces, il n'était pas possible de confier les réclamations à une députation permanente et il n'a pas été jugé opportun de les confier au Gouvernement bruxellois, pour la raison mentionnée en B.6.

Mais cette différence de structure ne peut justifier que dans les Régions flamande et wallonne, les redevables soient privés des garanties juridictionnelles dont bénéficient les redevables dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Les moyens sont fondés en ce qu'ils sont pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

B.14. En raison de leur caractère indissociable, il y a lieu d'annuler les articles 9, 10 et 11 de la loi attaquée, ainsi que, par voie de conséquence, les articles 13 et 14, 5°, et l'article 14, 6°, dans la mesure où il abroge les dispositions de la loi du 23 décembre 1986 relative au recouvrement et au contentieux en matière de taxes provinciales et locales, qui ont été remplacées par les dispositions qu'il y a lieu d'annuler.

Par contre, il n'y a pas lieu d'annuler l'article 4, § 3, 9°, qui est dissociable des articles qu'il convient d'annuler et contre lequel aucun moyen n'est dirigé.

*Quant au deuxième moyen du Gouvernement wallon dirigé contre d'autres dispositions de la loi du 24 décembre 1996*

B.15. Le Gouvernement wallon fait grief à la loi entreprise d'abroger la loi du 23 décembre 1986 relative au recouvrement et au contentieux en matière de taxes provinciales et locales, sans avoir prévu de dispositions transitoires, ce qui nuirait à la sécurité juridique et aboutirait à des discriminations entre les redevables imposés en 1996. Le moyen est dirigé contre l'article 15 de la loi attaquée, qui fixe son entrée en vigueur.

Certaines taxations perçues en 1996 mais qui n'auraient pu être enrôlées avant le 31 décembre 1996 tomberaient sous l'application de la loi attaquée, alors que les taxations de 1996 mais enrôlées avant le 31 décembre 1996 seraient soumises à la loi du 23 décembre 1986. L'absence de régime transitoire aurait pour effet qu'il serait impossible pour les communes de procéder aux récupérations. Des agents auraient constaté des infractions en 1996, alors qu'ils n'étaient pas « assermentés et spécialement désignés à cet effet par l'autorité habilitée à arrêter les rôles », comme l'exige l'article 7 de la loi attaquée.

De même, la procédure de taxation d'office prévue à l'article 6 ne pourrait être mise en oeuvre si elle n'était pas organisée de manière aussi rigoureuse dans le règlement-taxe de l'année 1996. A l'inverse, les redevables enrôlés avant le 31 décembre 1996 qui ont effectué les paiements requis avant cette date ne tomberaient pas sous l'application de la loi attaquée.

B.16. Le moyen dénonce des discriminations dont seraient victimes, tantôt certains redevables, tantôt certains pouvoirs taxateurs.

En ce qui concerne les redevables, la seule circonstance que certains d'entre eux seraient soumis, même pour l'exercice 1996, aux modalités nouvelles en matière d'établissement et de recouvrement, tandis que d'autres resteraient soumis aux modalités anciennes ne suffit pas à établir une discrimination.

En ce qui concerne les pouvoirs taxateurs, il est possible, comme l'affirme le Gouvernement wallon, que la nouvelle loi suscitera des difficultés que des dispositions transitoires auraient pu éviter. Mais un tel grief ne suffit pas, à lui seul, à établir que des communes ou des provinces seraient pour autant victimes d'une discrimination imputable à la loi attaquée.

B.17. Le moyen n'est pas fondé.

*Quant au maintien des effets des dispositions annulées*

B.18. En considération des difficultés qui résulteraient de l'effet rétroactif de l'annulation dans le traitement des réclamations en cours, il convient, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, de maintenir les effets des dispositions annulées à l'égard des décisions rendues par les députations permanentes avant la date de publication du présent arrêt au *Moniteur belge*.

Par ces motifs,

la Cour

- déclare le recours introduit par la commune de Schaerbeek irrecevable;
- annule les articles 9, 10, 11, 13, 14, 5°, et 14, 6°, cette dernière disposition dans les limites indiquées au B.14, de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;
- rejette, pour le surplus, le recours introduit par le Gouvernement wallon;
- maintient les effets des dispositions annulées à l'égard des décisions des députations permanentes rendues avant la date de publication du présent arrêt au *Moniteur belge*.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 18 mars 1998.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

---

**ARBITRAGEHOF**

N. 98 — 836

[C - 98/21130]

**Arrest nr. 30/98 van 18 maart 1998**

Rolnummers 1117, 1118 en 1119

*In zake* : de beroepen tot vernietiging van de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen, ingesteld door de gemeente Schaarbeek, de stad Charleroi en de Waalse Regering.

Het Arbitragehof,  
samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, H. Coremans en A. Arts, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,  
wijst na beraad het volgende arrest :

**I. Onderwerp van de beroepen**

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 30 juni 1997 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 1 juli 1997, hebben de gemeente Schaarbeek, waarvan de kantoren gevestigd zijn ten gemeentehuize, Colignonplein, 1030 Brussel, de stad Charleroi, waarvan de kantoren gevestigd zijn ten stadhuize, place Charles II, 6000 Charleroi, en de Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Jambes, beroep tot vernietiging ingesteld van de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996, derde uitgave).

**II. De rechtspleging**

Bij beschikkingen van 1 juli 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 2 juli 1997 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 14 augustus 1997 ter post aangetekende brieven; bij dezelfde brieven is kennisgegeven van de beschikking tot samenvoeging.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 augustus 1997.

Memories zijn ingediend door :

- de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, bij op 29 september 1997 ter post aangetekende brief;
- de Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Jambes, bij op 2 oktober 1997 ter post aangetekende brief;
- de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, Hertogsstraat 7-9, 1000 Brussel, bij op 2 oktober 1997 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 9 oktober 1997 heeft voorzitter M. Melchior vastgesteld dat de memorie van de Vlaamse Regering is ingediend na het verstrijken van de bij artikel 85 van de organieke wet bepaalde termijn en een termijn toegekend van acht dagen, vanaf de dag van ontvangst van de kennisgeving van de beschikking, om eventueel schriftelijke opmerkingen in te dienen.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de Vlaamse Regering en haar advocaat bij op 10 oktober 1997 ter post aangetekende brief.

De Vlaamse Regering heeft schriftelijke opmerkingen ingediend bij op 15 oktober 1997 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 28 oktober 1997 heeft het Hof de memorie van de Vlaamse Regering onontvankelijk verklaard en ze uit de debatten geweerd.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de Vlaamse Regering en haar advocaat bij op 29 oktober 1997 ter post aangetekende brief.

Van de memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 7 november 1997 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de Ministerraad, bij op 4 december 1997 ter post aangetekende brief;
- de gemeente Schaarbeek, bij op 8 december 1997 ter post aangetekende brief;
- de stad Charleroi, bij op 8 december 1997 ter post aangetekende brief;
- de Waalse Regering, bij op 8 december 1997 ter post aangetekende brief;
- de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bij op 8 december 1997 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 25 november 1997 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 30 juni 1998.

Bij beschikking van 28 januari 1998 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 18 februari 1998.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 29 januari 1998 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 18 februari 1998 :

- zijn verschenen :

- Mr. J. Bourtembourg, advocaat bij de balie te Brussel, voor de gemeente Schaarbeek en de stad Charleroi;
- Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Regering;
- Mr. M. Mahieu, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;
- Mr. K. Leus, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;
- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en G. De Baets verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

*Verzoekschrift van de stad Charleroi*

*Eerste middel*

A.1. De wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen schendt de artikelen 10, 11 en 163 van de Grondwet alsmede artikel 83quinquies van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, in zoverre het beroep dat erbij wordt ingevoerd tegen de gemeentebelastingen, in het Waalse en het Vlaamse Gewest van administratieve aard is en wordt ingesteld voor de bestendige deputatie, terwijl in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest het beroep een juridictioneel karakter heeft en voor het rechtsprekend college wordt ingesteld; bovendien kan tegen de beslissingen van de bestendige deputatie beroep worden ingesteld bij het hof van beroep, terwijl tegen de beslissingen van het rechtsprekend college slechts een beroep tot vernietiging zou kunnen worden ingesteld bij de Raad van State op basis van artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Men ziet niet in door welke objectieve en redelijke motieven dat verschil in behandeling tussen twee vergelijkbare categorieën van gemeenten zou kunnen worden verantwoord.

A.2. De miskennis van de grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie wordt verzwaaard door de omstandigheid dat de wet aan het rechtsprekend college, als juridictioneel orgaan, de uitoefening toevertrouwt van een bevoegdheid die onder andere aangelegenheden valt dan die welke zijn bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet, een bevoegdheid die, in het Waalse en in het Vlaamse Gewest, wordt uitgeoefend door de bestendige deputatie, en zulks met miskennis van artikel 163 van de Grondwet.

Bovendien worden bij artikel 83quinquies van de bijzondere wet van 12 januari 1989 aan het rechtsprekend college enkel de rechtsprekende taken toevertrouwd die in de provincies door de bestendige deputatie worden uitgeoefend.

*Tweede middel*

A.3. De bestreden wet schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat zij niet bepaalt dat de overheid waarvan de belasting uitgaat die het voorwerp uitmaakt van een bezwaar bij de bestendige deputatie, van het genoemde bezwaar op de hoogte moet worden gebracht, noch, bijgevolg, dat zij haar opmerkingen hierover kan doen gelden, en evenmin dat zij op de hoogte moet worden gebracht van de beslissing of de ontstentenis van beslissing genomen naar aanleiding van het ingediende bezwaar; bovendien bepaalt de wet dat de ontstentenis van een beslissing van de bestendige deputatie binnen een termijn van zes maanden, eventueel verlengd met drie maanden, inhoudt dat het bezwaar gegrond wordt geacht.

*Eerste onderdeel*

A.4. Men ziet niet in om welke redenen de overheid waarvan de betwiste belasting uitgaat niet wordt beschouwd als een « partij in het geding » in het kader van het bij de bestendige deputatie ingediende bezwaar. De ontstentenis van tussenkomst van de overheid waarvan de betwiste belasting uitgaat zou de bestendige deputatie kunnen verhinderen uitspraak te doen met volledige kennis van de feitelijke en juridische aspecten van de betwiste toestand.

*Tweede onderdeel*

A.5. Men ziet niet in welke objectieve en redelijke motieven zouden verantwoorden dat het bezwaar gegrond wordt geacht bij het verstrijken van de aan de bestendige deputatie toegekende termijn om zich uit te spreken.

*Verzoekschrift van de gemeente Schaarbeek**Eerste middel*

A.6. De bestreden wet schendt artikel 163 van de Grondwet alsmede artikel 83*quinquies* van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, doordat ze aan het rechtsprekend college, waarvan de leden worden aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, een bevoegdheid toekent die, in het Waalse en in het Vlaamse Gewest, wordt uitgeoefend door de bestendige deputatie en die geen betrekking heeft op een aangelegenheid die onder de gemeenschapsbevoegdheden valt in de zin van de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

*Tweede middel*

A.7. De bestreden wet schendt de artikelen 10, 11 en 163 van de Grondwet alsmede artikel 83*quinquies* van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, doordat het beroep dat erbij wordt ingevoerd tegen de gemeentebelastingen in het Waalse en in het Vlaamse Gewest van administratieve aard is en bij de bestendige deputatie moet worden ingesteld, terwijl in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest het beroep een jurisdictioneel karakter heeft en voor het rechtsprekend college wordt ingesteld; bovendien kan enkel tegen de beslissingen van de bestendige deputatie een beroep worden ingesteld bij het hof van beroep, terwijl tegen de beslissingen van het rechtsprekend college enkel een beroep tot vernietiging kan worden ingesteld bij de Raad van State overeenkomstig artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

A.8. Men ziet niet in welke objectieve en redelijke motieven zouden verantwoorden dat enkel de Waalse en de Vlaamse gemeenten, evenals hun belastingplichtigen, een beroep bij het hof van beroep genieten tegen de beslissingen van het orgaan dat in eerste aanleg is belast met het onderzoeken van de bezwaren tegen de gemeentebelastingen, en niet de Brusselse gemeenten en hun belastingplichtigen, aan wie bijgevolg de voordelen en de waarborgen van een beroep tot herziening bij het hof van beroep worden ontzegd.

A.9. De miskennis van de grondwettelijke regels van gelijkheid en niet-discriminatie wordt verzaamd door de omstandigheid dat de betwiste wet artikel 163 van de Grondwet en artikel 83*quinquies* van de bijzondere wet van 12 januari 1989 schendt door aan het rechtsprekend college, als jurisdictioneel orgaan, de uitoefening toe te kennen van een bevoegdheid die ressorteert onder andere aangelegenheden dan die welke zijn bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet, een bevoegdheid die, in het Waalse en in het Vlaamse Gewest, door de bestendige deputatie wordt uitgeoefend.

*Verzoekschrift van de Waalse Regering**Eerste middel*

A.10. De bestreden wet schendt de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet, afzonderlijk gelezen en in samenhang met artikel 145 van de Grondwet.

De artikelen 4, § 3, 9°, 9, 10, 11, 13, 14, 5°, en 15 voeren verschillen in behandeling in tussen twee categorieën van belastingplichtigen die gemeente- en provinciebelastingen verschuldigd zijn.

Alle belastingplichtigen, behalve in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, beschikken immers over een administratief beroep met toepassing van de artikelen 9, eerste lid, en 10 van de bestreden wet. Zij kunnen zich niet beroepen op de aan het jurisdictionele beroep verbonden waarborgen, noch op de bepalingen van het koninklijk besluit van 17 september 1987 betreffende de procedure voor de bestendige deputatie in de gevallen waarin deze een rechtsprekende taak vervult, met toepassing van de artikelen 11, 13 en 14, 5°, van de bestreden wet.

In het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest daarentegen beschikken de belastingplichtigen over een jurisdictioneel beroep bij het college bedoeld in artikel 83*quinquies*, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989. Zij kunnen zich beroepen op de waarborgen die aan het jurisdictioneel beroep zijn verbonden en op de bepalingen van het voormelde koninklijk besluit van 17 september 1987. Zij vallen niet onder de toepassing van de artikelen 9, derde en vierde lid, 10 en 11 van de bestreden wet.

A.11. Die twee categorieën zijn onbetwistbaar vergelijkbaar.

A.12. De maatregel is niet relevant ten aanzien van de nagestreefde doelstellingen. Hij is in ieder geval onevenredig rekening houdend met de gevolgen die hij veroorzaakt en met de in het geding zijnde beginselen.

A.13. Ten aanzien van de in artikel 9, tweede lid, bedoelde belastingplichtigen van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, ziet men niet goed in waarom zij de enigen zijn die nog een jurisdictionele bescherming en de in het koninklijk besluit van 17 september 1987 bedoelde waarborgen kunnen genieten.

Het voormelde artikel 83*quinquies*, § 2, kan een dergelijk verschil in behandeling niet verantwoorden, vermits het over rechtsprekende taken handelt, terwijl de bestreden wet aan de bestendige deputatie taken van administratieve aard toevertrouwt.

A.14. De artikelen 9 en 10 van de bestreden wet alsmede alle bepalingen die er onlosmakelijk mee verbonden zijn, met name de artikelen 4, § 3, 9°, 11, 13, 14, 5°, 14, 6°, en 15, dienen dus te worden vernietigd.

*Tweede middel*

A.15. De bestreden wet schendt de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet doordat, krachtens artikel 15 ervan, zij van toepassing is op de provincie- en gemeentebelastingen die contant worden geïnd vanaf 1 januari 1997 of die in kohieren zijn opgenomen welke vanaf dezelfde datum uitvoerbaar worden verklaard. Voor het overige heft artikel 14, 6°, de wet van 23 december 1986 op zonder in een overgangsstelsel te voorzien.

De bestreden bepalingen voeren onder de in 1996 belaste belastingplichtigen verschillen in behandeling in, naargelang zij onder de toepassing van de wet van 23 december 1986 of onder de toepassing van die van 24 december 1996 vallen.

A.16. Bepaalde belastingen van het dienstjaar 1996 werden in 1996 geïnd, maar konden niet vóór 31 december 1996 worden ingekohierd.



Dat is het geval voor de belastingen die zijn vastgesteld op basis van aangiften van belastingplichtigen of voor de ambtshalve vaststelling van de belastingaanslag wegens ontstentenis van aangifte, of wegens onjuiste of verkeerde aangifte.

Dat is ook het geval voor bepaalde belastingen die in 1996 contant hadden kunnen worden geïnd maar die dat nog niet zijn. De procedure van contante inning moet in 1997 worden voortgezet ofwel zouden die belastingen moeten worden ingekohierd om een uitvoerbare titel te geven aan de provincie of de gemeente.

Die belastingen vallen onder de toepassing van de bestreden wet. Bij ontstentenis echter van een overgangsstelsel, en rekening houdend met het beginsel van de niet-retroactiviteit van belastingverordeningen, is het voor de gemeenten en de provincies meestal onmogelijk over te gaan tot invorderingen.

Indien ambtenaren aldus in 1996 overtredingen hebben vastgesteld, waren zij daarom niet « beëdigd [en] [...] aangewezen door de overheid die [...] bevoegd is om de belastingkohieren vast te stellen », zoals artikel 7 van de bestreden wet vereist.

Om dezelfde redenen kan de procedure van ambtshalve vaststelling van de belastingaanslag bedoeld in artikel 6 van de bestreden wet niet in werking worden gesteld, indien zij in de belastingverordening van 1996 niet op een dusdanig strakke wijze was georganiseerd.

A.17. De belastingplichtigen daarentegen die vóór 31 december 1996 zijn ingekohierd of die vóór die datum de vereiste betalingen hebben verricht, vallen niet onder de toepassing van de bestreden wet. De betwiste bepalingen zijn vaak een beloning voor de slechte betalers.

A.18. De artikelen 14, 6°, en 15 van de bestreden wet dienen te worden vernietigd.

*Memorie van de Ministerraad*

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de beroepen*

A.19. Terwijl de ontvankelijkheid van het beroep van het Waalse Gewest niet kan worden betwist en terwijl het belang van de stad Charleroi om in rechte te treden niet wordt betwist, blijkt daarentegen niet dat enige bepaling van de bestreden wet de gemeente Schaarbeek rechtstreeks en ongunstig zou kunnen raken.

De bestreden wet bevestigt enkel in artikel 9, tweede lid, ervan dat, in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, het bezwaar tegen een lokale belasting wordt ingesteld bij het rechtsprekend college. De bestreden norm wijzigt dus geenszins de rechtstoestand van de gemeente Schaarbeek.

*Wat de omvang van de beroepen betreft*

A.20. Hoewel in de drie beroepen de vernietiging van de wet van 24 december 1996 in haar geheel wordt gevorderd, kan aan de hand van de uiteenzetting van die beroepen het onderwerp van de verzoekschriften tot de vernietiging van de artikelen 9 tot 11 van de bestreden wet en, bijkomstig, tot de vernietiging van de artikelen 4, § 3, 9°, 13, 14, 5°, 14, 6°, en 15 worden beperkt. Geen enkel middel is tegen de andere bepalingen van de bestreden wet gericht. Het onderzoek van het beroep moet dus worden beperkt tot de grondwettigheid van de voormelde artikelen.

*Ten gronde*

*Eerste middel aangevoerd door de gemeente Schaarbeek*

A.21. Het middel faalt in rechte : het vloeit voort uit een verkeerde lezing van artikel 163 van de Grondwet en artikel 83<sup>quinquies</sup> van de bijzondere wet van 12 januari 1989.

Wegens het verdwijnen van de provincie Brabant, is het oorspronkelijke artikel 1 van de Grondwet, dat artikel 163 is geworden, aangevuld met twee nieuwe leden, waarbij voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest in een verdeling van de bevoegdheden wordt voorzien die voordien door de provincieraad en de bestendige deputatie van de provincie Brabant werden uitgeoefend, op basis van de aard ervan.

Drie categorieën van bevoegdheden kunnen worden onderscheiden : de provinciale opdrachten die onder de gemeenschapsbevoegdheden vallen, de provinciale bevoegdheden die aansluiten bij gewestelijke aangelegenheden en ten slotte de andere aangelegenheden die noch gewestelijke noch gemeenschapsaangelegenheden zijn en waarvoor hetzij het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, hetzij een andere instelling bevoegd is waarvan de leden door het genoemde Gewest worden aangewezen volgens de modaliteiten die in een met bijzondere meerderheid aangenomen wet worden gepreciseerd; artikel 83<sup>quinquies</sup> van de bijzondere wet van 12 januari 1989, ingevoegd bij artikel 87 van de bijzondere wet van 16 juli 1993, heeft weliswaar precies tot doel aan het rechtsprekend college van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest de jurisdictionele taken toe te vertrouwen die door de bestendige deputatie van de vroegere provincie Brabant werden uitgeoefend.

A.22. De bestreden wet neemt de voormelde bepalingen volledig in acht. De omstandigheid dat de hoedanigheid krachtens welke de bestendige deputatie voortaan optreedt erdoor wordt gewijzigd - als administratieve overheid en niet langer als jurisdictionele overheid - heeft geen belang vermits die wijziging niet van toepassing is op het rechtsprekend college van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

A.23. Het middel faalt in rechte.

*Tweede middel van de gemeente Schaarbeek*

A.24. Dat middel is gebaseerd op het postulaat dat tegen de beslissingen die worden uitgesproken door het rechtsprekend college van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest geen beroep zou kunnen worden ingesteld bij het hof van beroep, maar uitsluitend bij de Raad van State, in tegenstelling tot de beslissingen van de bestendige deputaties van de provincies.

A.25. Hoewel artikel 11 van de bestreden wet niet uitdrukkelijk vermeldt dat tegen de beslissingen van het rechtsprekend college beroep kan worden ingesteld bij het hof van beroep, gebiedt een redelijke interpretatie van die bepaling, in overeenstemming met de coherentie van de wet en het door de wetgever nagestreefde doel, het rechtsprekend college op te nemen in het nieuwe generieke kader « bestendige deputatie ». De aangevoerde discriminatie bestaat dus niet. Het middel faalt in rechte.

*Eerste middel van de stad Charleroi*

*Eerste onderdeel*

A.26. Het middel berust op het postulaat dat de taken die in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest door het rechtsprekend college en in het Vlaamse en in het Waalse Gewest door de bestendige deputaties worden uitgeoefend, op straffe van schending van de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie, van dezelfde aard moeten zijn - administratief of jurisdictioneel - en bij dezelfde procedure moeten worden geregeld.

A.27. Dat postulaat is, op institutioneel vlak, onverenigbaar met de objectieve doelstellingen die bestaan tussen het aan de verdeling in provincies onttrokken grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en de grondgebieden van de andere gewesten, het Vlaamse en het Waalse, waar de provincies blijven voortbestaan.

A.28. Die verschillende situatie vindt haar oorsprong in artikel 5 van de Grondwet en in de overgangsbepalingen ingeschreven in titel IX, artikel VI, §§ 1 tot 3, van de Grondwet. Het zou dus tevergeefs zijn aan het Hof een beweerde discriminatie voor te leggen die haar grondslag in de Grondwet zelf zou vinden.

A.29. De opdracht van het rechtsprekend college van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest is overigens vastgesteld bij een bijzondere wet, en in het bijzonder in artikel 83*quinquies*, § 2, ervan.

A.30. Rekening houdend met die institutionele en wetgevende specificiteit eigen aan het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, heeft de gewone wetgever, bij de bestreden wet, regels die eigen zijn aan de bestendige deputaties willen aannemen, zonder de aan het rechtsprekend college toevertrouwde opdrachten inzake provinciale en gemeentelijke geschillen voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest te willen raken.

A.31. Er wordt niet betwist dat de wet van 24 december 1996, in dat opzicht, de hoedanigheid heeft gewijzigd waarin de bestendige deputatie zich voortaan uitspreekt inzake beroepen tegen lokale belastingen. Zij handelt voortaan niet langer in de hoedanigheid van jurisdictionele overheid maar, zoals wordt aangegeven in artikel 9, eerste lid, van de bestreden wet, als « administratieve overheid ».

A.32. De hoedanigheid waarin, in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, het rechtsprekend college handelt is daarentegen niet gewijzigd.

A.33. Buiten de kwalificaties « administratieve overheid », enerzijds, en « rechtsprekende overheid », anderzijds, blijkt overigens dat de wijzen van optreden van die overheden evenwaardig zijn.

A.34. Men kan dus niet, zoals de stad Charleroi beweert, oordelen dat de nieuwe administratieve procedure die voor de bestendige deputaties wordt gevoerd, aan de gemeenten van het Waalse en het Vlaamse Gewest alsmede aan hun belastingplichtigen minder voordelen en waarborgen zou bieden dan de jurisdictionele procedure die nog steeds van toepassing is voor het rechtsprekend college van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

*Tweede onderdeel*

A.35. Om de redenen die zijn uiteengezet in het antwoord op het eerste middel dat is aangevoerd door de gemeente Schaarbeek is het tweede onderdeel van het middel niet gegrond.

*Tweede middel van de stad Charleroi*

*Eerste onderdeel*

A.36. Het eerste onderdeel van het middel gaat uit van een verkeerde lezing van de bestreden wet. Uit de bestreden wet, en in het bijzonder uit artikel 10 ervan, blijkt niet dat de overheid waarvan de betwiste belasting uitgaat zou moeten worden beschouwd als een « partij in het geding ». Artikel 11, tweede lid, van de bestreden wet betreft enkel de procedure van hoger beroep. Die bepaling wordt overigens in die zin geïnterpreteerd in een omzendbrief van 12 juni 1997.

A.37. In het stadium van het beroep tegen de beslissing van de bestendige deputatie bestaat er een strikte gelijkheid tussen de belastingplichtige en de gemeente.

A.38. Datzelfde geldt bij het onderzoek door de bestendige deputatie van het beroep dat bij haar is aanhangig gemaakt. In zoverre de bestendige deputatie als administratieve overheid handelt, zijn noch de belastingplichtige noch de gemeente, ten overstaan van de deputatie, partijen in het geding.

Er is dus geen schending van het gelijkheidsbeginsel.

*Tweede onderdeel*

A.39. Zoals het is verwoord, voert dat middel geen enkele schending van het gelijkheids- of niet-discriminatiebeginsel aan. Het maakt geen enkele vergelijking met een situatie die soortgelijk wordt geacht maar gunstiger wordt behandeld.

A.40. Bij gebrek aan preciseringen is het middel onontvankelijk. In ondergeschikte orde is het niet gegrond.

A.41. In werkelijkheid bekritiseert het middel in dat onderdeel de opportuniteit van de door de wetgever gemaakte keuze, die door het Hof niet kan worden gecensureerd.

A.42. Aangezien de wetgever heeft willen aangeven dat de bestendige deputatie uitspraak deed als administratieve overheid, bestonden er ten slotte objectieve en redelijke motieven om ervoor te zorgen dat haar beslissingen binnen een bepaalde termijn worden genomen en dat in geval van stilzwijgen, na de toegekende termijn, aan het beroep een keuze wordt voorbehouden.

*Eerste middel van de Waalse Regering*

A.43. Het eerste middel valt samen met het eerste middel dat door de stad Charleroi is uiteengezet. Hoewel een administratieve beslissing en een rechterlijke beslissing niet met elkaar mogen worden verward, is de administratie hoe langer hoe meer aan de rechtsregels onderworpen, met name door de motiveringsplicht. In omgekeerde zin, heeft de rechter een aanzienlijk grotere interpretatiebevoegdheid gekregen.

Te dezen heeft de wetgever, doordat hij, enerzijds, geen afbreuk doet aan een jurisdictionele overheid waarin overigens bij de Grondwet of bij een bijzondere wet is voorzien, en doordat hij, anderzijds, een administratieve procedure organiseert die gepaard gaat met verplichtingen en waarborgen die vergelijkbaar zijn met die welke verbonden zijn met een jurisdictionele procedure, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet miskend.

*Tweede middel van de Waalse Regering*

*Eerste onderdeel*

A.44. Het middel berust op het postulaat dat een overgangsstelsel ontbreekt, wat afbreuk zou doen aan de rechtszekerheid. Ook wordt de omstandigheid beoogd dat de derde editie van het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996 pas op 10 januari 1997 kon worden verspreid, zonder dat de provincies en de gemeenten een voldoende lange termijn kregen om zich met het nieuwe stelsel vertrouwd te maken. Geen enkel van die elementen kan de vernietiging van de bestreden bepalingen verantwoorden.

A.45. Artikel 15 vormt overigens wel degelijk een overgangsmaatregel. Uit een omzendbrief van 12 juni 1997 volgt dat het criterium aan de hand waarvan kan worden vastgesteld welke wet van toepassing is, een van de twee volgende factoren is :

- « - ofwel is het kohier van de provincie- of gemeentebelasting uitvoerbaar verklaard vanaf 1 januari 1997,
- ofwel is die belasting op 1 januari 1997 geïnd.

In dat geval moet de wet van 24 december 1996 worden toegepast. »

A.46. Voor de andere belastingen, dit wil zeggen die waarvan het kohier uitvoerbaar is verklaard vóór 1 januari 1997, maar die niet vóór die datum zijn geïnd, verloopt de latere geschillenprocedure overeenkomstig de wet van 23 december 1986.

A.47. Zoals het Hof reeds heeft geoordeeld is het eigen aan een nieuwe regeling dat een onderscheid wordt gemaakt tussen de personen die betrokken zijn bij rechtstoestanden die onder het toepassingsgebied van de vroegere regeling vielen en de personen die betrokken zijn bij rechtstoestanden die onder het toepassingsgebied van de nieuwe regeling vallen. Het Hof neemt ook aan dat de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet vereisen dat overgangsmaatregelen worden genomen naar aanleiding van de aanneming van de nieuwe wetgeving.

A.48. Ten overvloede kan ten slotte de omstandigheid dat een termijn van tien dagen is verlopen tussen de datum van de derde editie van het *Belgisch Staatsblad*, 31 december 1996, en die van de verspreiding ervan, 10 januari 1997, de grondwettigheid van de wet niet aantasten.

*Tweede onderdeel*

A.49. Het tweede onderdeel van het middel mist feitelijke grondslag. Er wordt aangevoerd dat bepaalde belastingen van het dienstjaar 1996 niet konden worden ingekohierd op 31 december 1996, zodat zij in 1997 niet langer kunnen worden verhaald bij ontstentenis van inachtneming van de nieuwe bepalingen waarin de bestreden wet voorziet.

Die bewering is onjuist in zoverre het toepassingscriterium van de nieuwe wet te maken heeft met de vraag of het kohier al dan niet uitvoerbaar is verklaard vóór dan wel na 1 januari 1997.

Indien het kohier uitvoerbaar is verklaard vóór 1 januari 1997, zal de latere geschillenprocedure volgens de regeling van de wet van 23 december 1986 verlopen.

Indien dat kohier niet uitvoerbaar is verklaard, moet het voortaan uitvoerbaar verklaard worden, maar voor het dienstjaar 1996, overeenkomstig de wet van 24 december 1996, die van kracht is sinds 1 januari 1997. De geschillenprocedure zal dan overeenkomstig de nieuwe wet verlopen.

A.50. Men ziet niet in waarom het onmogelijk zou zijn voor de gemeenten of de provincies de belastingen betreffende het dienstjaar 1996 in te vorderen.

*In ondergeschikte orde*

A.51. Mocht het Hof een of ander middel geheel of gedeeltelijk inwilligen, zou, teneinde de rechtszekerheid te waarborgen, artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof moeten worden toegepast.

*Memorie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering*

*Ten aanzien van het eerste middel van de gemeente Schaarbeek*

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

A.52. De aangevoerde schending betreft geen regels waarbij de bevoegdheden van de Staat, de gemeenschappen of de gewesten worden vastgesteld. Noch artikel 163 van de Grondwet, noch artikel 83*quinquies* van de bijzondere wet van 12 januari 1989 zijn immers dergelijke regels. Die artikelen wijzen daarentegen enkel het orgaan aan dat, in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, bevoegd zal zijn om de bevoegdheden uit te oefenen die de provinciale organen uitoefenen, niet in het kader van hun provinciale autonomie, maar als gedecentraliseerde overheid in het kader van een opdracht waarmee zij door de federale Staat of door de gemeenschappen zijn belast. Het Hof is dus niet bevoegd om het middel te onderzoeken.

A.53. Bovendien dient de *exceptio obscuri libelli* te worden opgeworpen.

A.54. In het licht van de inhoud van het eerste middel is het overigens niet duidelijk in welke mate de bestreden norm de rechtstoestand van de verzoekster rechtstreeks en ongunstig zou kunnen raken. Bijgevolg heeft zij geen belang bij haar beroep.

*Ten gronde*

A.55. De bestreden wet preciseert niet in welke hoedanigheid het rechtsprekend college kennis neemt van de door de belastingplichtige ingestelde bezwaren. De wet moet dus worden geïnterpreteerd in een zin die verenigbaar is met artikel 83*quinquies* van de wet van 12 januari 1989, met name in de zin waarin het rechtsprekend college optreedt als jurisdictioneel orgaan.

De bestreden wet schendt de aangevoerde bepalingen dus niet.

*Ten aanzien van het tweede middel van de gemeente Schaarbeek*

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

A.56. In zoverre de verzoekster zich erover beklagt geen jurisdictioneel beroep te genieten in het kader van een bezwaarprocedure tegen een gemeentebelasting, doet zij niet van het vereiste belang blijken, vermits de huidige rechtstoestand een jurisdictioneel beroep waarborgt.

A.57. In zoverre de verzoekster zich erover beklagt dat zij geen beroep in tweede aanleg bij het hof van beroep geniet, is het middel inadequaat en verschaft het de verzoekster niet het vereiste belang om voor het Hof in rechte te treden.

A.58. De verzoekster is immers van oordeel dat de ontstentenis van beroep voor het hof van beroep uitsluitend voortvloeit uit het feit dat, voor de Brusselse gemeenten, bezwaar kan worden ingesteld bij het rechtsprekend college. Zij vecht bijgevolg artikel 9, tweede lid, van de bestreden wet aan. De grief is echter rechtstreeks verbonden met artikel 11 van die wet, waarvan de verzoekster de ongrondwettigheid zou moeten aantonen.

De inhoud van het middel alsmede het bedoelde artikel zijn dus inadequaat. De verzoekster doet niet blijken van het vereiste belang om voor het Hof in rechte te treden, vermits de vernietiging van artikel 9, tweede lid, haar niet in staat zou stellen om het nagestreefde voordeel te verkrijgen.

*Ten gronde*

A.59. Het middel is niet gegrond in zoverre de verzoekster over een beroep bij een jurisdictionele instantie beschikt, zoals hiervoor is aangetoond.

De verzoekster beweert ook ten onrechte dat tegen de beslissing van het rechtsprekend college een beroep tot vernietiging zou bestaan bij de Raad van State in het kader van het objectieve contentieux. De Raad van State neemt inderdaad kennis van beroepen tot vernietiging tegen beslissingen van het rechtsprekend college, maar als cassatierechter.

A.60. Wat de ontstentenis van beroep voor het hof van beroep betreft, is het de bedoeling van de nieuwe wet de bestendige deputaties die als jurisdictioneel orgaan optreden te ontlasten van het beheer van de bezwaren van de belastingplichtigen tegen gemeente- en provinciebelastingen. De wet beoogde enkel de wettelijke bevestiging van een bestaande toestand waarin de administratie van de bestendige deputatie dossiers in verband met bezwaren behandelt.

A.61. Objectieve en redelijke elementen verantwoorden de gedifferentieerde behandeling van de Brusselse gemeenten en van hun belastingplichtigen.

A.62. In de eerste plaats is sinds 1993 het provinciale niveau afgeschaft voor het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, waarbij de uitoefening van de taken van de provinciale organen gedeeltelijk is overgenomen door de instellingen van het Brusselse Gewest, overeenkomstig artikel 163 van de Grondwet en artikel 83*quinquies* van de bijzondere wet van 12 januari 1989.

A.63. Het was echter ondenkbaar dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met die taak zou worden belast, vermits zij tevens het administratief toezicht uitoefent op de beslissingen van de gemeenteraden en van de colleges van burgemeester en schepenen in de Brusselse gemeenten.

A.64. Het zou overigens onredelijk zijn geweest de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ermee te belasten zich uit te spreken over de in de wet van 24 december 1996 bedoelde fiscale bezwaren, aangezien die Regering reeds met talrijke taken is belast die haar als gewestelijke overheid toekomen.

A.65. Het is dus verantwoord, bij ontstentenis van een provinciaal niveau in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, de eerste etappe van het administratief beroep over te slaan.

*Ten aanzien van het eerste middel van de stad Charleroi*

A.66. Hoewel het beroep de vernietiging van alle bepalingen van de bestreden wet beoogt, met uitzondering van artikel 1, spitst het middel zich toe op het ongrondwettige karakter van de in artikel 9, tweede lid, bedoelde uitzonderingsregel. In de grief wordt echter niet het ongrondwettige karakter aangetoond van de in dat artikel vervatte algemene regel.

Het aangevoerde middel is niet adequaat om het beoogde doel te bereiken. A fortiori doet de verzoekster niet blijken van het vereiste belang om voor het Hof in rechte te kunnen treden, vermits de vernietiging van artikel 9, tweede lid, het niet mogelijk zou maken het gezochte voordeel te verkrijgen, met name de herinvoering van de wet van 23 december 1986.

*Ten gronde*

A.67. De tussenkomen partij verwijst naar de opmerkingen die zij heeft geformuleerd in verband met het tweede middel van de gemeente Schaarbeek.

*Ten aanzien van de middelen van de Waalse Regering*

*Ten aanzien van het eerste middel*

A.68. Wat de ontvankelijkheid en de grond van dat middel betreft, verwijst de tussenkomen partij naar de opmerkingen die zij heeft gemaakt in verband met het eerste middel van de stad Charleroi.

Wat het aan de bestreden maatregel gemaakte verwijt betreft dat hij niet relevant is ten aanzien van het nagestreefde doel, herinnert de tussenkomen partij eraan dat de belastingplichtigen steeds, buiten het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, een jurisdictioneel beroep genieten bij de gewone rechtbanken, met name bij het hof van beroep, uitspraak doende over de betwistingen in verband met het desbetreffende politieke recht.

A.69. Het is tevens verkeerd te beweren dat de belastingplichtigen van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest de enigen zouden zijn die een jurisdictionele bescherming genieten, vermits de belastingplichtigen van de andere gewesten een beroep bij een gewone rechter genieten.

*Memorie van de Waalse Regering*

A.70. De stad Charleroi en de gemeente Schaarbeek doen ontegenzeggelijk blijken van het vereiste belang doordat zij ongunstig en rechtstreeks kunnen worden geraakt door de bepalingen die zij aanvechten.

A.71. Wat de omvang van het beroep betreft, formuleren de twee verzoekende partijen middelen die enkel betrekking hebben op de artikelen 9 tot 11 alsmede op de artikelen 13 en 14, 5°, van de wet van 24 december 1996.

*Eerste middel van de stad Charleroi*

A.72. De verzoekster voert terecht aan dat de bestreden wet een fundamenteel verschil in behandeling maakt tussen twee categorieën van gemeenten. De gemeenten van het Waalse en van het Vlaamse Gewest alsmede hun belastingplichtigen kunnen een bezwaar indienen bij de bestendige deputatie, die als administratieve overheid optreedt. Aan hen wordt aldus een jurisdictionele bescherming ontzegd en zij verliezen een aanleg die voordien door de bestendige deputatie werd verzekerd.

A.73. De gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en hun belastingplichtigen daarentegen blijven een jurisdictionele bescherming genieten, aangezien zij krachtens de bestreden wet een bezwaar kunnen indienen bij het rechtsprekend college bedoeld in artikel 83*quinquies* van de bijzondere wet van 12 januari 1989.

A.74. De parlementaire voorbereiding van de bestreden wet maakt het niet mogelijk de motieven te ontwaren waarom een dergelijk verschil in behandeling is ingesteld onder die categorieën van gemeenten en belastingplichtigen.

Artikel 83*quinquies*, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 kan op zich dat verschil in behandeling niet verantwoorden, vermits het betrekking heeft op rechtsprekende taken die in de provincies door de bestendige deputatie worden uitgevoerd, terwijl de aangevochten wet in hoofdzaak juist tot doel heeft aan de bestendige deputaties een taak van bestuurlijke aard toe te kennen en aldus de wet aan een feitelijk bestaande toestand aan te passen.

A.75. Overigens is het van weinig belang dat bij artikel 5 van de Grondwet het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest aan de indeling in provincies is onttrokken. Op zich legt die grondwetsbepaling aan de federale wetgever natuurlijk niet de verplichting op een verschil in behandeling in te voeren tussen de hierboven bedoelde categorieën van gemeenten en belastingplichtigen.

Het middel is dus gegrond.

*Tweede middel*

*Eerste onderdeel*

A.76. De artikelen 10 en 11 van de aangevochten wet bepalen niet dat de belastingplichtige of de overheid waarvan de betwiste belasting uitgaat partijen in het geding voor de bestendige deputatie dienen te zijn. Zij verzekeren dus niet het contradictoir karakter van de debatten. Bovendien bepaalt artikel 10, vierde lid, niet dat de beslissing of de ontstentenis van beslissing van de bestendige deputatie ter kennis wordt gebracht van de overheid waarvan de belasting waartegen bij de bestendige deputatie bezwaar wordt ingediend, uitgaat.

A.77. Daaruit volgt een eerste verschil in behandeling tussen, enerzijds, de gemeenten en de belastingplichtigen van het Waalse Gewest en het Vlaamse Gewest, die onder de toepassing van die bepalingen vallen, en, anderzijds, de gemeenten en de belastingplichtigen van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, die niet onder de toepassing van die bepalingen vallen en hun argumenten kunnen doen gelden voor het rechtsprekend college overeenkomstig artikel 104bis van de provinciewet en het koninklijk besluit van 17 september 1987.

A.78. Daaruit volgt een tweede verschil in behandeling tussen, enerzijds, de procedure georganiseerd voor de bestendige deputatie bij de artikelen 10 en 11 van de aangevochten wet en, anderzijds, de procedure die van toepassing is voor het hof van beroep, wanneer aan dat hof, met toepassing van artikel 10, vierde lid, van de aangevochten wet, een beslissing van de bestendige deputatie of de ontstentenis van beslissing binnen de voorgeschreven termijn wordt voorgelegd. Dat verschil in behandeling is niet redelijk verantwoord.

*Tweede onderdeel*

A.79. Artikel 10, derde lid, van de aangevochten wet bepaalt dat bij ontstentenis van beslissing van de bestendige deputatie binnen een bepaalde termijn, het bezwaar geacht wordt gegrond te zijn. Artikel 11 organiseert een beroep tegen de ontstentenis van beslissing binnen die termijn.

Daaruit volgt een volkomen onverantwoord verschil in behandeling tussen de gemeenten van het Waalse Gewest en het Vlaamse Gewest, enerzijds, en de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, anderzijds.

A.80. Die discriminatie wordt versterkt door het feit dat artikel 10, vierde lid, van de aangevochten wet niet voorziet in de kennisgeving van de ontstentenis van beslissing van de bestendige deputatie aan de overheid waarvan de belasting uitgaat. Die overheid kan dus niet op een doeltreffende manier een beroep instellen bij het hof van beroep. Het middel is dus gegrond.

*Vernietigingsmiddelen geformuleerd door de gemeente Schaarbeek*

*Eerste middel*

A.81. Uit de parlementaire voorbereiding van de aangevochten wet blijkt dat de wetgever heeft beslist een einde te maken aan het rechtsprekend karakter van de vroeger aan de bestendige deputatie toegekende taak inzake bezwaar tegen de provinciale en gemeentelijke belastingen en voor de toekomst een administratief karakter aan zulke bezwaren toe te kennen.

A.82. In die mate ziet de Waalse Regering niet de redenen waarom artikel 9, tweede lid, van de aangevochten wet bepaalt dat in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest de bezwaren bij het rechtsprekend college moeten worden ingediend.

A.83. Met toepassing van artikel 163, eerste lid, van de Grondwet, bepaalt artikel 83quinquies, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 immers dat de rechtsprekende taken die in de provincies door de bestendige deputatie worden uitgeoefend, in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad door het rechtsprekend college worden uitgeoefend.

Het middel is gegrond.

*Tweede middel*

A.84. De artikelen 10 en 11 van de aangevochten wet hebben geen betrekking op het rechtsprekend college en de aangevochten wet organiseert geen beroep bij het hof van beroep tegen de beslissingen van dat college.

Daaruit volgt een verschil in behandeling tussen de gemeenten van het Waalse en het Vlaamse Gewest en hun belastingplichtigen, enerzijds, en de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en zijn belastingplichtigen, anderzijds.

Voor het overige valt dit middel samen met het eerste middel van het verzoekschrift dat door de stad Charleroi is ingediend.

Het middel is gegrond.

*Memorie van antwoord van de Ministerraad*

A.85. Enkel het belang van de gemeente Schaarbeek om in rechte te treden wordt door de Ministerraad betwist, om de redenen die in zijn memorie zijn uiteengezet.

A.86. Geen enkel van de annulatieberoepen kan tot een gehele vernietiging van de aangevochten wet leiden. Wegens de omvang van de beroepen zouden zij enkel aanleiding kunnen geven tot een eventuele gedeeltelijke vernietiging.

A.87. De Waalse Regering beweert ten onrechte dat artikel 10, vierde lid, van de aangevochten wet niet erin zou voorzien dat van de beslissing of de ontstentenis van beslissing van de bestendige deputatie kennis moet worden gegeven aan de overheid waarvan de belasting uitgaat.

Het is weliswaar juist dat de aangevochten wet niet uitdrukkelijk in die kennisgeving voorziet, maar uit een omzendbrief van 12 juni 1997 (*Belgisch Staatsblad* van 9 augustus 1997) blijkt dat « hoewel de voormelde wet van 24 december 1996 het niet altijd uitdrukkelijk bepaalt, [...] het duidelijk [is] dat elk van de bij het geding betrokken partijen op de hoogte gebracht moet worden van de beslissingen waarvan zij de gevolgen ondergaat ».

Vanwege de interpretatie die door die omzendbrief aan de wet wordt gegeven, berust de memorie van de Waalse Regering op een onjuiste interpretatie van die wet.

A.88. De Waalse Regering zou, in voorkomend geval op verzoek van het Hof, haar argumentatie moeten specificeren wanneer zij stelt dat, na akte te hebben genomen van de wens van de wetgever om een einde te maken aan het rechtsprekend karakter van de vroeger aan de bestendige deputatie inzake bezwaar toegekende taak, diezelfde Waalse Regering « niet de redenen ziet waarom artikel 9, tweede lid, van de aangevochten wet bepaalt dat in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest de bezwaren moeten worden ingediend bij het rechtsprekend college dat is bedoeld in artikel 83quinquies, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ».

De Waalse Regering is van oordeel dat bijgevolg, om een einde te maken aan een eventuele discriminatie, het optreden van het rechtsprekend college van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest zou moeten worden afgeschaft. Dat standpunt lijkt niet bestaanbaar met de argumentatie van dezelfde Waalse Regering volgens welke de ontstentenis van rechtsprekend karakter van het voortaan voor de bestendige deputatie ingestelde beroep in werkelijkheid de vernietiging van de aangevochten wet zou verantwoorden.

*Ten aanzien van de memorie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering*

A.89. De Ministerraad sluit zich aan bij de motieven die door het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest naar voren zijn gebracht, doch distantieert zich van de over het volgende punt uiteengezette argumentatie.

A.90. De Ministerraad deelt niet de mening volgens welke een beroep voor de Raad van State zou kunnen worden ingesteld tegen de beslissing van het rechtsprekend college, tot administratieve cassatie.

A.91. Sedert de inwerkingtreding van de aangevochten wet, dat wil zeggen sedert 1 januari 1997, stelt het rechtsprekend college immers altijd (en zoals voorheen) dat zijn beslissingen vatbaar zijn voor beroep bij het Hof van Beroep te Brussel, wat op verzoek van het Arbitragehof door het rechtsprekend college zou kunnen worden bevestigd.

A.92. Overigens wordt aangenomen dat de Raad van State, met toepassing van artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, slechts bevoegd is bij ontstentenis van een ander rechtscollege. De betwiste administratieve beslissingen waartegen een beroep kan worden ingesteld voor een gewoon rechtscollege, vallen dus buiten de bevoegdheid van de Raad van State.

*Memorie van antwoord van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering*

*Ten aanzien van de memorie van de Ministerraad*

A.93. Artikel 11 spreekt zich niet uit over het mogelijke beroep dat tegen de beslissing van het rechtsprekend college zou kunnen worden ingesteld. Men dient het dus in die zin te interpreteren dat die beslissing slechts kan worden aangevochten bij wege van een verzoekschrift tot vernietiging voor de Raad van State, om de volgende redenen.

A.94. De wetgever heeft een administratief karakter willen geven aan de geschillen inzake provinciale en lokale belastingen voor de bestendige deputaties in de verschillende provincies, wat zowel blijkt uit de letterlijke formulering van artikel 9 als uit de parlementaire voorbereiding.

Vanwege de bijzondere situatie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, te wijten aan de ontstentenis van een provinciaal niveau, was het niet denkbaar de taak van de bestendige deputatie aan de Regering van dat Gewest toe te vertrouwen, om de redenen die in de memorie van de tussenkomen partij zijn vermeld.

A.95. De wetgever had niettemin de wil om aan de bezwaarprocedure een administratief karakter te geven. Door de ontstentenis van uitdrukkelijke bepalingen en rekening houdend met artikel 83quinquies van de bijzondere wet van 12 januari 1989 is het enige mogelijke beroep het beroep tot vernietiging bij de Raad van State.

*Memorie van antwoord van de gemeente Schaarbeek*

*Ten aanzien van de omvang van het beroep*

A.96. De verzoekende partij bevestigt dat het beroep beperkt is tot de vernietiging van de artikelen 9 tot 11 van de wet van 24 december 1996, alsmede tot de bepalingen van de wet die er onlosmakelijk mee zijn verbonden, zoals is gesteld door de Ministerraad.

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

A.97. De betwiste wet handhaaft, in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, een beroep van jurisdictionele aard tegen de gemeentebelastingen, met schending van de bepalingen van de artikelen 163 van de Grondwet en 83quinquies van de wet van 12 januari 1989. De verzoekende partij doet blijken van een belang aangezien de vraag rijst of de regels die de bevoegdheden tussen de Staat, de gewesten en de gemeenschappen verdelen, in acht zijn genomen.

*Ten aanzien van de middelen*

*Eerste middel*

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het middel*

A.98. De vraag of artikel 163 van de Grondwet een bevoegdheidsverdelende regel is, is gesteld ter gelegenheid van een beroep tot vernietiging en is beslecht in het arrest nr. 17/95, waarin het Hof heeft geoordeeld dat het begrip « regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten », in de zin van artikel 1 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, elke regel beoogt die een bevoegdheidstoe wijzing aan de desbetreffende instellingen inhoudt, ongeacht of die bevoegdheid al dan niet bestaat in een bevoegdheid om in een bepaalde materie wetgevend op te treden.

A.99. Ter gelegenheid van de beslissing betreffende de herziening van het vroegere artikel 1 van de Grondwet heeft de Eerste Minister verklaard dat het Arbitragehof zou kunnen worden geadieerd door een beroep gegrond op dat artikel, met inbegrip van het derde en vierde lid (het nieuwe artikel 163), alsmede op de bepalingen van de bijzondere wet die het tweede lid van paragraaf 2 zullen verduidelijken (Gedr. St., Kamer, 1992-1993, nr. 772/12, p. 276).

A.100. Tot slot blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur dat de in het middel beoogde bepalingen een bevoegdheidsverdeling tot stand brengen (Gedr. St., Senaat, 1992-1993, nr. 558-1, p. 11).

A.101. Artikel 163 van de Grondwet en artikel 83quinquies van de bijzondere wet zijn dus wel degelijk bevoegdheidsverdelende regels.

A.102. De splitsing van de provincie Brabant in een provincie Vlaams-Brabant en een provincie Waals-Brabant heeft de vaststelling van de bevoegdheden die, in het Vlaamse en het Waalse Gewest, aan de provinciale organen zijn toegewezen, verantwoord. Dat is wat artikel 163 van de Grondwet doet.

A.103. Artikel 163, tweede lid, van de Grondwet machtigt de federale wetgever om de bepalingen aan te nemen die voorkomen in artikel 83quinquies van de bijzondere wet van 12 januari 1989.

A.104. Bij de bespreking van de tekst van dat artikel in de Senaatscommissie is de vraag gesteld of een bijzondere meerderheid noodzakelijk zou zijn voor het administratief arrondissement Brussel indien, bij een hervorming van het administratief contentieux, de taken van de bestendige deputatie als rechtsprekend orgaan zouden worden gewijzigd.

De Eerste Minister heeft de interpretatie bevestigd volgens welke, enerzijds, indien de rechtsprekende taken van de bestendige deputatie aan een ander rechtscollege zouden worden toevertrouwd, artikel 83quinquies van de bijzondere wet zonder voorwerp zou worden, en, anderzijds, indien aan de bestendige deputatie een andere rechtsprekende taak zou worden toegewezen, deze, door dezelfde bepaling, automatisch aan het college van negen leden zou worden toegewezen. Hij heeft eraan toegevoegd dat de oprichting van het college van negen leden een bijzondere meerderheid vereiste, maar dat elke wijziging van de bevoegdheden ervan, voor zover het zou gaan om een wijziging van de bevoegdheden van de bestendige deputatie als rechtsprekend orgaan, kon gebeuren met een gewone meerderheid (Verslag namens de Commissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming der instellingen, (Gedr. St., Senaat, 1992-1993, nr. 558-5, pp. 294-295).

Uit de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 16 juli 1993 blijkt dus, zonder mogelijke dubbelzinnigheid, dat de bevoegdheidstoe wijzingen aan het rechtsprekend college op een evolutieve manier zijn opgevat. Met andere woorden, zij zijn noodzakelijkerwijze verbonden met de evolutie van de rechtsprekende bevoegdheden van de bestendige deputaties, aangezien de bijzondere wetgever de bevoegdheden van het college van negen leden niet heeft willen vastpinnen, met verwijzing naar de bevoegdheden die zijn toegewezen aan de bestendige deputaties van het Waalse en het Vlaamse Gewest op het ogenblik waarop de bijzondere wet is aangenomen.

A.105. Bij de bespreking van het wetsvoorstel in de Kamercommissie is de vraag gesteld welke instantie in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest de taak op zich zou nemen die in het wetsvoorstel aan de bestendige deputatie werd toegewezen, wetende dat die als administratieve overheid optrad.

De Minister heeft aan de commissieleden een nota overhandigd met betrekking tot de uitoefening van de aan de bestendige deputaties toegekende taken in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, waarin werd besloten dat de bijzondere wetgever, toen hij het rechtsprekend college heeft ingesteld, duidelijk aan dat college de toentertijd bestaande rechtsprekende bevoegdheden van de bestendige deputaties heeft willen toekennen (Verslag namens de Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt, *Gedr. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 461/4, pp. 38-39).

Die conclusies miskenden op een flagrante manier de bedoeling van de bijzondere wetgever ten aanzien van de draagwijdte die aan artikel 83*quinquies* van de bijzondere wet van 12 januari 1989 moet worden toegekend, zoals hierboven is uiteengezet.

A.106. Het wetsvoorstel tot invoering van een bezwaar bij de bestendige deputatie, optredend als administratieve overheid, werd in commissie als dusdanig aangenomen. Die aanneming leek erop te wijzen dat men aan het bezwaar een administratief karakter wilde toekennen, zelfs in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, wat de bevoegdheid impliceerde van de Regering van dat Gewest in plaats van die van het rechtsprekend college.

Artikel 9, tweede lid, van de aangevochten wet werd evenwel in voltallige zitting van de Kamer aangenomen, als gevolg van een amendement neergelegd na het verslag van de Kamercommissie en verantwoord als volgt :

« Ter zake behoort men zich te richten naar het bepaalde in artikel 83*quinquies*, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, die niet bij gewone wet kan worden gewijzigd.

Voorts ware het ondenkbaar dat de Brusselse regering, de toezichhoudende overheid dus, fiscale geschillen zou beslechten. » (*Gedr. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 461/6)

In voltallige zitting heeft een van de auteurs van het amendement eraan toegevoegd :

« Er is immers een probleem voor Brussel. De goedkeuring van dit wetsvoorstel zou inhouden dat de wet van januari 1989 en de bijzondere wet van juli 1993 zouden worden gewijzigd. Dat zijn wetten die de bevoegdheid voor fiscale geschillen in het Brussels Gewest aan een rechtscollege toewijzen. De Brusselse regering zou bij goedkeuring van dit wetsvoorstel optreden als rechter en partij. Dat kan niet. Wij willen met ons amendement de rechtsprekende bevoegdheid teruggeven aan het rechtscollege. » (*Beknopt Verslag*, Kamer, zitting van 7 november 1996)

Het blijkt dus duidelijk dat in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest het beroep bij het rechtsprekend college tegen gemeentebelastingen een jurisdictioneel karakter heeft.

A.107. Artikel 9, tweede lid, van de aangevochten wet kent aan het rechtsprekend college, in de hoedanigheid van jurisdictioneel orgaan, een bevoegdheid toe die in het Vlaamse en het Waalse Gewest wordt uitgeoefend door een verkozen provinciaal orgaan, de bestendige deputatie, wanneer het om een aangelegenheid van algemeen belang gaat.

Nu moeten, volgens artikel 163 van de Grondwet, de bevoegdheden die in het Vlaamse en het Waalse Gewest door verkozen provinciale organen worden uitgeoefend, in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad niettemin worden uitgeoefend door het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest wanneer zij betrekking hebben op communautaire aangelegenheden.

A.108. Enkel de bijzondere wetgever had de wijze kunnen regelen waarop een instelling waarvan de leden door het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest worden aangewezen, die bevoegdheid zou uitoefenen indien zij niet onder de gewestelijke aangelegenheden viel.

De aangevochten wet schendt dus artikel 163 van de Grondwet, vermits de wetgever gebruik heeft gemaakt van een bevoegdheid die hij niet heeft en hij artikel 83*quinquies* van de bijzondere wet van 12 januari 1989 heeft gewijzigd.

Nu de bestendige deputaties de rechtsprekende bevoegdheid verloren om uitspraak te doen over de bezwaren ingesteld tegen gemeentebelastingen, was het rechtsprekend college immers evenmin nog bevoegd om dat te doen.

#### *Ten aanzien van het tweede middel*

##### *1° Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het middel*

A.109. In het middel wordt de grondwettigheid van de artikelen 9 en 11 van de wet van 24 december 1996 ten opzichte van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in het geding gebracht. De verzoekende partij zou voordeel hebben bij de vernietiging van de artikelen 9 en 11 alsmede van de bepalingen die er eng mee zijn verbonden, namelijk inzonderheid artikel 14, 6°, vermits die vernietiging tot gevolg zou hebben dat de wet van 23 december 1986 opnieuw van kracht zou worden. Bovendien zou de wetgever nieuwe regels inzake geschillen over gemeentebelastingen kunnen aannemen, in welk geval hij rekening zou moeten houden met de motieven die de vernietiging verantwoorden.

##### *2° Ten aanzien van het verschil in behandeling*

A.110. Geen enkel element laat toe ervan uit te gaan dat artikel 11 van de wet van 24 december 1996 in die zin zou moeten worden geïnterpreteerd dat een beroep tegen de beslissingen van het rechtsprekend college zou openstaan voor het hof van beroep.

Aldus is door de aangevochten wet een verschil in behandeling tot stand gebracht tussen de Brusselse gemeenten en hun belastingplichtigen, enerzijds, en de Waalse en Vlaamse gemeenten en hun belastingplichtigen, anderzijds.

##### *3° Ten aanzien van de verantwoording van de discriminatie*

A.111. De parlementaire voorbereiding bevat geen enkele verantwoording en de door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aangevoerde motieven zijn niet toelaatbaar.

#### *Memorie van antwoord van de stad Charleroi*

##### *Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

A.112. De verzoekende partij heeft kennelijk belang bij de vernietiging van de betwiste wetsbepalingen die op een fundamentele manier de regels wijzigen die van toepassing zijn op de betwistingen die betrekking hebben op haar belastingen en zulks, zoals uit de aangevoerde middelen blijkt, op een ongunstige manier.

*Ten aanzien van de middelen**Eerste middel*

A.113. Met betrekking tot artikel 163 van de Grondwet en artikel 83quinquies van de bijzondere wet van 12 januari 1989 neemt de verzoekende partij de argumentatie over die door de gemeente Schaarbeek is uiteengezet.

A.114. Het door de aangevochten bepalingen tot stand gebrachte verschil in behandeling is reëel : de regeling die van toepassing is op het georganiseerde administratieve beroep, zowel inzake het onderzoek ervan als inzake de aard van de beslissing die zal worden genomen, is fundamenteel verschillend van de regeling die van toepassing is op het juridictioneel beroep :

- artikel 9 van de wet bepaalt niet dat het bezwaar ter kennis moet worden gebracht van de overheid waarvan de belasting wordt betwist;

- artikel 10 voorziet in bepalingen waaruit blijkt dat de overheid waarvan een belasting wordt betwist, niet op de hoogte wordt gebracht van het ingestelde bezwaar en derhalve niet in staat is haar opmerkingen op het beroep te laten gelden; zij wordt ook niet in kennis gesteld van de beslissing of de ontstentenis van beslissing.

A.115. Enkel de algemene rechtsbeginselen zijn van toepassing in het geval van het onderzoek van de beroepen door de bestendige deputatie, terwijl het rechtsprekend college de procedureregels die zijn voorgeschreven door het koninklijk besluit van 17 december 1987 in acht dient te nemen.

Verschillen zijn er ook met betrekking tot de motivering van de beslissingen, de aard van de administratieve beslissing, die slechts een gezag van « beslissing » heeft, het aangeboden beroep, de termijn waarbinnen het dient te worden ingesteld, en de aard van de procedure, die inquisitoriaal is indien het beroep bij de Raad van State moet worden ingesteld.

Uit de vergelijking van de regels die betrekking hebben op de administratieve procedure van het beroep voor de bestendige deputatie en die welke betrekking hebben op de juridictionele procedure voor het rechtsprekend college blijkt dat aan de Waalse en de Vlaamse gemeenten, alsmede aan hun belastingplichtigen, fundamentele waarborgen worden ontzegd.

*Ten aanzien van de verantwoording van het verschil in behandeling*

A.116. De « diskwalificatie » van het beroep bij de bestendige deputatie is verantwoord door het feit dat « in de praktijk het onderzoek van de bezwaren door de bestendige deputatie was toevertrouwd aan ambtenaren van het provinciale bestuur en dat, door het toekennen van een administratief karakter aan het bezwaar voor de bestendige deputatie, de wetgever enkel de bestaande situatie bevestigt ».

Ook blijkt dat de wetgever zich heeft willen houden aan het voormelde artikel 83quinquies, § 2, zonder rekening te houden met het feit dat het, volgens hem, ondenkbaar was dat de Brusselse Gewestregering, als toezichhoudende overheid, zou tussenkomen in de fiscale geschillen van de gemeenten.

A.117. Om de pertinentie van die verantwoording te betwisten neemt de stad Charleroi de argumentatie over die door de gemeente Schaarbeek is uiteengezet.

*Tweede middel**Eerste onderdeel**1° Ten aanzien van het tot stand gebrachte verschil in behandeling*

A.118. De door de wet teweeggebrachte discriminatie tussen de Waalse en Vlaamse gemeenten ten opzichte van hun belastingplichtigen vloeit voort uit het feit dat de niet als partij in het geding beschouwde gemeentelijke overheid waarvan de betwiste belasting uitgaat, niet in kennis wordt gesteld van het bezwaar dat bij de bestendige deputatie wordt ingesteld, noch wordt verzocht haar opmerkingen daarop te kennen te geven, en zelfs niet in kennis wordt gesteld van de genomen beslissing of van de ontstentenis van beslissing.

A.119. Bij ontstentenis van uitdrukkelijke bepalingen in die zin ziet men niet de motieven die de bestendige deputatie ertoe zouden verplichten de overheid op de hoogte te brengen van het feit dat een bezwaar is ingesteld of haar kennis te geven van haar beslissing.

*2° De verantwoording van de discriminatie*

A.120. Het motief volgens hetwelk de belastingheffende overheid geen partij bij de zaak zou kunnen zijn, rekening houdend met de procedure inzake federale inkomstenbelastingen, procedure die de aangevochten wet wilde verwerpen, kan het ingestelde verschil in behandeling niet verantwoorden. In dat geval is het immers het orgaan van de overheid zelf waarvan de belasting uitgaat dat belast is met het onderzoek van het beroep.

*Tweede onderdeel*

A.121. Het middel is ontvankelijk in zoverre het het verschil in behandeling dat door de wet wordt teweeggebracht tussen de gemeentelijke overheden waarvan een belasting uitgaat en de belastingplichtige in het geding brengt, doordat bij ontstentenis van een beslissing van de bestendige deputatie binnen een termijn van zes maanden, eventueel verlengd met drie maanden, het bezwaar wordt geacht gegrond te zijn.

De motieven die zijn aangevoerd om artikel 10, derde lid, te verantwoorden, zijn niet pertinent (Verslag namens de Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt, *Gedr. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 461/4, pp. 24 en 25).

*Memorie van antwoord van de Waalse Regering**Ten aanzien van het eerste middel**Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

A.122. De Ministerraad en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering geven tegengestelde interpretaties aan artikel 83quinquies van de bijzondere wet van 12 januari 1989. Geen van beide legt uit waarom het verantwoord zou zijn een verschillende behandeling voor te behouden aan de belastingplichtigen van de andere twee gewesten.

Dat toont aan dat artikel 9 van de aangevochten wet een ondeelbaar geheel vormt. De grieven van de Waalse Regering hebben betrekking op artikel 9 in zijn geheel en niet enkel op artikel 9, tweede lid.

De door de Waalse Regering geformuleerde grieven hebben ook betrekking op de bepalingen van de aangevochten wet die onlosmakelijk met artikel 9 zijn verbonden.

Daaruit volgt dat de eerste door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aangevoerde exceptie van onontvankelijkheid van het middel niet kan worden ingewilligd.

A.123. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering betwist ook ten onrechte het belang bij het middel om reden dat de vernietiging van artikel 9, tweede lid, van de wet van 24 december 1996 de herinvoering van de vroegere regeling niet mogelijk zou maken.



Enerzijds, verwacht de Brusselse Hoofdstedelijke Regering het belang bij het middel en de gevolgen van een vernietigingsarrest. Anderzijds, zal, in geval van vernietiging, de federale wetgever lering uit het vernietigingsarrest moeten trekken.

*Ten gronde*

A.124. De categorieën van belastingplichtigen waarnaar de Waalse Regering verwijst zijn vergelijkbaar, wat niet wordt betwist.

Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat, toen de wetgever besliste een einde te maken aan het rechtsprekende karakter van de aan de bestendige deputatie toevertrouwde opdracht, hij dat hoofdzakelijk heeft gedaan met de bedoeling de wet aan een feitelijk bestaande situatie aan te passen. Die verantwoording is niet pertinent.

A.125. Onder de gelding van de wet van 23 december 1986 trad de bestendige deputatie rechtsprekend op wanneer zij uitspraak deed over bezwaren. Zij handelde als een onafhankelijk en onpartijdig met eigenlijke rechtspraak belast orgaan, zelfs indien zij organiek met het provinciale bestuur verbonden was.

Toch kon die rechtsprekende opdracht slechts met naleving van het koninklijk besluit van 17 september 1987 worden uitgeoefend, met inachtneming van het beginsel van de tegenspraak en de rechten van de verdediging, met onderzoek van de grieven gericht tegen de belastingverordening gegrond op het aanslagbiljet en zonder dat een bijzonder gevolg moet worden verbonden aan de ontstentenis van beslissing van de bestendige deputatie binnen een bepaalde termijn (voor al deze punten zie de rechtspraak van het Hof van Cassatie).

A.126. Meer fundamenteel is de betwiste maatregel niet pertinent in het licht van het nagestreefde doel en hij is in ieder geval volkomen onevenredig rekening houdend met de teweegebrachte gevolgen en de in het geding zijnde beginselen, vermits een politiek recht - het *ius tributii* - voor de toekomst ontsnapt aan de jurisdictionele bescherming die in artikel 145 van de Grondwet is verankerd.

A.127. De Ministerraad werpt tevergeefs op dat die rechtsbescherming nog wordt verzekerd voor het hof van beroep : zij wordt niet meer verzekerd voor de bestendige deputatie, terwijl zij nog wel wordt verzekerd voor het rechtsprekend college.

A.128. De wet van 24 december 1996 bepaalt niet dat de belastingplichtigen en de gemeenten partij in het geding zijn voor de bestendige deputatie, noch dat zij het dossier kunnen raadplegen, noch dat zij memories kunnen uitwisselen, noch dat zij in kennis worden gesteld van de datum van de openbare terechtzitting. Zij bepaalt niet dat de partijen op een terechtzitting kunnen verschijnen en zich kunnen laten bijstaan door een advocaat, noch dat zij worden opgeroepen in het geval van verhoor van getuigen. Zij bepaalt niet dat de leden van de bestendige deputatie kunnen worden gewraakt.

A.129. Artikel 10, vierde lid, bepaalt niet dat de beslissing of de ontstentenis van beslissing van de bestendige deputatie ter kennis moet worden gebracht van de overheid waarvan de belasting uitgaat. Die overheid kan dus niet bepalen of een beroep moet worden ingesteld tegen de beslissing of de ontstentenis van beslissing van de bestendige deputatie. Dat stilzwijgen van de wet kan niet worden aangevuld door de omzendbrief van 12 juni 1997, die door de Ministerraad wordt aangevoerd.

A.130. Uit de parlementaire voorbereiding van de aangevochten wet blijkt dat de federale wetgever een einde heeft willen maken aan het rechtsprekend karakter van de ter zake aan de bestendige deputatie verleende opdracht. Hij zou derhalve aan het rechtsprekende college geen bevoegdheden kunnen toekennen met betrekking tot het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

A.131. De omstandigheid dat, onder de vroegere regeling, de bestendige deputatie een opdracht van rechtsprekende aard uitvoerde, is volkomen irrelevant. Het heeft weinig belang dat het rechtsprekend college reeds bevoegd was vóór de inwerkingtreding van de aangevochten wet vermits de bestendige deputaties toen zelf een rechtsprekende taak uitvoerden.

*Ten aanzien van het tweede middel*

A.132. Bij artikel 14, 6°, van de aangevochten wet wordt de wet van 23 december 1986 opgeheven. Krachtens artikel 15 is de aangevochten wet van toepassing op de provincie- en gemeentebelastingen die contant worden geïnd vanaf 1 januari 1997 of die in kohieren zijn opgenomen welke vanaf dezelfde datum uitvoerbaar worden verklaard. De gemeenten en de provincies hebben niet over een voldoende termijn beschikt om zich de nieuwe regeling eigen te maken. De Ministerraad, die zich baseert op de preciseringen die in de artikelen 14 en 15 van de aangevochten wet zijn aangebracht door de omzendbrief van 12 juni 1997, besluit dat bezwaren thans aanhangig kunnen worden gemaakt bij de bestendige deputatie, hetzij in de hoedanigheid van rechtsprekende overheid op grond van de wet van 1986, hetzij in de hoedanigheid van administratieve overheid, op grond van de wet van 1996, voor belastingen die betrekking hebben op het dienstjaar 1996. Dat is juist wat de Waalse Regering aanklaagt.

In die interpretatie brengt de aangevochten wet een volkomen onverantwoord verschil in behandeling teweeg onder de in 1996 belaste belastingplichtigen, naargelang zij onder de toepassing van de wet van 23 december 1986 of onder de toepassing van de wet van 24 december 1996 vallen.

A.133. De Ministerraad erkent dat de wet van 1986 van toepassing blijft op de belastingen die tot 31 december 1996 zijn ingekohierd. Dat criterium is niet toelaatbaar.

A.134. De door beëdigde ambtenaren opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel, terwijl zij slechts een informatieve waarde hebben wanneer zij door niet-beëdigde ambtenaren worden opgesteld. Dat is een fundamenteel verschil. Sommige belastingen van het dienstjaar 1996 die niet vóór 31 december 1996 konden worden ingekohierd zullen dus misschien niet door de gemeenten of de provincies kunnen worden ingevorderd.

*Ten aanzien van het beroep ingesteld door de stad Charleroi en de gemeente Schaarbeek*

A.135. De Ministerraad betwist ten onrechte het belang bij het beroep van de gemeente Schaarbeek om reden dat de aangevochten bepalingen de vroeger van kracht zijnde bepalingen slechts zouden bevestigen.

Een natuurlijke persoon of een rechtspersoon verliest immers niet zijn belang bij het beroep enkel op grond van het feit dat de wetsbepaling waarvan hij de vernietiging vordert, zich beperkt tot het overnemen van de vroegere regeling.

Daarentegen is de aangevochten wet vernieuwend in zoverre zij een beroep van jurisdictionele aard organiseert voor de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, terwijl zij een beroep van administratieve aard organiseert voor de gemeenten van de andere gewesten.

A.136. De middelen die worden aangevoerd door de stad Charleroi en de gemeente Schaarbeek hebben enkel betrekking op de artikelen 9 tot 11 en de artikelen 13 en 14, 5°, van de wet van 24 december 1996.

De omvang van het beroep dient dus tot die bepalingen te worden beperkt.

*Ten aanzien van de toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989*

A.137. De inkohierungen, de uitvoerbaarverklaringen en de inningen die door de gemeenten en de provincies zijn verricht sedert 1 januari 1997, datum van inwerkingtreding van de aangevochten wet, kunnen niet in het geding worden gebracht.

Mochten de bepalingen waarop zij zijn gegrond, door het Arbitragehof worden vernietigd, dan zou de rechtszekerheid vereisen dat het Hof, met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, de gevolgen van die bepalingen handhaaft, op zijn minst tot de datum van het te wijzen arrest.

Mocht, daarentegen, het Hof zich beperken tot het vernietigen van de bepalingen van de aangevochten wet die de bezwaarprocedure en de beroepen regelen of die ermee verbonden zijn, dan lijkt het niet onontbeerlijk de gevolgen van die bepalingen voor de algemene bepalingen te handhaven.

- B -

*Ten aanzien van de in het geding zijnde bepalingen*

B.1. De aangevochten wet van 24 december 1996 wijzigt de regels betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen. Zij bevat bepalingen betreffende de invordering (artikel 3), de kohieren (artikel 4), het aanslagbiljet (artikel 5), de ambtshalve vaststelling van de belastingaanslag (artikel 6), de vaststelling van overtredingen (artikel 7), de onderzoeksbevoegdheden van de ambtenaren (artikel 8), de bezwaren en beroepen (artikelen 9 tot 11), de verwijzing naar diverse bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen (artikel 12), opheffingsbepalingen (artikelen 13 en 14) alsmede de vaststelling van de inwerkingtreding van de wet (artikel 15).

B.2. De aangevochten bepalingen zijn, in hoofdzaak, de artikelen 9 tot 11, die bepalen :

« Art. 9. De belastingplichtige kan bezwaar indienen bij de bestendige deputatie die handelt als administratieve overheid.

In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt het bezwaar bij het rechtsprekend college ingediend.

Het bezwaar moet schriftelijk gebeuren, met redenen omkleed zijn en overhandigd of per post verzonden worden binnen drie maanden, hetzij van de verzending van het aanslagbiljet, hetzij van de datum van de contante betaling.

Van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs afgegeven. Het indienen van een bezwaar ontslaat de belastingplichtige niet van de betaling van de belasting.

Art. 10. De bestendige deputatie gaat na of de betwiste belasting en de eventueel opgelegde verhoging van rechten verschuldigd zijn en beveelt de vermindering van het bedrag dat ten onrechte is geheven. Zij kan de betwiste belasting niet vermeederen. Zij oordeelt tevens over de wettigheid en de regelmatigheid van het aanslagbiljet.

Zij doet binnen zes maanden na de datum waarop het ontvangstbewijs werd verstuurd, uitspraak bij met redenen omklede beslissing, waarvan aan de eiser kennis wordt gegeven bij ter post aangetekende brief.

Bij ontstentenis van beslissing binnen de termijn van zes maanden, wordt de termijn met drie maanden verlengd. Bij ontstentenis van een beslissing na het verstrijken van die termijn van negen maanden, wordt het bezwaar geacht gegrond te zijn.

De beslissing van de bestendige deputatie of de aanwezigheid van een beslissing binnen de voorgeschreven termijn van negen maanden wordt onverwijld aan de indiener van het bezwaar betekend. De kennisgeving vermeldt tevens de termijn waarbinnen de eiser beroep kan instellen bij het hof van beroep.

Art. 11. Tegen de beslissing van de bestendige deputatie of de afwezigheid van een beslissing binnen de voorgeschreven termijn kan een beroep worden ingesteld bij het hof van beroep in het rechtsgebied waarin de belasting is gevestigd.

De vormen en de termijnen van dit beroep evenals de rechtspleging en de voorziening in cassatie tegen het arrest van het hof van beroep, worden geregeld zoals inzake rijksinkomstenbelastingen en gelden voor alle bij het geding betrokken partijen.

Een afschrift van het verzoekschrift van het beroep moet, op straffe van verval, binnen een termijn van veertig dagen aan de bestendige deputatie ter kennis worden gebracht door middel van een aangetekend schrijven of ter griffie van de bestendige deputatie worden neergelegd. »

B.3. Door de Waalse Regering worden bovendien aangevochten :

- artikel 4, § 3, 9°, volgens hetwelk de kohieren » de termijn [vermelden] waarbinnen de belastingplichtige bezwaar kan indienen, de benaming en het adres van de instantie die bevoegd is om deze te ontvangen »;

- artikel 13, dat de bij artikel 603, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek voorgeschreven bevoegdheid van het hof van beroep handhaaft om kennis te nemen van de voorzieningen tegen de beslissingen van de bestendige deputaties, maar de bepaling schrapt die eiste dat de waarde van de aanvraag ten minste 10.000 frank bereikte;

- artikel 14, 5°, dat artikel 609, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek opheft, volgens hetwelk het Hof van Cassatie uitspraak doet over de voorzieningen in cassatie tegen beslissingen van de bestendige deputaties wanneer de waarde van de aanvraag geen 10.000 frank bereikt;

- artikel 15, dat bepaalt dat « deze wet [...] van toepassing [is] op de provincie- en gemeentebelastingen die contant worden geïnd vanaf 1 januari 1997 of die in kohieren zijn opgenomen welke vanaf dezelfde datum uitvoerbaar worden verklaard ».

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

B.4. De stad Charleroi doet blijken van een belang bij haar beroep doordat de bezwaren tegen de belastingen die worden geheven door een gemeente van het Waalse Gewest voortaan worden toevertrouwd aan de bestendige deputatie, die als administratieve overheid optreedt terwijl zij vroeger als een rechtscollege optrad. Een dergelijke wijziging kan de situatie van de stad Charleroi ongunstig raken in haar geschillen met belastingplichtigen die gemeentebelastingen verschuldigd zijn vermits zij daarbij niet meer de waarborgen zal genieten die eigen zijn aan de jurisdictionele procedures.

B.5. De gemeente Schaarbeek wordt niet op dezelfde wijze in haar situatie geraakt vermits de bepalingen, voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, het vroeger bestaande jurisdictionele beroep handhaven.

De andere bepalingen van artikel 9 raken de gemeente Schaarbeek evenmin vermits zij betrekking hebben op de - voortaan administratieve - beroepen die aan de bestendige deputaties worden toevertrouwd.

B.6. Om haar belang bij de vernietiging van de andere door haar aangevochten bepalingen aan te tonen, voert de gemeente Schaarbeek aan dat de beroepen tegen de beslissingen van het rechtsprekend college, die tot nog toe tot de bevoegdheid van het hof van beroep behoorden, voortaan voor de Raad van State zouden worden gebracht.

Noch uit de tekst van de aangevochten bepalingen, noch uit de parlementaire voorbereiding ervan, blijkt dat de wetgever de beroepen tegen de beslissingen van het rechtsprekend college aan het hof van beroep zou hebben willen onttrekken.

Het tweede lid van artikel 9 van de aangevochten wet heeft als oorsprong een amendement dat tot doel had zich te richten naar artikel 83quinquies van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen en te vermijden dat het « de Brusselse regering, de toezichhoudende overheid dus, [zou zijn die] fiscale geschillen zou beslechten » (*Gedr. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 461/6). In voltallige zitting van de Kamer werd herhaald dat het amendement beoogde « de rechtsprekende bevoegdheid terug [te] geven aan het rechtscollege » (*Beknopt Verslag*, Kamer, zitting van 7 november 1996).

De aangevochten bepalingen dienen in die zin te worden geïnterpreteerd dat zij de bevoegdheid van de hoven van beroep om, in tweede aanleg, kennis te nemen van alle bezwaren inzake gemeente- en provinciebelastingen in de drie gewesten van het land handhaven.

B.7. Daaruit volgt dat de gemeente Schaarbeek niet doet blijken van een belang bij haar beroep.

#### *Ten gronde*

##### *Ten aanzien van de middelen gericht tegen de artikelen 9, 10 en 11 van de wet van 24 december 1996*

B.8. Aangezien het beroep van de gemeente Schaarbeek onontvankelijk is, dient het middel dat rechtstreeks is afgeleid uit de schending van de artikelen 163 van de Grondwet en 83quinquies van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen niet te worden onderzocht. Wel dienen te worden onderzocht de middelen die zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang gelezen met andere grondwets- of wetsbepalingen.

B.9. Artikel 9 van de aangevochten wet onderwerpt de bezwaren tegen provincie- of gemeentebelastingen voortaan aan twee verschillende soorten beroepen : in het Vlaamse en het Waalse gewest vormen zij het voorwerp van een administratief beroep; in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest vormen zij het voorwerp van een juridictioneel beroep.

B.10. Wanneer de federale wetgever een juridictioneel beroep heeft georganiseerd dat openstond voor elke persoon die een bezwaar indiende tegen een provinciale of een gemeentelijke belasting, mag hij de belastingplichtigen van een gewest de juridictionele waarborgen niet ontnemen die de wet aan de belastingplichtigen van een ander gewest blijft toekennen, tenzij objectieve en redelijke argumenten dat verschil in behandeling verantwoorden.

B.11. De bepaling van artikel 9 die stelt dat de bestendige deputatie voortaan als administratieve overheid handelt, werd verantwoord door de overweging dat in de praktijk het onderzoek van de bezwaren door de bestendige deputatie werd toevertrouwd aan ambtenaren van het provinciale bestuur en dat, aangezien een administratief karakter wordt toegekend aan het bezwaar voor de bestendige deputatie, de wetgever enkel de bestaande situatie zou bevestigen (*Gedr. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 461/4, p. 24).

B.12. Een dergelijke vaststelling kan niet verantwoorden dat aan een categorie van belastingplichtigen de waarborgen die door een juridictioneel beroep worden geboden, worden onttrokken.

B.13. In het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, waarvan het grondgebied onttrokken is aan de indeling in provincies, was het niet mogelijk de bezwaren aan een bestendige deputatie toe te vertrouwen en het werd niet opportuun geacht ze aan de Brusselse Regering toe te vertrouwen, om de reden vermeld in B.6.

Maar dat structureel verschil kan niet verantwoorden dat in het Vlaamse Gewest en in het Waalse Gewest de belastingplichtigen verstoken zijn van de juridictionele waarborgen die de belastingplichtigen in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest genieten.

De middelen zijn gegrond in zoverre zij zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.14. Vanwege hun onlosmakelijk karakter dienen de artikelen 9, 10 en 11 van de aangevochten wet te worden vernietigd, alsmede, bij wege van gevolgtrekking, de artikelen 13 en 14, 5°, en artikel 14, 6°, in zoverre het de bepalingen van de wet van 23 december 1986 betreffende de invordering en de geschillen ter zake van provinciale en plaatselijke heffingen, die werden vervangen door de bepalingen die moeten worden vernietigd, opheft.

Er is daarentegen geen reden om artikel 4, § 3, 9°, dat niet onlosmakelijk is verbonden met de artikelen die moeten worden vernietigd en waartegen geen enkel middel wordt aangevoerd, te vernietigen.

##### *Ten aanzien van het tweede middel van de Waalse Regering gericht tegen andere bepalingen van de wet van 24 december 1996*

B.15. De Waalse Regering verwijt de aangevochten wet dat zij de wet van 23 december 1986 betreffende de invordering en de geschillen ter zake van provinciale en plaatselijke heffingen afschaft, zonder in overgangsbepalingen te hebben voorzien, wat de rechtszekerheid zou schaden en zou leiden tot discriminaties onder de in 1996 belaste belastingplichtigen. Het middel is gericht tegen artikel 15 van de aangevochten wet, dat de inwerkingtreding ervan vaststelt.

Sommige in 1996 geheven belastingen die echter niet vóór 31 december 1996 konden worden ingekohierd, zouden onder toepassing van de aangevochten wet vallen, terwijl de belastingen van 1996 die wel vóór 31 december 1996 werden ingekohierd, zouden worden onderworpen aan de wet van 23 december 1986. De ontstentenis van een overgangsregeling zou tot gevolg hebben dat het voor de gemeenten onmogelijk zou zijn over te gaan tot invordering. Ambtenaren zouden in 1996 inbreuken hebben vastgesteld, terwijl zij niet waren « beëdigd [en] daartoe speciaal aangewezen [...] door de overheid die [...] bevoegd is om de belastingkohieren vast te stellen », zoals wordt vereist bij artikel 7 van de aangevochten wet.

Zo ook zou de procedure van ambtshalve vaststelling van de belastingaanslag, waarin artikel 6 voorziet, niet in werking kunnen worden gesteld indien zij niet zo strikt was georganiseerd in de belastingverordening van het jaar 1996. De belastingplichtigen, ingekohierd vóór 31 december 1996, die de vereiste betalingen vóór die datum hebben verricht, zouden daarentegen niet onder de toepassing van de aangevochten wet vallen.

B.16. In het middel worden discriminaties aangeklaagd waarvan in het ene geval sommige belastingplichtigen, en in het andere geval sommige belastingheffende overheden het slachtoffer zouden zijn.

In het geval van de belastingplichtigen is het enkele feit dat sommigen onder hen, zelfs voor het dienstjaar 1996, aan de nieuwe modaliteiten inzake vestiging en invordering onderworpen zouden zijn terwijl anderen aan de oude modaliteiten onderworpen zouden blijven, niet voldoende om een discriminatie vast te stellen.

In het geval van de belastingheffende overheden is het mogelijk, zoals de Waalse Regering aanvoert, dat de nieuwe wet moeilijkheden oplevert die door overgangsbepalingen hadden kunnen worden vermeden. Maar een dergelijke grief alleen volstaat niet om aan te tonen dat gemeenten of provincies daardoor het slachtoffer zouden zijn van een discriminatie die aan de aangevochten wet zou zijn toe te schrijven.

B.17. Het middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van de handhaving van de gevolgen van de vernietigde bepalingen*

B.18. In acht genomen de moeilijkheden die zouden voortvloeien uit de terugwerkende kracht van de vernietiging bij de behandeling van de lopende bezwaren, dienen met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, de gevolgen van de vernietigde bepalingen te worden gehandhaafd ten aanzien van de beslissingen die door de bestendige deputaties zijn gewezen vóór de datum van bekendmaking van dit arrest in het *Belgisch Staatsblad*.

Om die redenen,

het Hof

- verklaart het door de gemeente Schaarbeek ingestelde beroep onontvankelijk;
- vernietigt de artikelen 9, 10, 11, 13, 14, 5°, en 14, 6°, die laatste bepaling binnen de perken aangegeven in B.14, van de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;
- verwerpt voor het overige het door de Waalse Regering ingestelde beroep;
- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepalingen ten aanzien van de beslissingen van de bestendige deputaties gewezen vóór de datum van bekendmaking van dit arrest in het *Belgisch Staatsblad*.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 18 maart 1998.

De griffier,  
L. Potoms.

De voorzitter,  
M. Melchior.

### SCHIEDSHOF

D. 98 — 836

[C — 98/21130]

Urteil Nr. 30/98 vom 18. März 1998

Geschäftsverzeichnissrn. 1117, 1118 und 1119

*In Sachen:* Klagen auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 über die Festlegung und die Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern, erhoben von der Gemeinde Schaerbeek, der Stadt Charleroi und der Wallonischen Regierung.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern P. Martens, G. De Baets, E. Cereche, H. Coremans und A. Arts, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. Gegenstand der Klagen

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 30. Juni 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 1. Juli 1997 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben die Gemeinde Schaerbeek, mit Amtssitz im Gemeindehaus, place Colignon, 1030 Brüssel, die Stadt Charleroi, mit Amtssitz im Rathaus, place Charles II, 6000 Charleroi, und die Wallonische Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Jambes, Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 über die Festlegung und die Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Dezember 1996, dritte Ausgabe).

#### II. Verfahren

Durch Anordnungen vom 1. Juli 1997 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der jeweiligen Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 2. Juli 1997 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 14. August 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert; mit denselben Briefen wurde die Verbindungsanordnung notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. August 1997.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- dem Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, mit am 29. September 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Wallonischen Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Jambes, mit am 2. Oktober 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, rue Ducale 7-9, 1000 Brüssel, mit am 2. Oktober 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 9. Oktober 1997 hat der Vorsitzende M. Melchior festgestellt, daß der Schriftsatz der Flämischen Regierung nach Ablauf der gemäß Artikel 85 des organisierenden Gesetzes vorgesehenen Frist eingereicht worden ist, und zur Einreichung eventueller schriftlicher Bemerkungen eine achttägige Frist vom Tag der Notifikation der Anordnung an eingeräumt.

Diese Anordnung wurde der Flämischen Regierung und deren Rechtsanwalt mit am 10. Oktober 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die Flämische Regierung hat mit am 15. Oktober 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief schriftliche Bemerkungen eingereicht.

Durch Anordnung vom 28. Oktober 1997 hat der Hof den von der Flämischen Regierung eingereichten Schriftsatz für unzulässig erklärt und ihn von der Verhandlung ausgeschlossen.

Diese Anordnung wurde der Flämischen Regierung und deren Rechtsanwalt mit am 29. Oktober 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 7. November 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- dem Ministerrat, mit am 4. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Gemeinde Schaerbeek, mit am 8. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Stadt Charleroi, mit am 8. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Wallonischen Regierung, mit am 8. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, mit am 8. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 25. November 1997 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 30. Juni 1998 verlängert.

Durch Anordnung vom 28. Januar 1998 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 18. Februar 1998 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 29. Januar 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 18. Februar 1998

- erschienen

- RA J. Bourtembourg, in Brüssel zugelassen, für die Gemeinde Schaerbeek und die Stadt Charleroi,
- RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen, für die Wallonische Regierung,
- RA M. Mahieu, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,
- RA in K. Leus, in Brüssel zugelassen, für die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

- haben die referierenden Richter P. Martens und G. De Baets Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

### III. In rechtlicher Beziehung

- A -

#### *Klageschrift der Stadt Charleroi*

##### *Erster Klagegrund*

A.1. Das Gesetz vom 24. Dezember 1996 über die Festlegung und die Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern verstoße gegen die Artikel 10, 11 und 163 der Verfassung sowie gegen Artikel 83<sup>quinquies</sup> des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 bezüglich der Brüsseler Institutionen, insofern die dadurch eingeführte Beschwerde gegenüber den Gemeindesteuern in der Wallonischen und der Flämischen Region administrativer Art sei und beim ständigen Ausschuß eingereicht werde, während sie in der Region Brüssel-Hauptstadt gerichtlicher Art sei und beim rechtsprechenden Kollegium eingereicht werde; außerdem könnten die Beschlüsse des ständigen Ausschusses Gegenstand eines Einspruchs beim Appellationshof sein, während die Beschlüsse des rechtsprechenden Kollegiums nur Gegenstand einer Nichtigkeitsklage beim Staatsrat aufgrund von Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat sein könnten.

Die objektiven und vernünftigen Gründe zur Rechtfertigung dieses Behandlungsunterschieds zwischen zwei Kategorien von vergleichbaren Gemeinden seien nicht erkennbar.

A.2. Die Mißachtung der Verfassungsregeln der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung werde verschlimmert durch den Umstand, daß das Gesetz dem rechtsprechenden Kollegium als rechtsprechendem Organ die Ausübung einer Zuständigkeit anvertraue, die zu anderen Angelegenheiten gehöre als denjenigen, die in den Artikeln 127 und 128 der Verfassung vorgesehen seien, wobei diese Zuständigkeit in der Wallonischen und der Flämischen Region durch den ständigen Ausschuß ausgeübt werde, und zwar unter Mißachtung von Artikel 163 der Verfassung.

Darüber hinaus übertrage Artikel 83<sup>quinquies</sup> des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 dem rechtsprechenden Kollegium nur die rechtsprechenden Aufgaben, die in den Provinzen durch den ständigen Ausschuß ausgeführt würden.

##### *Zweiter Klagegrund*

A.3. Das angefochtene Gesetz verstoße gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem es nicht vorsehe, daß die Behörde, von der die den Gegenstand einer Beschwerde beim ständigen Ausschuß bildende Besteuerung ausgehe, über diese Beschwerde informiert werden müsse, und folglich auch nicht, daß sie ihre diesbezüglichen Bemerkungen geltend machen kann, und genausowenig, daß sie von dem Beschluß oder dem Ausbleiben eines Beschlusses über die eingereichte Beschwerde in Kenntnis gesetzt werden müsse; überdies sehe das Gesetz vor, daß das Ausbleiben des Beschlusses des ständigen Ausschusses innerhalb einer Frist von sechs Monaten, die gegebenenfalls um drei Monate verlängert werde, beinhalte, daß die Beschwerde begründet sei.

##### *Erster Teil*

A.4. Die Gründe, aus denen die Behörde, von der die angefochtene Steuer ausgehe, nicht als «Verfahrenspartei» im Rahmen der beim ständigen Ausschuß eingereichten Beschwerde angesehen werde, seien nicht erkennbar. Das Nichtvorhandensein der Intervention der Behörde, von der die angefochtene Steuer ausgehe, könnte den ständigen Ausschuß daran hindern, in vollständiger Kenntnis der faktischen und rechtlichen Umstände der fraglichen Situation zu entscheiden.

##### *Zweiter Teil*

A.5. Die objektiven und vernünftigen Gründe, die es rechtfertigen würden, daß die Beschwerde nach Ablauf der Frist, die dem ständigen Ausschuß für seine Beurteilung eingeräumt werde, als begründet angesehen werde, seien nicht erkennbar.

*Klageschrift der Gemeinde Schaerbeek  
Erster Klagegrund*

A.6. Das angefochtene Gesetz verstoße gegen Artikel 163 der Verfassung sowie gegen Artikel 83*quinquies* des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 bezüglich der Brüsseler Institutionen, insofern es dem rechtsprechenden Kollegium, das heißt einer Institution, deren Mitglieder von der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt bestimmt würden, eine Befugnis verleihe, die in der Wallonischen und der Flämischen Region durch den ständigen Ausschuß ausgeübt werde und sich nicht auf eine zu den Gemeinschaftsbefugnissen gehörende Angelegenheit im Sinne der Artikel 127 und 128 der Verfassung beziehe.

*Zweiter Klagegrund*

A.7. Das angefochtene Gesetz verstoße gegen die Artikel 10, 11 und 163 der Verfassung sowie Artikel 83*quinquies* des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 bezüglich der Brüsseler Institutionen, insofern die dadurch gegen die Gemeindesteuern in der Wallonischen und der Flämischen Region eingeführte Beschwerde administrativer Art sei und beim ständigen Ausschuß einzureichen sei, während sie in der Region Brüssel-Hauptstadt gerichtlicher Art sei und beim rechtsprechenden Kollegium eingereicht werde; überdies könnten die Beschlüsse des ständigen Ausschusses nur Gegenstand eines Einspruchs beim Appellationshof sein, während die Beschlüsse des rechtsprechenden Kollegiums nur Gegenstand einer Nichtigkeitsklage beim Staatsrat gemäß Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat sein könnten.

A.8. Es sei nicht zu erkennen, welche objektiven und vernünftigen Gründe es rechtfertigten, daß lediglich die wallonischen und flämischen Gemeinden sowie ihre Steuerpflichtigen die Möglichkeit eines Einspruchs beim Appellationshof gegen die Entscheidungen des in der ersten Instanz mit der Prüfung der Beschwerden gegen die Gemeindesteuern beauftragten Organs besäßen, nicht aber die Brüsseler Gemeinden und ihre Steuerpflichtigen, denen folglich die Vorteile und Garantien einer Abänderungsklage beim Appellationshof versagt würden.

A.9. Die Mißachtung der Verfassungsregeln der Gleichheit und Nichtdiskriminierung werde verschlimmert durch den Umstand, daß das angefochtene Gesetz Artikel 163 der Verfassung und Artikel 83*quinquies* des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 verletze, indem es dem rechtsprechenden Kollegium als Organ der Gerichtsbarkeit die Ausübung einer Zuständigkeit übertrage, die zu anderen Angelegenheiten gehöre als diejenigen, die in den Artikeln 127 und 128 der Verfassung vorgesehen seien, während diese Zuständigkeit in der Wallonischen und der Flämischen Region durch den ständigen Ausschuß ausgeübt werde.

*Klageschrift der Wallonischen Regierung  
Erster Klagegrund*

A.10. Das angefochtene Gesetz verstoße gegen die Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung, an sich sowie in Verbindung mit Artikel 145 der Verfassung.

Die Artikel 4 § 3 Nr. 9, 9, 10, 11, 13, 14 Nr. 5 und 15 führten Behandlungsunterschiede zwischen zwei Kategorien von Steuerpflichtigen ein, die Gemeinde- und Provinzialsteuern zu entrichten hätten.

Alle Steuerpflichtigen, außer in der Region Brüssel-Hauptstadt, verfügten nämlich über die Möglichkeit einer Verwaltungsbeschwerde in Anwendung der Artikel 9 Absatz 1 und 10 des angefochtenen Gesetzes. Sie könnten sich weder auf die mit einer gerichtlichen Beschwerde verbundenen Garantien berufen, noch auf die Bestimmungen des königlichen Erlasses vom 17. September 1987 über das Verfahren vor dem ständigen Ausschuß, falls dieser rechtsprechende Aufgaben erfüllt, in Anwendung der Artikel 11, 13 und 14 Nr. 5 des angefochtenen Gesetzes.

Umgekehrt verfügten die Steuerpflichtigen in der Region Brüssel-Hauptstadt über eine gerichtliche Beschwerdemöglichkeit bei dem in Artikel 83*quinquies* § 2 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 vorgesehenen Kollegium. Sie könnten sich auf die mit der gerichtlichen Beschwerde verbundenen Garantien und auf die Bestimmungen des obengenannten königlichen Erlasses vom 17. September 1987 berufen. Auf sie seien die Artikel 9 Absätze 3 und 4, 10 und 11 des angefochtenen Gesetzes nicht anwendbar.

A.11. Diese beiden Kategorien seien unbestreitbar vergleichbar.

A.12. Die Maßnahme sei nicht relevant im Hinblick auf die angestrebten Zielsetzungen. Sie sei in jedem Fall unverhältnismäßig angesichts ihrer Auswirkungen und der Grundsätze, um die es hier gehe.

A.13. Hinsichtlich der Steuerpflichtigen der Region Brüssel-Hauptstadt, auf die sich Artikel 9 Absatz 2 beziehe, sei nur schwer zu verstehen, warum sie als einzige noch in den Genuß eines gerichtlichen Schutzes und der im königlichen Erlaß vom 17. September 1987 vorgesehenen Garantien gelangten.

Der obengenannte Artikel 83*quinquies* § 2 könne einen solchen Behandlungsunterschied nicht rechtfertigen, da er sich auf Aufträge der Rechtsprechung beziehe, während das angefochtene Gesetz den ständigen Ausschüssen Aufträge administrativer Art übertrage.

A.14. Die Artikel 9 und 10 des angefochtenen Gesetzes sowie alle untrennbar damit verbundenen Bestimmungen, insbesondere die Artikel 4 § 3 Nr. 9, 11, 13, 14 Nr. 5, 14 Nr. 6 und 15, seien also für nichtig zu erklären.

*Zweiter Klagegrund*

A.15. Das angefochtene Gesetz verstoße gegen die Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung, insofern es kraft seines Artikels 15 auf Provinzial- und Gemeindesteuern anwendbar sei, die ab dem 1. Januar 1997 in bar eingenommen würden oder in Heberollen eingetragen seien, die ab demselben Datum für vollstreckbar erklärt würden. Im übrigen habe Artikel 14 Nr. 6 das Gesetz vom 23. Dezember 1986 auf, ohne eine Übergangsregelung vorzusehen.

Die angefochtenen Bestimmungen führten Behandlungsunterschiede unter den 1996 besteuerten Steuerpflichtigen ein, je nachdem, ob das Gesetz vom 23. Dezember 1986 oder dasjenige vom 24. Dezember 1996 auf sie anwendbar sei.

A.16. Gewisse Steuern des Rechnungsjahres 1996 seien 1996 eingenommen worden, hätten jedoch nicht vor dem 31. Dezember 1996 in die Heberolle eingetragen werden können.

Dies sei der Fall für Steuern, die aufgrund der Erklärungen der Steuerpflichtigen festgesetzt worden seien, oder für die Veranlagung der Steuer von Amts wegen in Ermangelung einer Erklärung, wegen falscher oder fehlerhafter Erklärung.

Es sei auch der Fall für gewisse Steuern, die 1996 in bar hätten eingenommen werden können, bei denen dies aber noch nicht geschehen sei. Das Einnahmeverfahren in bar müsse 1997 fortgesetzt werden, oder diese Steuern müßten Gegenstand einer vollstreckbaren Heberolle bei der Provinz oder der Gemeinde sein.

Auf diese Besteuerungen finde das angefochtene Gesetz Anwendung. Doch in Ermangelung einer Übergangsregelung und unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Nichtrückwirkung der Steuerverordnungen sei es den Gemeinden und Provinzen meist unmöglich, die Beitreibungen vorzunehmen.

So hätten Beamte zwar 1996 Übertretungen festgestellt, doch sie seien nicht «vereidigt [und] [...] von der Behörde, die [...] befugt ist, die Heberollen festzustellen, [...] dazu bestimmt worden», so wie es Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes erfordere.

Aus den gleichen Gründen könne die in Artikel 6 des angefochtenen Gesetzes vorgesehene Veranlagung der Steuer von Amts wegen nicht durchgeführt werden, wenn sie nicht auf ebenso strenge Weise in der Steuerverordnung des Jahres 1996 organisiert gewesen sei.

A.17. Umgekehrt sei das angefochtene Gesetz nicht auf die Steuerpflichtigen anwendbar, die vor dem 31. Dezember 1996 in die Heberolle eingetragen worden seien oder vor diesem Datum die erforderlichen Zahlungen getätigt hätten. Die angefochtenen Bestimmungen seien oft eine Belohnung für schlechte Zahler.

A.18. Die Artikel 14 Nr. 6 und 15 des angefochtenen Gesetzes seien für nichtig zu erklären.

#### *Schriftsatz des Ministerrates*

##### *In bezug auf die Zulässigkeit der Klagen*

A.19. Die Zulässigkeit der Klage der Wallonischen Region sei zwar unbestreitbar, und das Interesse der Stadt Charleroi an der Klageerhebung werde nicht bestritten, doch es sei nicht einzusehen, daß die eine oder andere Bestimmung des angefochtenen Gesetzes die Gemeinde Schaerbeek unmittelbar und nachteilig betreffen könnte.

Das angefochtene Gesetz bestätige in Artikel 9 Absatz 2 nur, daß in der Region Brüssel-Hauptstadt die Beschwerde gegen eine lokale Steuer beim rechtsprechenden Kollegium eingereicht werde. Die angefochtene Norm ändere also nichts an der Rechtslage der Gemeinde Schaerbeek.

##### *In bezug auf den Umfang der Klagen*

A.20. Obschon mit den drei Klagen die Nichtigkeitsklärung des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 insgesamt beantragt werde, lasse sich durch die Darlegungen in diesen Klagen der Gegenstand der Klageschriften auf die Nichtigkeitsklärung der Artikel 9 bis 11 des angefochtenen Gesetzes und - nebensächlich - die Nichtigkeitsklärung der Artikel 4 § 3 Nr. 9, 13, 14 Nr. 5, 14 Nr. 6 und 15 begrenzen. Es werde kein Klagegrund gegen die anderen Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes gerichtet. Die Prüfung der Klage müsse sich also auf die Verfassungsmäßigkeit der obengenannten Artikel beschränken.

##### *Zur Hauptsache*

##### *Erster Klagegrund der Gemeinde Schaerbeek*

A.21. Der Klagegrund entbehre der rechtlichen Grundlage, denn er ergebe sich aus einer fehlerhaften Lesart der Artikel 163 der Verfassung und 83quinquies des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989.

Aufgrund des Verschwindens der Provinz Brabant sei der ursprüngliche Artikel 1 der Verfassung, der zu Artikel 163 geworden sei, durch zwei neue Absätze ergänzt worden, die für die Region Brüssel-Hauptstadt eine Verteilung von Zuständigkeiten vornehme, die zuvor durch den Provinzialrat und den ständigen Ausschuß der Provinz Brabant aufgrund deren Beschaffenheit ausgeübt worden seien.

Man könne zwischen drei Kategorien von Zuständigkeiten unterscheiden: den Aufgaben der Provinzen, die zu den Gemeinschaftsbefugnissen gehören würden, den Zuständigkeiten der Provinzen, die mit regionalen Angelegenheiten zusammenhängen würden, und schließlich den anderen Angelegenheiten, die weder gemeinschaftlich noch regional seien und entweder durch die Region Brüssel-Hauptstadt oder durch eine andere Institution wahrgenommen würden, deren Mitglieder von der besagten Region gemäß den in einem mit besonderer Mehrheit angenommenen Gesetz festgelegten Modalitäten bestimmt würden; Artikel 83quinquies des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989, der durch Artikel 87 des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 eingefügt worden sei, diene jedoch ausgerechnet dazu, dem rechtsprechenden Kollegium der Region Brüssel-Hauptstadt die Rechtsprechungsaufgaben zu übertragen, die vom ständigen Ausschuß der ehemaligen Provinz Brabant ausgeübt worden seien.

A.22. Das angefochtene Gesetz entspreche vollständig den obengenannten Bestimmungen. Der Umstand, daß es die Eigenschaft ändere, aufgrund deren nunmehr der ständige Ausschuß handle - als Verwaltungsbehörde und nicht mehr als rechtsprechende Behörde -, sei unwesentlich, da diese Änderung nicht auf das rechtsprechende Kollegium der Region Brüssel-Hauptstadt Anwendung finde.

A.23. Der Klagegrund entbehre der rechtlichen Grundlage.

##### *Zweiter Klagegrund der Gemeinde Schaerbeek*

A.24. Dieser Klagegrund stütze sich auf das Postulat, daß die Beschlüsse des rechtsprechenden Kollegiums der Region Brüssel-Hauptstadt nicht Gegenstand eines Einspruchs vor dem Appellationshof, sondern lediglich vor dem Staatsrat sein könnten, dies im Gegensatz zu den Beschlüssen der ständigen Ausschüsse der Provinzen.

A.25. Artikel 11 des angefochtenen Gesetzes erwähne zwar nicht ausdrücklich, daß die Beschlüsse des rechtsprechenden Kollegiums Gegenstand eines Einspruchs beim Appellationshof sein könnten, doch eine vernünftige Auslegung dieser Bestimmung entsprechend der Kohärenz des Gesetzes und der Zielsetzung des Gesetzgebers verlange die Einbeziehung des rechtsprechenden Kollegiums in den neuen Sammelrahmen des «ständigen Ausschusses». Die vorgebliche Diskriminierung bestehe also nicht. Der Klagegrund entbehre der rechtlichen Grundlage.

##### *Erster Klagegrund der Stadt Charleroi*

##### *Erster Teil*

A.26. Der Klagegrund beruhe auf dem Postulat, daß die in der Region Brüssel-Hauptstadt durch das rechtsprechende Kollegium und in der Flämischen sowie der Wallonischen Region durch die ständigen Ausschüsse wahrgenommenen Aufgaben bei sonstigem Verstoß gegen die Grundsätze der Gleichheit und Nichtdiskriminierung von gleicher Art - administrativ oder rechtsprechend - sein und durch das gleiche Verfahren geregelt sein müßten.

A.27. Dieses Postulat sei in institutioneller Hinsicht nicht mit den objektiven Unterschieden zu vereinbaren, die zwischen dem aus der Aufteilung in Provinzen herausgenommenen Gebiet der Region Brüssel-Hauptstadt und den Gebieten der anderen Regionen, nämlich der Flämischen und der Wallonischen, in denen weiterhin Provinzen bestünden, vorhanden seien.

A.28. Diese unterschiedliche Situation finde ihren Ursprung in Artikel 5 der Verfassung und in den Übergangsbestimmungen, die in Titel IX Artikel VI §§ 1 bis 3 der Verfassung festgeschrieben seien. Es sei also müßig, dem Hof eine vorgebliche Diskriminierung zu unterbreiten, die ihren Ursprung in der Verfassung selbst finde.

A.29. Im übrigen werde die Aufgabe des rechtsprechenden Kollegiums der Region Brüssel-Hauptstadt durch ein Sondergesetz, insbesondere durch dessen Artikel 83*quinquies* § 2 festgelegt.

A.30. Unter Berücksichtigung dieser institutionellen und gesetzgeberischen Besonderheit der Region Brüssel-Hauptstadt habe der ordentliche Gesetzgeber durch das angefochtene Gesetz eigene Regeln für die ständigen Ausschüsse annehmen wollen, ohne die Aufgaben zu beeinträchtigen, die dem rechtsprechenden Kollegium in bezug auf provinzielle und kommunale Streitfälle für die Region Brüssel-Hauptstadt anvertraut worden seien.

A.31. Es werde nicht angefochten, daß das Gesetz vom 24. Dezember 1996 diesbezüglich die Eigenschaft, in der sich die ständigen Ausschüsse nunmehr in bezug auf Beschwerden gegen lokale Steuern aussprechen, abgeändert habe. Sie handelten fortan nicht mehr in der Eigenschaft als rechtsprechende Behörde, sondern, so wie es in Artikel 9 Absatz 1 des angefochtenen Gesetzes angeführt sei, als «Verwaltungsbehörde».

A.32. Hingegen sei die Eigenschaft, in der das rechtsprechende Kollegium in der Region Brüssel-Hauptstadt handle, nicht abgeändert worden.

A.33. Im übrigen werde über die Bezeichnungen als «Verwaltungsbehörde» einerseits und als «rechtsprechende Behörde» andererseits hinaus deutlich, daß die Handlungsweisen dieser Behörden gleichwertig seien.

A.34. Man könne also nicht, wie die Stadt Charleroi es behaupte, davon ausgehen, daß das neue Verwaltungsverfahren vor den ständigen Ausschüssen den Gemeinden der Wallonischen und der Flämischen Region sowie ihren Steuerpflichtigen weniger Vorteile und Garantien biete als das rechtsprechende Verfahren, das weiterhin vor dem rechtsprechenden Kollegium der Region Brüssel-Hauptstadt anwendbar sei.

#### *Zweiter Teil*

A.35. Aus den in Beantwortung des ersten Klagegrunds der Gemeinde Schaerbeek dargelegten Gründen sei der zweite Teil des Klagegrunds nicht begründet.

#### *Zweiter Klagegrund der Stadt Charleroi*

##### *Erster Teil*

A.36. Der erste Teil des Klagegrunds ergebe sich aus einer falschen Lesart des angefochtenen Gesetzes. Es ergebe sich nicht aus dem angefochtenen Gesetz und insbesondere aus dessen Artikel 10, daß die Behörde, von der die fragliche Steuer ausgehe, als eine «Verfahrenspartei» anzusehen sei. Artikel 11 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes betreffe nur das Berufungsverfahren. Diese Bestimmung werde im übrigen durch ein Rundschreiben vom 12. Juni 1997 in diesem Sinne ausgelegt.

A.37. Im Stadium des Einspruchs gegen den Beschluß des ständigen Ausschusses bestehe eine strikte Gleichheit zwischen dem Steuerpflichtigen und der Gemeinde.

A.38. Ähnlich verhalte es sich bei der Prüfung der Beschwerde durch den ständigen Ausschluß, der damit befaßt sei. Insofern der ständige Ausschluß als Verwaltungsbehörde handle, sei nämlich weder der Steuerpflichtige noch die Gemeinde vor ihm eine Verfahrenspartei.

Es liege also kein Verstoß gegen den Gleichheitsgrundsatz vor.

##### *Zweiter Teil*

A.39. In seiner Formulierung führe dieser Klagegrund keinerlei Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung an. Er ziehe keinen Vergleich mit einer Situation, die als ähnlich und als günstiger behandelt bezeichnet werde.

A.40. In Ermangelung einer genaueren Beschreibung sei der Klagegrund unzulässig. Hilfsweise sei er unbegründet.

A.41. In Wirklichkeit prangere der Klagegrund in diesem Teil die Opportunität der durch den Gesetzgeber vorgenommenen Wahl an, was der Hof nicht beurteilen dürfe.

A.42. Da der Gesetzgeber nämlich habe andeuten wollen, daß der ständige Ausschluß als Verwaltungsbehörde entscheide, habe es objektive und vernünftige Gründe gegeben, dafür zu sorgen, daß seine Beschlüsse innerhalb einer bestimmten Frist getroffen würden und daß im Falle des Stillschweigens nach der vorgeschriebenen Frist dem Einspruch eine Wahl vorbehalten werde.

#### *Erster Klagegrund der Wallonischen Regierung*

A.43. Der erste Klagegrund der Wallonischen Regierung decke sich mit dem ersten Klagegrund der Stadt Charleroi. Zwar dürfe man eine Verwaltungsentscheidung nicht mit einer rechtsprechenden Entscheidung verwechseln, doch die Verwaltung unterliege in zunehmendem Maße den Rechtsregeln, insbesondere durch die Begründungspflicht. Umgekehrt sei die Auslegungsbefugnis des Richters spürbar größer geworden.

Im vorliegenden Fall habe der Gesetzgeber dadurch, daß er einerseits keine rechtsprechende Behörde, die im übrigen durch die Verfassung oder durch ein Sondergesetz vorgesehen sei, beeinträchtigt habe und daß er andererseits ein Verwaltungsverfahren organisiert habe, das mit Zwängen und Garantien verbunden sei, die mit denjenigen eines Rechtsprechungsverfahrens vergleichbar seien, nicht die Artikel 10 und 11 der Verfassung mißachtet.

#### *Zweiter Klagegrund der Wallonischen Regierung*

##### *Erster Teil*

A.44. Der Klagegrund beruhe auf dem Postulat des Fehlens einer Übergangsregelung, was der Rechtssicherheit schade. Er ziele ebenfalls auf den Umstand ab, daß die dritte Ausgabe des Belgischen Staatsblatts vom 31. Dezember 1996 erst am 10. Januar 1997 habe verteilt werden können, ohne den Provinzen und Gemeinden eine ausreichende Frist zu gewähren, um sich mit der neuen Regelung vertraut zu machen. Keines dieser Elemente könne die Nichtigkeitsklärung der angefochtenen Bestimmungen rechtfertigen.

A.45. Im übrigen stelle Artikel 15 sehr wohl eine Übergangsmaßnahme dar. Aus einem Rundschreiben vom 12. Juni 1997 gehe hervor, daß als Kriterium, um zu bestimmen, welches Gesetz anwendbar sei, einer der folgenden Faktoren diene:

«- Entweder ist die Heberolle der Provinzial- oder Gemeindesteuer ab dem 1. Januar 1997 für vollstreckbar erklärt worden,

- oder diese Steuer ist am 1. Januar 1997 eingenommen worden.

In diesem Fall ist das Gesetz vom 24. Dezember 1996 anzuwenden.»



A.46. Für die anderen Steuern, das heißt diejenigen, deren Heberolle vor dem 1. Januar 1997 für vollstreckbar erklärt worden sei, die jedoch nicht vor diesem Datum eingenommen worden seien, laufe das spätere Streitverfahren gemäß dem Gesetz vom 23. Dezember 1986 ab.

A.47. So wie der Hof bereits geurteilt habe, sei es kennzeichnend für eine neue Regel, zwischen den Personen, die von Rechtslagen betroffen seien, auf die die vorherige Regel anwendbar gewesen sei, und den Personen, die von Rechtslagen betroffen seien, auf die die neue Regel Anwendung finde, zu unterscheiden. Der Hof erkenne ebenfalls an, daß die Artikel 10 und 11 der Verfassung nicht verlangten, daß bei der Annahme der neuen Gesetzgebung Übergangsmaßnahmen angenommen würden.

A.48. Zu alledem komme schließlich hinzu, daß der Umstand, daß zwischen dem Datum der dritten Ausgabe des *Belgischen Staatsblatts*, nämlich dem 31. Dezember 1996, und dem Datum seiner Verteilung, nämlich dem 10. Januar 1997, eine zehntägige Frist verstrichen sei, die Verfassungsmäßigkeit des Gesetzes nicht beeinträchtigen könne.

#### *Zweiter Teil*

A.49. Der Klagegrund entbehre in seinem zweiten Teil einer faktischen Grundlage. Es werde darin behauptet, daß gewisse Steuern des Rechnungsjahres 1996 nicht zum 31. Dezember 1996 in die Heberolle hätten eingetragen werden können, so daß sie 1997 nicht mehr beigetrieben werden könnten, da sonst die im angefochtenen Gesetz vorgesehenen neuen Bestimmungen nicht eingehalten würden.

Diese Behauptung sei unzutreffend, insofern das Anwendungskriterium des neuen Gesetzes damit zusammenhänge, ob die Heberolle vor oder nach dem 1. Januar 1997 für vollstreckbar erklärt worden sei oder nicht.

Wenn die Heberolle vor dem 1. Januar 1997 für vollstreckbar erklärt worden sei, werde das spätere Streitverfahren nach der Regelung des Gesetzes vom 23. Dezember 1986 ablaufen.

Wenn diese Heberolle nicht für vollstreckbar erklärt worden sei, müsse sie es künftig sein, jedoch für das Rechnungsjahr 1996 gemäß dem Gesetz vom 24. Dezember 1996, das seit dem 1. Januar 1997 in Kraft sei. Das Streitverfahren laufe dann gemäß dem neuen Gesetz ab.

A.50. Es sei nicht einsehbar, warum es den Gemeinden oder Provinzen unmöglich sein solle, die Steuern für das Rechnungsjahr 1996 einzufordern.

#### *Hilfsweise*

A.51. Wenn der Hof den einen oder anderen Klagegrund ganz oder teilweise für zulässig erklären sollte, müßte zur Gewährleistung der Rechtssicherheit Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof Anwendung finden.

#### *Schriftsatz der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt*

##### *In bezug auf den ersten Klagegrund der Gemeinde Schaerbeek*

##### *In bezug auf die Zulässigkeit*

A.52. Der angeführte Verstoß betreffe keine Regeln zur Festlegung der Zuständigkeiten des Staates, der Gemeinschaften oder der Regionen. Weder Artikel 163 der Verfassung noch Artikel 83<sup>quinquies</sup> des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 stellten nämlich solche Regeln dar. Im Gegenteil bestimmten diese Artikel lediglich das Organ, das im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt für die Ausübung der Befugnisse zuständig sei, die von den Organen der Provinzen ausgeübt würden, und zwar nicht im Rahmen ihrer provinziellen Autonomie, sondern als dezentralisierte Behörden im Rahmen einer Aufgabe, die ihnen durch den Föderalstaat oder die Gemeinschaften übertragen worden sei. Der Hof sei also nicht befugt, den Klagegrund zu prüfen.

A.53. Außerdem sei die *exceptio obscuri libelli* geltend zu machen.

A.54. Darüber hinaus sei im Lichte des Inhalts des ersten Klagegrunds nicht erkennbar, inwiefern die angefochtene Norm die Rechtslage der Klägerin direkt und nachteilig betreffen könne. Folglich habe sie kein Interesse an ihrer Klage.

##### *Zur Hauptsache*

A.55. Das angefochtene Gesetz präzisiere nicht, in welcher Eigenschaft das rechtsprechende Kollegium über die durch den Steuerpflichtigen eingereichten Beschwerden befände. Das Gesetz müsse also in einem mit Artikel 83<sup>quinquies</sup> des Gesetzes vom 12. Januar 1989 übereinstimmenden Sinne ausgelegt werden, insbesondere in dem Sinne, daß das rechtsprechende Kollegium als rechtsprechendes Organ handele.

Das angefochtene Gesetz verstoße also nicht gegen die angefochtenen Bestimmungen.

##### *In bezug auf den zweiten Klagegrund der Gemeinde Schaerbeek*

##### *In bezug auf die Zulässigkeit*

A.56. Insofern die Klägerin sich darüber beklage, daß sie nicht den Vorteil einer gerichtlichen Klage im Rahmen eines Beschwerdeverfahrens gegen eine Gemeindesteuer genieße, weise sie nicht das erforderliche Interesse nach, da die jetzige Rechtslage eine gerichtliche Klagemöglichkeit gewährleiste.

A.57. Insofern die Klägerin sich darüber beklagte, daß sie nicht in den Vorteil einer Berufung in zweiter Instanz beim Appellationshof gelange, sei der Klagegrund ungeeignet und verleihe der Klägerin folglich nicht das erforderliche Interesse an der Klageerhebung vor dem Hof.

A.58. Die Klägerin vertrete nämlich den Standpunkt, daß sich das Fehlen eines Einspruchs vor dem Appellationshof ausschließlich daraus ergebe, daß für die Brüsseler Gemeinden ein Einspruch beim rechtsprechenden Kollegium eingereicht werden könne. Sie greife somit Artikel 9 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes auf. Der Einwand sei jedoch unmittelbar mit Artikel 11 dieses Gesetzes verbunden, dessen Verfassungswidrigkeit die Klägerin nachweisen müßte.

Der Inhalt des Klagegrunds sowie der betreffende Artikel seien also ungeeignet. Die Klägerin weise nicht das erforderliche Interesse nach, um vor dem Hof aufzutreten, da die Nichtigerklärung von Artikel 9 Absatz 2 es ihr nicht ermöglichen würde, den angestrebten Vorteil zu erlangen.

*Zur Hauptsache*

A.59. Der Klagegrund sei nicht begründet, insofern die Klägerin über eine Einspruchsmöglichkeit vor einer rechtsprechenden Instanz verfüge, so wie es oben dargelegt worden sei.

Die Klägerin behaupte ebenfalls zu Unrecht, es bestünde gegen den Beschluß des rechtsprechenden Kollegiums die Möglichkeit einer Nichtigkeitsklage vor dem Staatsrat im Rahmen des objektiven Streitverfahrens. Der Staatsrat befinde zwar über Nichtigkeitsklagen gegen Beschlüsse des rechtsprechenden Kollegiums, allerdings in der Eigenschaft als Kassationsrichter.

A.60. Was das Fehlen einer Einspruchsmöglichkeit vor dem Appellationshof betreffe, bestehe das Ziel des neuen Gesetzes darin, die ständigen Ausschüsse zu entlasten, die als rechtsprechendes Organ für die Verwaltung der Beschwerden der Steuerpflichtigen gegen die Gemeinde- und Provinzialsteuern handelten. Das Gesetz habe nur die rechtliche Bestätigung einer bestehenden Situation bezweckt, in der die Verwaltung des ständigen Ausschusses die Akten bezüglich der Beschwerden bearbeite.

A.61. Objektive und vernünftige Elemente würden die differenzierte Behandlung der Brüsseler Gemeinden und ihrer Steuerpflichtigen rechtfertigen.

A.62. Zunächst sei ab 1993 die Provinzialebene für das zweisprachige Gebiet Brüssel-Hauptstadt abgeschafft worden, indem die Aufgaben der Organe der Provinz teilweise durch die Institutionen der Brüsseler Region übernommen worden seien, und zwar gemäß Artikel 163 der Verfassung und Artikel 83*quinquies* des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989.

A.63. Es sei jedoch undenkbar gewesen, der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt diese Aufgabe zu übertragen, da sie ebenfalls die Verwaltungsaufsicht über die Entscheidungen der Gemeinderäte sowie der Bürgermeister- und Schöffenkollegien der Brüsseler Gemeinden ausübe.

A.64. Im übrigen wäre es unvernünftig gewesen, die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt mit der Beurteilung der im Gesetz vom 24. Dezember 1996 vorgesehenen Steuerbeschwerden zu beauftragen, da diese Regierung bereits zahlreiche Aufgaben habe, die ihr als Regionalbehörde zufielen.

A.65. Es sei folglich in Ermangelung einer Provinzialebene im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt gerechtfertigt, die erste Stufe der Verwaltungsbeschwerde zu überspringen.

*In bezug auf den ersten Klagegrund der Stadt Charleroi*

A.66. Obschon die Klage auf die Nichtigkeitsklärung sämtlicher Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes mit Ausnahme von Artikel 1 abziele, konzentriere sich der Klagegrund auf die Verfassungswidrigkeit der in Artikel 9 Absatz 2 vorgesehenen Ausnahmeregel. Der Einwand beweise jedoch nicht die Verfassungswidrigkeit der in diesem Artikel enthaltenen allgemeinen Regel.

Der angeführte Klagegrund sei ungeeignet, um das angestrebte Ziel zu erreichen. *A fortiori* weise die Klägerin nicht das erforderliche Interesse nach, um vor dem Hof aufzutreten, da durch die Nichtigkeitsklärung von Artikel 9 Absatz 2 nicht der angestrebte Vorteil, nämlich die Wiedereinführung des Gesetzes vom 23. Dezember 1986, zu erreichen sei.

*Zur Hauptsache*

A.67. Die intervenierende Partei verweise auf ihre Anmerkungen bezüglich des zweiten Klagegrunds der Gemeinde Schaerbeek.

*In bezug auf die Klagegründe der Wallonischen Regierung**In bezug auf den ersten Klagegrund*

A.68. Was die Zulässigkeit und die Begründung des Klagegrunds betrifft, verweist die intervenierende Partei auf ihre Anmerkungen zum ersten Klagegrund der Stadt Charleroi.

Was den Vorwurf gegenüber der angefochtenen Maßnahme, in bezug auf die angestrebte Zielsetzung nicht relevant zu sein, betrifft, erinnert die intervenierende Partei daran, daß die Steuerpflichtigen außerhalb der Region Brüssel-Hauptstadt immer über eine gerichtliche Klagemöglichkeit bei der ordentlichen Gerichtsbarkeit, insbesondere beim Appellationshof verfügen würden, der über Beschwerden bezüglich des betreffenden politischen Rechts befinde.

A.69. Es sei auch falsch zu behaupten, die Steuerpflichtigen der Region Brüssel-Hauptstadt würden alleine den Vorteil eines gerichtlichen Schutzes genießen, da die Steuerpflichtigen anderer Regionen über eine Klagemöglichkeit bei der ordentlichen Gerichtsbarkeit verfügen würden.

*Schriftsatz der Wallonischen Regierung*

A.70. Die Stadt Charleroi und die Gemeinde Schaerbeek würden unzweifelhaft das erforderliche Interesse nachweisen, insofern sie nachteilig und direkt durch die von ihnen angefochtenen Bestimmungen betroffen sein könnten.

A.71. In bezug auf den Umfang der Klage brächten die beiden Klägerinnen Klagegründe vor, die sich nur auf die Artikel 9 bis 11 sowie auf die Artikel 13 und 14 Nr. 5 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 bezögen.

*Erster Klagegrund der Stadt Charleroi*

A.72. Zu Recht führe die Klägerin an, daß das angefochtene Gesetz einen grundlegenden Behandlungsunterschied zwischen zwei Kategorien von Gemeinden vornehme. Die Gemeinden der Wallonischen Region und der Flämischen Region sowie ihre Steuerpflichtigen müßten beim ständigen Ausschuß, der als Verwaltungsbehörde handle, eine Beschwerde einreichen. Ihnen werde somit ein gerichtlicher Schutz vorenthalten, und sie verlören einen Rechtszug, der zuvor durch den ständigen Ausschuß gewährleistet worden sei.

A.73. Umgekehrt gelangten die Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt und ihre Steuerpflichtigen weiterhin in den Vorteil eines gerichtlichen Schutzes, da sie aufgrund des angefochtenen Gesetzes Einspruch bei dem in Artikel 83*quinquies* des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 vorgesehenen rechtsprechenden Kollegium einlegen könnten.

A.74. Durch die Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz könne man nicht die Gründe erkennen, aus denen ein solcher Behandlungsunterschied zwischen diesen Kategorien von Gemeinden und Steuerpflichtigen eingeführt worden sei.

Artikel 83*quinquies* § 2 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 könne an sich diesen Behandlungsunterschied nicht rechtfertigen, da er sich auf Rechtsprechungsaufgaben beziehe, die in den Provinzen durch den ständigen Ausschuß ausgeführt würden, während das angefochtene Gesetz gerade darauf abziele, den ständigen Ausschüssen eine Aufgabe administrativer Art zu übertragen und das Gesetz somit einer faktisch bestehenden Situation anzupassen.

A.75. Im übrigen sei es kaum von Bedeutung, daß Artikel 5 der Verfassung das Gebiet der Region Brüssel-Hauptstadt aus der Aufteilung in Provinzen herausgenommen habe. Diese Verfassungsbestimmung schreibe dem föderalen Gesetzgeber an sich selbstverständlich nicht vor, einen Behandlungsunterschied zwischen den obengenannten Kategorien von Gemeinden und Steuerpflichtigen einzuführen.

Der Klagegrund sei also begründet.

*Zweiter Klagegrund*

*Erster Teil*

A.76. Die Artikel 10 und 11 des angefochtenen Gesetzes würden nicht vorsehen, daß der Steuerpflichtige oder die Behörde, von der die strittige Steuer ausgehe, Verfahrensparteien vor dem ständigen Ausschuss seien. Sie gewährleisteten also nicht den kontradiktorischen Charakter der Verhandlungen. Außerdem sehe Artikel 10 Absatz 4 nicht vor, daß der Beschluß oder das Ausbleiben eines Beschlusses des ständigen Ausschusses der Behörde zur Kenntnis gebracht werde, von der die den Gegenstand einer Beschwerde beim ständigen Ausschuss darstellende Steuer ausgehe.

A.77. Daraus ergebe sich ein erster Behandlungsunterschied zwischen einerseits den Gemeinden und den Steuerpflichtigen der Wallonischen Region und der Flämischen Region, auf die diese Bestimmungen anwendbar seien, und andererseits den Gemeinden und den Steuerpflichtigen der Region Brüssel-Hauptstadt, auf die diese Bestimmungen nicht anwendbar seien und die ihre Argumente gemäß Artikel 104bis des Provinzialgesetzes und dem königlichen Erlaß vom 17. September 1987 vor dem rechtsprechenden Kollegium vorbringen könnten.

A.78. Daraus ergebe sich ein zweiter Behandlungsunterschied zwischen einerseits dem Verfahren, das durch die Artikel 10 und 11 des angefochtenen Gesetzes vor dem ständigen Ausschuss organisiert werde, und andererseits dem vor dem Appellationshof anwendbaren Verfahren, wenn dieser in Anwendung von Artikel 10 Absatz 4 des angefochtenen Gesetzes mit einem Beschluß des ständigen Ausschusses oder dem Ausbleiben eines Beschlusses innerhalb der vorgeschriebenen Frist befaßt werde. Dieser Behandlungsunterschied sei nicht vernünftig gerechtfertigt.

*Zweiter Teil*

A.79. Artikel 10 Absatz 3 des angefochtenen Gesetzes besage, daß in Ermangelung eines Beschlusses des ständigen Ausschusses innerhalb einer bestimmten Frist die Beschwerde als begründet gelte. Artikel 11 organisiere einen Einspruch gegen das Ausbleiben des Beschlusses innerhalb dieser Frist.

Daraus ergebe sich ein völlig ungerechtfertigter Behandlungsunterschied zwischen den Gemeinden der Wallonischen und der Flämischen Region einerseits und den Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt andererseits.

A.80. Diese Diskriminierung werde verstärkt durch den Umstand, daß Artikel 10 Absatz 4 des angefochtenen Gesetzes keine Mitteilung an die Behörde, von der die Steuer ausgehe, über das Ausbleiben des Beschlusses des ständigen Ausschusses vorsehe. Diese Behörde sei also nicht imstande, wirksam Einspruch beim Appellationshof einzulegen. Der Klagegrund sei also begründet.

*Von der Gemeinde Schaerbeek vorgebrachte Nichtigkeitsklagegründe*

*Erster Klagegrund*

A.81. Aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz gehe hervor, daß der Gesetzgeber beschlossen habe, den Rechtsprechungscharakter des Auftrags, der zuvor dem ständigen Ausschuss in bezug auf Beschwerden gegen Provinzial- und Gemeindesteuern zugewiesen worden sei, abzuschaffen und den diesbezüglichen Beschwerden künftig einen Verwaltungscharakter zu verleihen.

A.82. Insofern erkenne die Wallonische Regierung nicht die Gründe, aus denen Artikel 9 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes vorsehe, daß die Einsprüche in der Region Brüssel-Hauptstadt beim rechtsprechenden Kollegium eingereicht werden müßten.

A.83. In Anwendung von Artikel 163 Absatz 1 der Verfassung sehe Artikel 83quinquies § 2 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 nämlich vor, daß die Rechtsprechungsaufgaben, die in den Provinzen durch den ständigen Ausschuss ausgeführt würden, im Verwaltungsbezirk Brüssel-Hauptstadt durch das rechtsprechende Kollegium ausgeführt würden.

Der Klagegrund sei begründet.

*Zweiter Klagegrund*

A.84. Die Artikel 10 und 11 des angefochtenen Gesetzes bezögen sich nicht auf das rechtsprechende Kollegium, und das angefochtene Gesetz organisiere keinen Einspruch beim Appellationshof gegen die Beschlüsse dieses Kollegiums.

Daraus ergebe sich ein Behandlungsunterschied zwischen den Gemeinden der Wallonischen und der Flämischen Region und ihren Steuerpflichtigen einerseits und den Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt und ihren Steuerpflichtigen andererseits.

Im übrigen stimme dieser Klagegrund mit dem ersten Klagegrund der durch die Stadt Charleroi eingereichten Klageschrift überein.

Der Klagegrund sei begründet.

*Erwiderungsschriftsatz des Ministerrates*

A.85. Durch den Ministerrat wird lediglich das Interesse der Gemeinde Schaerbeek an der Klageerhebung bestritten, und zwar aus den in seinem Schriftsatz dargelegten Gründen.

A.86. Keine der Nichtigkeitsklagen könne zu einer vollständigen Nichtigkeitsklärung des angefochtenen Gesetzes führen. Wegen des Umfangs der Klagen könnten sie lediglich zu einer etwaigen teilweisen Nichtigkeitsklärung führen.

A.87. Die Wallonische Regierung behaupte zu Unrecht, Artikel 10 Absatz 4 des angefochtenen Gesetzes würde nicht vorsehen, daß der Beschluß oder das Ausbleiben eines Beschlusses des ständigen Ausschusses der Behörde, von der die Steuer ausgehe, mitgeteilt werden müsse.

Es sei zwar zutreffend, daß das angefochtene Gesetz diese Mitteilung nicht ausdrücklich vorsehe, doch aus einem Rundschreiben vom 12. Juni 1997 (*Belgisches Staatsblatt* vom 9. August 1997) gehe hervor, daß «obwohl vorerwähntes Gesetz vom 24. Dezember 1996 es nicht immer ausdrücklich vorsieht, [...] klar [ist], daß jede von der Sache betroffene Partei von den Beschlüssen, deren Folgen sie zu tragen hat, unterrichtet werden muß».

Aufgrund der Auslegung des Gesetzes durch dieses Rundschreiben beruhe der Schriftsatz der Wallonischen Regierung auf einer falschen Interpretation dieses Gesetzes.

A.88. Die Wallonische Regierung sollte, gegebenenfalls nach einer Aufforderung durch den Hof, ihre Argumentation erläutern, wenn sie anführe, daß diese Wallonische Regierung, nachdem sie den Wunsch des Gesetzgebers, der vorher dem ständigen Ausschuß in bezug auf Beschwerden anvertrauten Aufgabe einen Rechtsprechungscharakter zu verleihen, zur Kenntnis genommen habe, «nicht die Gründe erkennt, aus denen Artikel 9 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes vorsieht, daß die Beschwerden in der Region Brüssel-Hauptstadt bei dem in Artikel 83quinquies § 2 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 vorgesehenen rechtsprechenden Kollegium eingereicht werden müssen».

Die Wallonische Regierung sei der Auffassung, daß folglich zur Beendigung einer etwaigen Diskriminierung das Eingreifen des rechtsprechenden Kollegiums der Region Brüssel-Hauptstadt abgeschafft werden müsse. Dieser Standpunkt erweise sich als unvereinbar mit der Argumentation derselben Wallonischen Regierung, wonach das Fehlen des Rechtsprechungscharakters der nunmehr vor dem ständigen Ausschuß eingereichten Beschwerde in Wirklichkeit die Nichtigerklärung des angefochtenen Gesetzes rechtfertige.

*In bezug auf den Schriftsatz der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt*

A.89. Der Ministerrat schließt sich den Begründungen der Region Brüssel-Hauptstadt an, weicht jedoch von der Argumentation in bezug auf den nachstehenden Punkt ab.

A.90. Der Ministerrat teile nicht die Meinung, wonach gegen den Beschluß des rechtsprechenden Kollegiums in Verwaltungskassations Berufung beim Staatsrat eingereicht werden könne.

A.91. Seit dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes, das heißt seit dem 1. Januar 1997, gebe das rechtsprechende Kollegium immer - und so wie vorher - an, daß seine Beschlüsse Gegenstand eines Einspruchs beim Appellationshof Brüssel sein könnten, und dies könne das rechtsprechende Kollegium auf Anfrage des Schiedshofes bestätigen.

A.92. Darüber hinaus werde angenommen, daß der Staatsrat in Anwendung von Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat nur in Ermangelung einer anderen Gerichtsbarkeit zuständig sei. Die strittigen Verwaltungsentscheidungen, gegen die Klage bei einem ordentlichen Rechtsprechungsorgan erhoben werden könne, entgingen also der Zuständigkeit des Staatsrates.

*Erwiderungsschriftsatz der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt*

*In bezug auf den Schriftsatz des Ministerrates*

A.93. Artikel 11 enthalte keine Aussage über die gegen den Beschluß des rechtsprechenden Kollegiums eröffnete Einspruchsmöglichkeit. Er sei also in dem Sinne auszulegen, daß dieser Beschluß nur durch eine Nichtigkeitsklage vor dem Staatsrat angefochten werden könne, und dies aus folgenden Gründen.

A.94. Der Gesetzgeber habe den Streitfällen in bezug auf provinzielle und lokale Steuern vor den ständigen Ausschüssen in den einzelnen Provinzen einen Verwaltungscharakter verleihen wollen, was sowohl aus der wörtlichen Formulierung von Artikel 9 als auch aus den Vorarbeiten hervorgehe.

Aufgrund der besonderen Situation der Region Brüssel-Hauptstadt, in der die Provinzebene nicht bestehe, sei es nicht vorstellbar gewesen, der Regierung dieser Region die Aufgabe des ständigen Ausschusses zu übertragen, und zwar aus den im Schriftsatz der intervenierenden Partei angeführten Gründen.

A.95. Der Gesetzgeber sei dennoch gewillt gewesen, dem Beschwerdeverfahren einen Verwaltungscharakter zu verleihen. In Ermangelung ausdrücklicher Bestimmungen und unter Berücksichtigung von Artikel 83quinquies des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 sei die Nichtigkeitsklage vor dem Staatsrat die einzige Einspruchsmöglichkeit.

*Erwiderungsschriftsatz der Gemeinde Schaerbeek*

*In bezug auf den Umfang der Klage*

A.96. Die Klägerin bestätige, daß die Klage sich auf die Nichtigerklärung der Artikel 9 bis 11 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 sowie der damit untrennbar verbundenen Gesetzesbestimmungen, so wie der Ministerrat dies erläutert hat, bezieht.

*In bezug auf die Zulässigkeit*

A.97. Das angefochtene Gesetz erhalte in der Region Brüssel-Hauptstadt ein Einspruchsverfahren rechtsprechender Art gegen die Gemeindesteuern aufrecht, was ein Verstoß gegen die Bestimmungen der Artikel 163 der Verfassung und 83quinquies des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 sei. Die Klägerin weise ein Interesse nach, insofern sich die Frage stelle, ob die Regeln zur Festlegung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Regionen und Gemeinschaften eingehalten würden.

*In bezug auf die Klagegründe*

*Erster Klagegrund*

*In bezug auf die Zulässigkeit des Klagegrunds*

A.98. Die Frage, ob es sich bei Artikel 163 der Verfassung um eine Regel zur Befugnisverteilung handle, sei anlässlich einer Nichtigkeitsklage gestellt und durch das Urteil Nr. 17/95 beantwortet worden, wobei der Hof den Standpunkt vertreten habe, der Begriff der «durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Regeln» im Sinne von Artikel 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof beziehe sich auf jede Regel, die eine Verteilung von Zuständigkeiten an die erwähnten Einrichtungen darstelle, ungeachtet dessen, ob diese Zuständigkeit in der Befugnis bestehe, in einer bestimmten Angelegenheit gesetzgeberisch aufzutreten oder nicht.

A.99. Der Premierminister habe anlässlich der Entscheidung in bezug auf die Revision des ehemaligen Artikels 1 der Verfassung erklärt, der Schiedshof könne mit einer Klage befaßt werden, die auf diesem Artikel, einschließlich seiner Absätze 3 und 4 (neuer Artikel 163), sowie auf den Bestimmungen des Sondergesetzes, die den zweiten Absatz von Paragraph 2 erläuterten, gründe (*Parl. Dok.*, Kammer, 1992-1993, Nr. 772/12, S. 276).

A.100. Schließlich gehe aus den Vorarbeiten zum Sondergesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur hervor, daß die im Klagegrund angeführten Bestimmungen eine Zuständigkeitsverteilung bedeuteten (*Parl. Dok.*, Senat, 1992-1993, Nr. 558-1, S. 11).

A.101. Bei Artikel 163 der Verfassung und Artikel 83quinquies des Sondergesetzes handle es sich also tatsächlich um Regeln zur Zuständigkeitsverteilung.

A.102. Die Aufteilung der Provinz Brabant in eine Provinz Flämisch-Brabant und eine Provinz Wallonisch-Brabant habe die Festlegung der Zuständigkeiten gerechtfertigt, die in der Flämischen und der Wallonischen Region den Provinzialorganen zugewiesen würden. Dies geschehe durch Artikel 163 der Verfassung.

A.103. Artikel 163 Absatz 2 der Verfassung ermächtigt den föderalen Gesetzgeber, die Bestimmungen anzunehmen, die in Artikel 83*quinquies* des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 enthalten seien.

A.104. Bei der Erörterung des Textes dieses Artikels in der Senatskommission sei die Frage aufgetaucht, ob eine besondere Mehrheit notwendig wäre für den Verwaltungsbezirk Brüssel, falls bei einer Reform der Verwaltungsstreitverfahren die Aufgaben des ständigen Ausschusses als Rechtsprechungsorgan geändert würden.

Der Premierminister habe die Auslegung bestätigt, wonach einerseits, wenn die Rechtsprechungsaufgaben des ständigen Ausschusses einer anderen Gerichtsbarkeit anvertraut würden, Artikel 83*quinquies* des Sondergesetzes gegenstandslos würde, und andererseits, wenn man dem ständigen Ausschuss eine andere Rechtsprechungsaufgabe anvertrauen würde, diese automatisch aufgrund derselben Bestimmung dem Neunerkollegium anvertraut würden. Er habe hinzugefügt, die Schaffung des Neunerkollegiums setze eine besondere Mehrheit voraus, doch jede Änderung seiner Zuständigkeiten könne mit einer gewöhnlichen Mehrheit beschlossen werden, insofern es sich um eine Änderung der Zuständigkeiten des ständigen Ausschusses als Rechtsprechungsorgan handle (Bericht im Namen der Kommission für die Revision der Verfassung und die Reform der Institutionen, *Parl. Dok.*, Senat, 1992-1993, Nr. 558-5, S. 294-295).

Aus den Vorarbeiten zum Sondergesetz vom 16. Juli 1993 sei also eindeutig zu ersehen, daß die Befugniszuteilungen an das rechtsprechende Kollegium im evoluirenden Sinne gedacht gewesen seien. Sie müßten, mit anderen Worten, notwendigerweise der Entwicklung der Rechtsprechungsbefugnisse der ständigen Ausschüsse angepaßt werden, da der Sondergesetzgeber nicht beabsichtigt habe, die Befugnisse des Neunerkollegiums in Anlehnung an die den ständigen Ausschüssen der Wallonischen und der Flämischen Region zum Zeitpunkt der Annahme des Sondergesetzes zugewiesenen Befugnisse starr festzulegen.

A.105. Bei der Erörterung des Gesetzesvorschlags in der Kammerkommission sei die Frage aufgeworfen worden, welche Instanz in der Region Brüssel-Hauptstadt die Aufgabe wahrnehmen würde, die dann durch den Gesetzesvorschlag dem ständigen Ausschuss zugeteilt würde, wohl wissend, daß dieser als Verwaltungsbehörde handeln würde.

Der Minister habe den Kommissionsmitgliedern einen Bericht über die Ausübung der den ständigen Ausschüssen anvertrauten Aufgaben in der Region Brüssel-Hauptstadt überreicht, in dem geschlußfolgert worden sei, daß der Sondergesetzgeber dem rechtsprechenden Kollegium bei dessen Einsetzung die Rechtsprechungsbefugnisse der ständigen Ausschüsse, so wie sie damals bestanden hätten, habe anvertrauen wollen (Bericht im Namen der Kommission des Inneren, der Allgemeinen Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes, *Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 461/4, SS. 38-39).

Diese Schlußfolgerungen würden in flagranter Weise die Absicht des Sondergesetzgebers in bezug auf die Tragweite verkennen, die Artikel 83*quinquies* des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989, so wie er vorstehend beschrieben worden sei, eingeräumt werden müsse.

A.106. Der Gesetzesvorschlag zur Einführung einer Beschwerde beim ständigen Ausschuss, der als Verwaltungsbehörde handle, sei unverändert in der Kommission angenommen worden. Diese Annahme habe offenbar angedeutet, daß man der Beschwerde selbst in der Region Brüssel-Hauptstadt einen Verwaltungscharakter habe verleihen wollen, was die Zuständigkeit der Regierung dieser Region anstelle derjenigen des rechtsprechenden Kollegiums vorausgesetzt habe.

Dennoch sei Artikel 9 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes in der Plenarsitzung der Kammer im Anschluß an die Eingabe eines Änderungsantrags angenommen worden, der nach dem Bericht der Kammerkommission hinterlegt und folgenderweise begründet worden sei:

«Es geht darum, Artikel 83*quinquies* § 2 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 bezüglich der Brüsseler Institutionen einzuhalten, der nicht durch ein ordentliches Gesetz abgeändert werden darf.

Andererseits wäre es undenkbar, daß die Brüsseler Regierung, die Aufsichtsbehörde also, über Steuerstreitsachen entscheiden würde» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 461/6).

In der Plenarsitzung habe einer der Autoren des Änderungsantrags hinzugefügt:

«Was Brüssel betrifft, stehen wir in der Tat vor einer Schwierigkeit. Die Annahme dieses Vorschlags würde eine Abänderung des Gesetzes von Januar 1989 und des Sondergesetzes von Juli 1993 bedeuten. Es handelt sich um Verwaltungstexte, die einem Rechtsprechungsorgan die Befugnis verleihen, über Steuerstreitsachen in der Region Brüssel-Hauptstadt zu entscheiden. Die Annahme dieses Gesetzesvorschlags in der jetzigen Formulierung hätte zur Folge, daß die Brüsseler Regierung zur Richterin und zur Partei würde. Dies ist nicht das angestrebte Ziel, ganz im Gegenteil. Unser Änderungsantrag zielt darauf ab, die Urteilsbefugnis des zu diesem Zweck vorgesehenen Rechtsprechungsorgans wiederherzustellen.» (*Kurzbericht*, Kammer, Sitzung vom 7. November 1996)

Es werde also deutlich, daß in der Region Brüssel-Hauptstadt der Einspruch vor dem rechtsprechenden Kollegium in bezug auf Gemeindesteuern einen Rechtsprechungscharakter aufweise.

A.107. Artikel 9 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes verleihe dem rechtsprechenden Kollegium in seiner Eigenschaft als Organ der Gerichtsbarkeit eine Befugnis, die in der Wallonischen und der Flämischen Region durch ein gewähltes Provinzialorgan, nämlich den ständigen Ausschuss, in bezug auf eine Angelegenheit allgemeinen Interesses ausgeübt werde.

Gemäß Artikel 163 der Verfassung müßten jedoch die Befugnisse, die in der Wallonischen und der Flämischen Region durch gewählte Provinzialorgane ausgeübt würden, im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt jedoch durch die Region Brüssel-Hauptstadt ausgeübt werden, wenn sie sich nicht auf Gemeinschaftsangelegenheiten bezögen.

A.108. Nur der Sondergesetzgeber habe die Modalitäten regeln können, nach denen eine Institution, deren Mitglieder durch die Region Brüssel-Hauptstadt bestimmt würden, diese Befugnis ausüben würde, wenn sie nicht zu den regionalen Angelegenheiten gehören würde.

Das angefochtene Gesetz verletze somit Artikel 163 der Verfassung, da der Gesetzgeber von einer Befugnis Gebrauch gemacht habe, die er nicht besitze, und Artikel 83*quinquies* des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 abgeändert habe.

Nachdem die ständigen Ausschüsse die Rechtsprechungsbefugnis, um über die gegen Gemeindesteuern eingereichten Beschwerden zu befinden, verloren hätten, sei das rechtsprechende Kollegium ebenfalls nicht mehr hierzu befugt gewesen.

*In bezug auf den zweiten Klagegrund**1° In bezug auf die Zulässigkeit des Klagegrunds*

A.109. Der Klagegrund stelle die Verfassungsmäßigkeit der Artikel 9 und 11 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 im Zusammenhang mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Frage. Für die Klägerin würde die Nichtigerklärung der Artikel 9 und 11 sowie der eng damit verbundenen Bestimmungen, insbesondere Artikel 14 Nr. 6 von Vorteil sein, weil sie zur Folge haben würde, daß das Gesetz vom 23. Dezember 1986 wieder in Kraft wäre. Außerdem könnte der Gesetzgeber neue Regeln bezüglich der Streitsachen über Gemeindesteuern annehmen, und in diesem Falle würde es ihm obliegen, den Gründen der Nichtigerklärung Rechnung zu tragen.

*2° In bezug auf den Behandlungsunterschied*

A.110. Man könne aufgrund keines Elementes davon ausgehen, daß Artikel 11 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 so hätte ausgelegt werden müssen, daß ein Einspruch beim Appellationshof gegen die Beschlüsse des rechtsprechenden Kollegiums ermöglicht worden wäre.

Somit sei durch das angefochtene Gesetz ein Behandlungsunterschied zwischen den Brüsseler Gemeinden und ihren Steuerpflichtigen einerseits sowie den wallonischen und flämischen Gemeinden und ihren Steuerpflichtigen andererseits eingeführt worden.

*3° In bezug auf die Rechtfertigung der Diskriminierung*

A.111. Die Vorarbeiten enthielten keinerlei Rechtfertigung, und die von der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt angeführten Begründungen seien nicht zulässig.

*Erwiderungsschriftsatz der Stadt Charleroi**In bezug auf die Zulässigkeit*

A.112. Die Klägerin habe ein deutliches Interesse an der Nichtigerklärung der angefochtenen Gesetzesbestimmungen, die in grundlegender Weise die Regeln abänderten, die auf Streitsachen bezüglich ihrer Steuern anwendbar seien, und dies auf nachteilige Weise, so wie die angeführten Klagegründe es darlegten.

*In bezug auf die Klagegründe**Erster Klagegrund*

A.113. Was Artikel 163 der Verfassung und Artikel 83quinquies des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 betrifft, übernimmt die Klägerin die von der Gemeinde Schaerbeek vorgebrachten Argumente.

A.114. Der durch die angefochtenen Bestimmungen herbeigeführte Behandlungsunterschied sei real, denn die Regelung, die auf die organisierten Verwaltungsbeschwerden sowohl bezüglich ihrer Untersuchung als auch der Beschaffenheit der zu treffenden Entscheidung anwendbar sei, unterscheide sich grundlegend von derjenigen, die auf gerichtliche Klagen Anwendung fänden:

- Artikel 9 des Gesetzes sehe nicht vor, daß die Beschwerde der Behörde, deren Steuer angefochten werde, zur Kenntnis gebracht werden müsse;

- Artikel 10 sehe Bestimmungen vor, aus denen hervorgehe, daß eine Behörde, deren Steuer angefochten werde, nicht über die eingereichte Beschwerde in Kenntnis gesetzt werde und folglich nicht die Möglichkeit habe, ihre Anmerkungen zu der Beschwerde vorzubringen; sie werde ebenfalls nicht über den Beschluß oder das Ausbleiben eines Beschlusses in Kenntnis gesetzt.

A.115. Im Falle der Untersuchung der Beschwerden durch den ständigen Ausschuß würden nur die allgemeinen Rechtsgrundsätze Anwendung finden, während das rechtsprechende Kollegium verpflichtet sei, die im königlichen Erlaß vom 17. Dezember 1987 vorgesehenen Verfahrensregeln einzuhalten.

Unterschiede bestünden ebenfalls in bezug auf die Begründung der Entscheidungen, die Beschaffenheit der Verwaltungsentscheidung, die nur die «Kraft einer Entscheidung» besitze, die Einspruchsmöglichkeit, die Frist, in der sie eingereicht werden müsse, und die Art des Verfahrens, das inquisitorisch sei, wenn der Einspruch beim Staatsrat eingereicht werden müsse.

Der Vergleich der Regeln für das administrative Einspruchsverfahren vor dem ständigen Ausschuß mit demjenigen des Rechtsprechungsverfahrens vor dem rechtsprechenden Kollegium zeige, daß den wallonischen und flämischen Gemeinden sowie ihren Steuerpflichtigen grundlegende Garantien versagt blieben.

*In bezug auf die Rechtfertigung des Behandlungsunterschieds*

A.116. Die «Disqualifizierung» der Beschwerde beim ständigen Ausschuß sei durch den Umstand gerechtfertigt worden, daß «in der Praxis die Prüfung der Beschwerden durch den ständigen Ausschuß Beamten der Provinzialverwaltung anvertraut wurde und daß der Gesetzgeber, indem er der Beschwerde vor dem ständigen Ausschuß einen Verwaltungscharakter verleiht, lediglich die bestehende Situation durch das Gesetz bestätigt».

Es werde auch deutlich, daß der Gesetzgeber den obengenannten Artikel 83quinquies § 2 habe einhalten wollen, ohne den Umstand zu berücksichtigen, daß es nach seiner Auffassung undenkbar gewesen sei, daß die Brüsseler Regionalregierung als Aufsichtsbehörde in Steuerstreitsachen der Gemeinde eingreifen würde.

A.117. Zur Anfechtung der Relevanz dieser Rechtfertigung übernimmt die Stadt Charleroi die von der Gemeinde Schaerbeek dargelegten Argumente.

*Zweiter Klagegrund**Erster Teil**1° In bezug auf den herbeigeführten Behandlungsunterschied*

A.118. Die durch das Gesetz zwischen den wallonischen und flämischen Gemeinden im Verhältnis zu ihren Steuerpflichtigen geschaffene Diskriminierung ergebe sich daraus, daß die Gemeindebehörde, von der die angefochtene Steuer ausgehe, und die nicht als Verfahrenspartei angesehen werde, weder über die beim ständigen Ausschuß eingereichte Beschwerde in Kenntnis gesetzt noch dazu aufgefordert werde, ihre Anmerkungen diesbezüglich vorzutragen, und darüber hinaus nicht über den ergangenen Beschluß oder das Ausbleiben eines Beschlusses informiert werde.

A.119. In Ermangelung ausdrücklicher Bestimmungen in diesem Sinne seien nicht die Gründe erkennbar, die den ständigen Ausschuß verpflichten würden, die Behörde darüber zu informieren, daß eine Beschwerde eingereicht worden sei, oder sie von seinem Beschluß in Kenntnis zu setzen.

2° Die Rechtfertigung der Diskriminierung

A.120. Die Begründung, wonach die besteuende Behörde unter Berücksichtigung des Verfahrens bezüglich der föderalen Einkommensteuern, das von dem angefochtenen Gesetz zurückgewiesen worden sei, nicht Verfahrenspartei sein dürfe, könne den Behandlungsunterschied nicht rechtfertigen. In diesem Falle werde nämlich das Organ der Behörde, von der die Steuer ausgehe, mit der Prüfung der Beschwerde beauftragt.

Zweiter Teil

A.121. Der Klagegrund sei zulässig, insofern er den Behandlungsunterschied anführe, der durch das Gesetz zwischen den Gemeindebehörden, von denen eine Steuer ausgehe, und dem Steuerpflichtigen einführe, da in Ermangelung eines Beschlusses des ständigen Ausschusses innerhalb einer Frist von sechs Monaten, die gegebenenfalls um drei Monate verlängert werde, die Beschwerde als begründet gelte.

Die zur Rechtfertigung von Artikel 10 Absatz 3 angeführten Begründungen seien nicht zweckdienlich (Bericht im Namen der Kommission des Inneren, der Allgemeinen Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes, *Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 461/4, SS. 24 und 25).

Erwiderungsschriftsatz der Wallonischen Regierung

In bezug auf den ersten Klagegrund

In bezug auf die Zulässigkeit

A.122. Der Ministerrat und die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt lieferten gegensätzliche Auslegungen von Artikel 83quinquies des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989. Weder der eine noch die andere erklärten, inwiefern es gerechtfertigt sei, den Steuerpflichtigen der beiden anderen Regionen eine unterschiedliche Behandlung vorzubehalten.

Dies beweise, daß Artikel 9 des angefochtenen Gesetzes ein unteilbares Ganzes bilde. Die Einwände der Wallonischen Regierung bezögen sich auf Artikel 9 insgesamt, und nicht nur auf Artikel 9 Absatz 2.

Die Einwände der Wallonischen Regierung bezögen sich ebenfalls auf die Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes, die untrennbar mit Artikel 9 verbunden seien.

Daraus ergebe sich, daß die erste von der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt geltend gemachte Einrede der Unzulässigkeit des Klagegrundes nicht angenommen werden könne.

A.123. Zu Unrecht fechte die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt ebenfalls das Interesse am Klagegrund mit der Begründung an, daß die Nichtigkeitsklärung von Artikel 9 Absatz 2 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 die Wiedereinführung der vorherigen Regelung nicht ermöglichen würde.

Einerseits verwechsle die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt das Interesse am Klagegrund mit den Folgen, die mit einem Nichtigkeitsurteil verbunden seien. Andererseits obliege es dem föderalen Gesetzgeber im Falle der Nichtigkeitsklärung, die Lehren aus dem Nichtigkeitsurteil zu ziehen.

Zur Hauptsache

A.124. Die Kategorien von Steuerpflichtigen, auf die die Wallonische Regierung verweise, seien vergleichbar, und dies werde nicht bestritten.

Aus den Vorarbeiten ergebe sich, daß der Gesetzgeber zwar beschlossen habe, dem Rechtsprechungscharakter des Auftrags, der dem ständigen Ausschuss anvertraut worden sei, ein Ende zu setzen, doch dies sei im wesentlichen mit der Absicht geschehen, das Gesetz einer faktisch bestehenden Situation anzupassen. Diese Rechtfertigung sei nicht stichhaltig.

A.125. Unter der Geltung des Gesetzes vom 23. Dezember 1986 habe der ständige Ausschuss rechtsprechend gehandelt, wenn er über Beschwerden befunden habe. Er habe als unabhängige und unparteiische Gerichtsbarkeit gehandelt, selbst wenn er im organisationsbezogenen Sinne mit der Provinzialverwaltung verbunden gewesen sei.

Dennoch habe diese Rechtsprechungsaufgabe nur unter Einhaltung des königlichen Erlasses vom 17. September 1987 und unter Beachtung des Grundsatzes des kontradiktorischen Verfahrens und der Rechte der Verteidigung ausgeübt werden können, wobei die Beschwerden gegen die Steuerverordnung als Grundlage des Steuerbescheids zu prüfen gewesen seien, ohne daß mit dem Ausbleiben des Beschlusses des ständigen Ausschusses innerhalb einer bestimmten Frist besondere Folgen verbunden gewesen seien (siehe zu all diesen Punkten die Rechtsprechung des Kassationshofes).

A.126. Von grundlegenderer Tragweite sei, daß die angefochtene Maßnahme nicht zweckdienlich sei im Hinblick auf die angestrebte Zielsetzung und in jedem Fall vollkommen unverhältnismäßig sei angesichts ihrer Folgen und der Grundsätze, um die es gehe, da ein politisches Recht - das *jus tributi* - fortan dem durch Artikel 145 der Verfassung festgeschriebenen gerichtlichen Schutz entgehe.

A.127. Vergeblich werfe der Ministerrat ein, daß dieser Schutz der Rechtsprechung noch vor dem Appellationshof gewährleistet sei; er sei es nicht mehr vor dem ständigen Ausschuss, wogegen er es wohl noch vor dem rechtsprechenden Kollegium sei.

A.128. Das Gesetz vom 24. Dezember 1996 sehe nicht vor, daß die Steuerpflichtigen und die Gemeinden Verfahrensparteien vor dem ständigen Ausschuss seien oder daß sie Einsicht in die Akte nehmen oder Schriftsätze austauschen könnten oder daß sie über das Datum der öffentlichen Verhandlung benachrichtigt würden. Es lege nicht fest, daß die Parteien bei einer Verhandlung erscheinen und sich durch einen Rechtsanwalt unterstützen lassen könnten oder daß sie im Falle der Anhörung von Zeugen vorgeladen würden. Es sehe nicht vor, daß die Mitglieder des ständigen Ausschusses abgelehnt werden könnten.

A.129. Artikel 10 Absatz 4 sehe nicht vor, daß der Beschluß oder das Ausbleiben des Beschlusses des ständigen Ausschusses der Behörde, von der die Steuer ausgehe, zur Kenntnis gebracht werden müsse. Diese Behörde sei also nicht imstande zu entscheiden, ob gegen den Beschluß oder das Ausbleiben des Beschlusses des ständigen Ausschusses Einspruch erhoben werden müsse. Dieses Stillschweigen des Gesetzes könne nicht durch das vom Ministerrat angeführte Rundschreiben vom 12. Juni 1997 ausgefüllt werden.

A.130. Aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz gehe hervor, daß der föderale Gesetzgeber dem Rechtsprechungscharakter des Auftrags, der dem ständigen Ausschuss diesbezüglich anvertraut worden sei, ein Ende habe bereiten wollen. Er könne folglich dem rechtsprechenden Kollegium keine Zuständigkeiten bezüglich der Region Brüssel-Hauptstadt erteilen.

A.131. Der Umstand, daß der ständige Ausschuß unter der vorherigen Regelung einen Rechtsprechungsauftrag ausgeführt habe, sei absolut irrelevant. Es sei unwesentlich, ob das rechtsprechende Kollegium bereits vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes zuständig gewesen sei, da die ständigen Ausschüsse damals selbst einen Rechtsprechungsauftrag ausgeführt hätten.

*In bezug auf den zweiten Klagegrund*

A.132. Artikel 14 Nr. 6 des angefochtenen Gesetzes hebe das Gesetz vom 23. Dezember 1986 auf. Aufgrund von Artikel 15 sei das angefochtene Gesetz anwendbar auf Provinzial- und Gemeindesteuern, die ab dem 1. Januar 1997 in bar eingenommen würden oder in Heberollen eingetragen seien, die ab demselben Datum für vollstreckbar erklärt würden. Die Gemeinden und die Provinzen hätten nicht über eine ausreichende Frist verfügt, um sich mit der neuen Regelung vertraut zu machen. Der Ministerrat führe die an den Artikeln 14 und 15 des angefochtenen Gesetzes durch das Rundschreiben vom 12. Juni 1997 vorgenommenen Präzisierungen an und schlußfolgere, daß der ständige Ausschuß derzeit mit Beschwerden befaßt werden könne, entweder als rechtsprechende Behörde auf der Grundlage des Gesetzes von 1986, oder als Verwaltungsbehörde auf der Grundlage des Gesetzes von 1996 für Steuern bezüglich des Jahres 1996. Gerade dies prangere die Wallonische Regierung an.

In dieser Auslegung bewirke das angefochtene Gesetz einen vollständig ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen den 1996 besteuerten Steuerpflichtigen, je nachdem, ob auf sie das Gesetz vom 23. Dezember 1986 oder dasjenige vom 24. Dezember 1996 Anwendung finde.

A.133. Der Ministerrat erkenne an, daß das Gesetz von 1986 weiterhin auf die bis zum 31. Dezember 1996 in die Heberolle aufgenommenen Steuern anwendbar sei. Dieses Kriterium sei nicht annehmbar.

A.134. Die von den vereidigten Beamten erstellten Protokolle hätten Beweiskraft bis zum Beweis des Gegenteils, wogegen sie nur einen Informationswert hätten, wenn sie von nicht vereidigten Beamten aufgestellt worden seien. Dies sei ein grundlegender Unterschied. Bestimmte Steuern des Rechnungsjahres 1996, die nicht bis zum 31. Dezember 1996 in die Heberolle hätten eingetragen werden können, könnten möglicherweise nicht mehr durch die Gemeinden oder Provinzen eingetrieben werden.

*In bezug auf die Klage der Stadt Charleroi und der Gemeinde Schaerbeek*

A.135. Zu Unrecht stelle der Ministerrat das Interesse der Gemeinde Schaerbeek an der Klageerhebung mit der Begründung in Abrede, die angefochtenen Bestimmungen würden lediglich die zuvor geltenden Bestimmungen bestätigen.

Eine natürliche oder juristische Person verliere ihr Interesse an der Klageerhebung nämlich nicht aus dem einzigen Grund, daß die Gesetzesbestimmung, deren Nichtigkeitserklärung sie bezwecke, sich auf die Übernahme der vorherigen Regelung beschränke.

Andererseits führe das angefochtene Gesetz eine Neuerung ein, indem es in bezug auf die Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt einen Einspruch mit Rechtsprechungscharakter organisiere, während es in bezug auf die Gemeinden der anderen Regionen eine Beschwerde mit Verwaltungscharakter organisiere.

A.136. Die von der Stadt Charleroi und der Gemeinde Schaerbeek angeführten Klagegründe bezögen sich nur auf die Artikel 9 bis 11 sowie die Artikel 13 und 14 Nr. 5 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996.

Der Umfang der Klage sei also auf diese Bestimmungen zu beschränken.

*In bezug auf die Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989*

A.137. Die seit dem 1. Januar 1997, dem Datum des Inkrafttretens des angefochtenen Gesetzes vorgenommenen Eintragungen in die Heberolle, Vollstreckbarerklärungen und Einnahmen durch die Gemeinden und Provinzen könnten nicht in Frage gestellt werden.

Falls die Bestimmungen, auf denen sie beruhten, durch den Schiedshof für nichtig erklärt werden sollten, erfordere es die Rechtssicherheit, daß der Hof in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 die Auswirkungen dieser Bestimmungen aufrechterhalte, zumindest bis zum Datum des zu verkündenden Urteils.

Falls der Hof sich umgekehrt darauf beschränke, die Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes für nichtig zu erklären, die das Beschwerdeverfahren und die Einsprüche regelten oder damit verbunden seien, scheine es nicht unerläßlich zu sein, die Auswirkungen dieser Bestimmungen für die allgemeinen Bestimmungen aufrechtzuerhalten.

- B -

*Hinsichtlich der fraglichen Bestimmungen*

B.1. Das angefochtene Gesetz vom 24. Dezember 1996 ändert die Vorschriften bezüglich der Festlegung und der Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern ab. Es enthält Bestimmungen bezüglich der Eintreibung (Artikel 3), der Heberollen (Artikel 4), des Steuerbescheids (Artikel 5), der Veranlagung der Steuer von Amts wegen (Artikel 6), der Feststellung von Verstößen (Artikel 7), der Untersuchungsbefugnisse der Beamten (Artikel 8), der Beschwerden und Einsprüche (Artikel 9 bis 11), der Bezugnahme auf verschiedene Bestimmungen des Einkommensteuergesetzbuches (Artikel 12), Aufhebungsbestimmungen (Artikel 13 und 14) sowie Bestimmungen zur Festlegung des Inkrafttretens des Gesetzes (Artikel 15).

B.2. Die angefochtenen Bestimmungen sind hauptsächlich die Artikel 9 bis 11, die folgendes bestimmen:

«Art. 9. Der Steuerpflichtige kann beim ständigen Ausschuß, der als Verwaltungsbehörde handelt, Beschwerde einreichen.

In der Region Brüssel-Hauptstadt wird die Beschwerde beim rechtsprechenden Kollegium eingereicht.

Die Beschwerde muß schriftlich erfolgen, mit Gründen versehen sein und binnen drei Monaten ab dem Versand des Steuerbescheids oder ab dem Datum der Barzahlung ausgehändigt oder mit der Post verschickt werden.

Für den Eingang der Beschwerdeschrift wird eine Empfangsbestätigung ausgestellt. Die Einreichung einer Beschwerde befreit den Steuerpflichtigen nicht von der Pflicht, die Steuer zu zahlen.

Art. 10. Der ständige Ausschuß überprüft, ob die beanstandete Steuer und die eventuell auferlegte Erhöhung geschuldet werden, und ordnet für jeden nicht geschuldeten Betrag Steuerbefreiung an. Er darf die beanstandete Steuer nicht erhöhen. Er befindet ebenfalls über die Rechtmäßigkeit und die Regularität des Steuerbescheids.

Er entscheidet binnen sechs Monaten ab dem Datum, an dem die Empfangsbestätigung versandt wurde, durch einen mit Gründen versehenen Beschluß, der dem Beschwerdeführer per Einschreiben notifiziert wird.



Wird binnen der Frist von sechs Monaten kein Beschluß gefaßt, wird die Frist um drei Monate verlängert. Ist am Ende dieser Frist von neun Monaten kein Beschluß gefaßt worden, gilt die Beschwerde als begründet.

Der Beschluß des ständigen Ausschusses oder das Ausbleiben jeglichen Beschlusses binnen der vorgeschriebenen Frist von neun Monaten wird dem Beschwerdeführer unverzüglich notifiziert. In der Notifikation ist ebenfalls die Frist, innerhalb deren der Beschwerdeführer beim Appellationshof Einspruch einlegen kann, vermerkt.

Art. 11. Gegen den Beschluß des ständigen Ausschusses oder das Ausbleiben jeglichen Beschlusses binnen der vorgeschriebenen Frist kann Einspruch eingelegt werden beim Appellationshof, in dessen Amtsbereich die Steuer veranlagt worden ist.

Die Formen und Fristen für den Einspruch sowie das nachfolgende Verfahren und die Einreichung einer Kassationsbeschwerde gegen den Entscheid des Appellationshofes werden wie für die Staatssteuern auf das Einkommen geregelt und gelten für alle betroffenen Parteien.

Eine Abschrift des Einspruchsantrags muß zur Vermeidung des Ausschlusses binnen einer Frist von vierzig Tagen an den ständigen Ausschluß gerichtet werden, und zwar entweder durch ein Einschreiben oder durch einen beim Sekretariat des ständigen Ausschusses hinterlegten Brief.»

B.3. Außerdem werden von der Wallonischen Regierung folgende Bestimmungen angefochten:

- Artikel 4 § 3 Nr. 9, dem zufolge in den Heberollen folgendes angegeben wird: «die Frist, innerhalb deren der Steuerpflichtige eine Beschwerde einreichen kann, die Bezeichnung und die Adresse der Instanz, die befugt ist, diese entgegenzunehmen»;

- Artikel 13, der die in Artikel 603 Nr. 3 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehene Zuständigkeit des Appellationshofes, über Klagen gegen die Beschlüsse der ständigen Ausschüsse zu befinden, aufrechterhält, aber jene Bestimmung streicht, die den Mindestbetrag des Streitwertes auf 10.000 Franken festsetzte;

- Artikel 14 Nr. 5, der Artikel 609 Nr. 5 des Gerichtsgesetzbuches aufhebt, dem zufolge der Kassationshof über Kassationsklagen gegen die Beschlüsse der ständigen Ausschüsse befindet, wenn der Streitwert unter 10.000 Franken liegt;

- Artikel 15, der folgendes bestimmt: «Vorliegendes Gesetz ist anwendbar auf Provinzial- und Gemeindesteuern, die ab dem 1. Januar 1997 in bar eingezogen werden oder in Heberollen eingetragen sind, die ab demselben Datum für vollstreckbar erklärt werden».

#### *Hinsichtlich der Zulässigkeit*

B.4. Die Stadt Charleroi weist ein Interesse an ihrer Klage auf, indem für die Beschwerden gegen von einer Gemeinde der Wallonischen Region erhobene Steuern nunmehr der ständige Ausschluß zuständig ist, der als Verwaltungsbehörde handelt, wohingegen er vorher als Rechtsprechungsorgan handelte. Eine solche Änderung kann die Situation der Stadt Charleroi in ungünstigem Sinne beeinflussen, was ihre Streitigkeiten mit Steuerpflichtigen betrifft, die Gemeindesteuern zu entrichten haben, da sie dabei nicht mehr jene Garantien genießen wird, die den gerichtlichen Verfahren inhärent sind.

B.5. Die Gemeinde Schaerbeek ist nicht gleichermaßen in ihrer Lage betroffen, da die Bestimmungen, was die Region Brüssel-Hauptstadt betrifft, die bisherige gerichtliche Klagemöglichkeit aufrechterhalten.

Die übrigen Bestimmungen von Artikel 9 betreffen die Gemeinde Schaerbeek genauso wenig, da sie sich auf die - nunmehr administrativen - Klagen beziehen, mit denen die ständigen Ausschüsse betraut werden.

B.6. Um ihr Interesse an der Nichtigerklärung der übrigen von ihr angefochtenen Bestimmungen nachzuweisen, macht die Gemeinde Schaerbeek geltend, daß die Einsprüche gegen die Beschlüsse des rechtsprechenden Kollegiums, für die bisher der Appellationshof zuständig gewesen sei, nunmehr beim Staatsrat zu erheben seien.

Weder aus dem Wortlaut der angefochtenen Bestimmungen noch aus den Vorarbeiten ergibt sich, daß der Gesetzgeber die Einsprüche gegen die Beschlüsse des rechtsprechenden Kollegiums dem Appellationshof hätte entziehen wollen.

Absatz 2 von Artikel 9 des angefochtenen Gesetzes ist auf einen Änderungsantrag zurückzuführen, der darauf abzielte, sich nach Artikel 83<sup>quinquies</sup> des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 bezüglich der Brüsseler Institutionen zu richten und zu vermeiden, daß es «die Brüsseler Regierung, die Aufsichtsbehörde also, [wäre, die] über Steuerstreitsachen entscheiden würde» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 461/6). In der Plenarsitzung der Kammer wurde in Erinnerung gerufen, daß der Änderungsantrag zum Zweck hatte, «die Urteilsbefugnis des zu diesem Zweck vorgesehenen Rechtsprechungsorgans wiederherzustellen» (*Kurzbericht*, Kammer, Sitzung vom 7. November 1996).

Die angefochtenen Bestimmungen sind dahingehend auszulegen, daß sie die Zuständigkeit der Appellationshöfe, in zweiter Instanz über alle Beschwerden bezüglich der Gemeinde- und Provinzialsteuern zu befinden, in den drei Regionen des Landes aufrechterhalten.

B.7. Daraus ergibt sich, daß die Gemeinde Schaerbeek kein Interesse an der Klage aufweist.

#### *Zur Hauptsache*

##### *Hinsichtlich der gegen die Artikel 9, 10 und 11 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 gerichteten Klagegründe*

B.8. Da die von der Gemeinde Schaerbeek erhobene Klage unzulässig ist, braucht der unmittelbar aus einer Verletzung der Artikel 163 der Verfassung und 83<sup>quinquies</sup> des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 bezüglich der Brüsseler Institutionen abgeleitete Klagegrund nicht geprüft zu werden. Zu prüfen sind allerdings jene Klagegründe, die von einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, einzeln oder in Verbindung mit anderen Verfassungs- oder Gesetzesbestimmungen ausgehen.

B.9. Artikel 9 des angefochtenen Gesetzes unterwirft die Beschwerden gegen Provinzial- oder Gemeindesteuern nunmehr zwei verschiedenen Arten von Einsprüchen, denn in der Flämischen und der Wallonischen Region sind sie Gegenstand einer Verwaltungsklage, in der Region Brüssel-Hauptstadt jedoch einer gerichtlichen Klage.

B.10. Wenn der föderale Gesetzgeber eine gerichtliche Klage eingeführt hat, die von jeder Person erhoben werden konnte, die Beschwerde gegen eine Provinzial- oder Gemeindesteuer einlegte, so darf er den Steuerpflichtigen einer Region nicht die gerichtlichen Garantien versagen, die das Gesetz den Steuerpflichtigen einer anderen Region weiterhin einräumt, es sei denn, dieser Behandlungsunterschied wird durch objektive und vernünftige Argumente gerechtfertigt.

B.11. Die Bestimmung von Artikel 9, die besagt, daß der ständige Ausschuß nunmehr als Verwaltungsbehörde handelt, wurde mit der Erwägung begründet, daß in der Praxis die Prüfung der Beschwerden durch den ständigen Ausschuß Beamten der Provinzialverwaltung anvertraut wurde und daß, da der Beschwerde vor dem ständigen Ausschuß Verwaltungscharakter verliehen wird, der Gesetzgeber nur die bisherige Situation bestätigen würde» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 461/4, S. 24).

B.12. Eine solche Feststellung kann nicht rechtfertigen, daß einer Kategorie von Steuerpflichtigen die durch eine gerichtliche Klage gebotenen Garantien versagt werden.

B.13. In der Region Brüssel-Hauptstadt, deren Gebiet sich der Einteilung in Provinzen entzieht, war es nicht möglich, einen ständigen Ausschuß mit den Beschwerden zu befassen, und es wurde nicht für angebracht erachtet, die Brüsseler Regierung damit zu betrauen, und zwar aus den in B.6 angegebenen Gründen.

Dieser strukturbedingte Unterschied kann jedoch nicht rechtfertigen, daß in der Wallonischen Region und in der Flämischen Region die Steuerpflichtigen nicht die gerichtlichen Garantien genießen, die den Steuerpflichtigen in der Region Brüssel-Hauptstadt gewährt werden.

Die Klagegründe sind begründet, soweit sie von einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung ausgehen.

B.14. Wegen ihrer untrennbaren Beschaffenheit sind die Artikel 9, 10 und 11 des angefochtenen Gesetzes für nichtig zu erklären, sowie demzufolge die Artikel 13 und 14 Nr. 5 und Artikel 14 Nr. 6, soweit dieser die Bestimmungen des Gesetzes vom 23. Dezember 1986 über die Beitreibung und das Streitverfahren in Sachen provinzielle und lokale Steuern, die durch die für nichtig zu erklärenden Bestimmungen ersetzt wurden, aufhebt.

Es gibt jedoch keinen Grund, Artikel 4 § 3 Nr. 9, der mit den für nichtig zu erklärenden Artikeln nicht untrennbar verbunden ist und gegen den kein einziger Klagegrund vorgebracht wird, für nichtig zu erklären.

*Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds der Wallonischen Regierung, der sich gegen andere Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 richtet*

B.15. Die Wallonische Regierung wirft dem angefochtenen Gesetz vor, daß es das Gesetz vom 23. Dezember 1986 über die Beitreibung und das Streitverfahren in Sachen provinzielle und lokale Steuern aufhebt, ohne Übergangsbestimmungen vorgesehen zu haben, was der Rechtssicherheit schaden und zu Diskriminierungen unter den 1996 besteuerten Steuerpflichtigen führen würde. Der Klagegrund richtet sich gegen Artikel 15 des angefochtenen Gesetzes, der dessen Inkrafttreten bestimmt.

Gewisse 1996 erhobene Steuern, die allerdings nicht vor dem 31. Dezember 1996 in die Heberolle eingetragen werden konnten, würden unter die Anwendung des angefochtenen Gesetzes fallen, wohingegen die Steuern des Jahres 1996, die sehr wohl vor dem 31. Dezember 1996 in die Heberolle eingetragen wurden, dem Gesetz vom 23. Dezember 1986 unterliegen würden. Das Fehlen einer Übergangsregelung hätte zur Folge, daß es für die Gemeinden unmöglich wäre, die Eintreibung zu veranlassen. Beamte hätten 1996 Verstöße festgestellt, wohingegen sie nicht «vereidigt [und] [...] von der Behörde, die [...] befugt ist, die Heberolle festzustellen, eigens dazu bestimmt worden sind», im Sinne der in Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes enthaltenen Vorschrift.

Auch könnte das Verfahren zur Veranlagung der Steuer von Amts wegen, das in Artikel 6 vorgesehen ist, nicht zur Durchführung gebracht werden, wenn es in der Steuerverordnung des Jahres 1996 nicht so strikt organisiert worden wäre. Die Steuerpflichtigen, für die eine Eintragung in die Heberolle vor dem 31. Dezember 1996 stattgefunden hat und die die entsprechenden Zahlungen vor diesem Datum geleistet haben, würden hingegen nicht unter die Anwendung des angefochtenen Gesetzes fallen.

B.16. Im Klagegrund werden Diskriminierungen beanstandet, von denen im einen Fall gewisse Steuerpflichtige und im anderen Fall gewisse Steuererhebungsbehörden betroffen wären.

Im Falle der Steuerpflichtigen reicht der bloße Umstand, daß manche von ihnen, auch für das Rechnungsjahr 1996, den neuen Modalitäten bezüglich der Festlegung und Eintreibung unterworfen wären, wohingegen andere weiterhin den vorher geltenden Modalitäten unterworfen wären, nicht aus, damit eine Diskriminierung festgestellt werden kann.

Im Falle der Steuererhebungsbehörden ist es - so wie die Wallonische Regierung geltend macht - möglich, daß das neue Gesetz Schwierigkeiten mit sich bringt, die durch Übergangsbestimmungen hätten vermieden werden können. Ein solcher Beschwerdegund allein genügt allerdings nicht, um nachzuweisen, daß Gemeinden oder Provinzen dadurch von einer Diskriminierung betroffen wären, die auf das angefochtene Gesetz zurückzuführen wäre.

B.17. Der Klagegrund ist unbegründet.

*Hinsichtlich der Aufrechterhaltung der Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen*

B.18. Unter Berücksichtigung der Schwierigkeiten, die sich bei der Behandlung laufender Beschwerden aus der Rückwirkung der Nichtigerklärung ergeben würden, sind in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen angesichts der vor dem Datum der Veröffentlichung dieses Urteils im Belgischen Staatsblatt gefaßten Beschlüsse der ständigen Ausschüsse aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt die von der Gemeinde Schaerbeek erhobene Klage für unzulässig;
- erklärt die Artikel 9, 10, 11, 13, 14 Nr. 5 und - innerhalb der in B.14 angegebenen Grenzen - 14 Nr. 6 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 über die Festlegung und die Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern für nichtig;
- weist die von der Wallonischen Regierung erhobene Klage im übrigen zurück;
- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen angesichts der vor dem Datum der Veröffentlichung dieses Urteils im Belgischen Staatsblatt gefaßten Beschlüsse der ständigen Ausschüsse aufrecht.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 18. März 1998

Der Kanzler,  
L. Potoms.

Der Vorsitzende,  
M. Melchior.